

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

voyager autrement

Dossier coordonné
par Boris Martin

Voyager autrement

Vers un tourisme
responsable et solidaire

L'association Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer a pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition des ouvrages et dossiers édités et coproduits.

L'auteur

Boris Martin est spécialiste de droit et d'anthropologie juridique. Il a réalisé différents travaux sur les droits culturels et les droits de l'homme tout en collaborant avec plusieurs associations humanitaires. Il est l'auteur de *La France de la solidarité, Cesno, 2002* et, avec *Patricia Huyghebaert*, de *Quand le droit fait l'école buissonnière, Descartes & C^{ie}/Éditions Charles Léopold Mayer, 2002*. Il est également secrétaire de rédaction de la revue trimestrielle *Humanitaire*.

Contact :

Boris Martin

boris_martin@hotmail.com

© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2002

Dépôt légal, 4^e trimestre 2002

Dossier FPH n° DD 125 ★ ISBN : 2-84377-067-X

Diffusion : Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,

38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris

Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor

Maquette de couverture : Vincent Collin

*« Le monde est un livre,
et ceux qui ne voyagent pas n'en lisent qu'une page. »*

Saint-Augustin

Sommaire

En guise de préface	9
Introduction	17
Le tourisme en chiffres	23
Première partie : Le tourisme ou l'ambiguïté destructrice	25
Quand les vacances des uns font le malheur des hôtes !	27
Tourisme : l'urgence d'une éthique	35
Himalaya : jeux de masques pour tous	45
Du voyageur d'antan au « nouveau » touriste	49
Djerba : l'île où le touriste est roi	53
La rencontre, un vrai voyage	57
Deuxième partie : Repenser le tourisme : le besoin d'équité ...	63
Peut-on appliquer les principes du commerce équitable à l'industrie touristique ?	65
Tourisme équitable : de la théorie à la pratique	71
Un foisonnement de chartes, de codes, de recommandations	75
« Notre charte est un code de conduite pour nos clients »	79
Troisième partie : Un nouveau tourisme en action panorama d'expériences	83
Tourisme et développement solidaires : villages d'accueil au Burkina Faso	85
Des Amérindiens optent pour l'écotourisme	93
Tourisme vert dans le désert : la revitalisation des oasis de Mauritanie	97
Le réveil culturel de Luang Prabang	101
Un projet de développement par le tourisme : le cas d'une communauté mapuche au Chili	107
Projet touristique en Albanie : la formation comme point de départ	111
Maroc : la lente renaissance des <i>qsar</i>	115

Quatrième partie : Retourner le miroir : les nouvelles formes de tourisme en question	119
Voyager autrement ? Vers des formes nouvelles de tourisme plus responsable et plus solidaire avec les pays du Sud	121
Le tourisme équitable et le développement : alliés réciproques	137
« Vos vacances chez les Papous » : ethnotourisme et primitivisme ...	143
Des pistes pour développer un tourisme équitable	149
Annexes	153
Organismes	153
Les revues et magazines qui nous ont gracieusement autorisés à reproduire les articles	156
Lectures	157
Notes	159

En guise de préface

*Dernières recommandations avant que ne commence
le voyage au pays du tourisme rénové...*

La tyrannie douce de l'air conditionné

Thierry Paquot

Le tourisme¹, chacun le sait, est une activité économique particulièrement rentable pour les multinationales de ce secteur porteur, bien plus que pour leurs correspondants locaux, mais c'est aussi un faire-valoir de la globalisation qui attend sa philosophie critique. Le tourisme urbain est à la mode et nombreuses sont les villes qui rêvent de devenir une destination, comme Bilbao avec « son » musée Guggenheim, ou une escale, comme Paris à côté d'Eurodisney...

Nous sommes en 1908 et le philosophe allemand Georg Simmel publie un texte connu en français sous le titre quelque peu dilettante de *Digressions sur l'étranger*². Simmel est un des premiers théoriciens à se préoccuper des formes sociales que façonne la « grande ville », la ville de la modernité, celle que Baudelaire poétise si puissamment. Celle du chemin de fer et de tous les flux. Celle des changements d'échelles : démographique, économique, territoriale, informationnelle, etc. Dans ce nouveau contexte sociétal, Georg Simmel repère une nouvelle figure, *l'étranger*. De qui s'agit-il ? D'un individu qui n'est pas d'ici et se trouve là, et qui réunit en lui l'« unité de la distance

NDLR : les notes sont présentées page 159.

et de la proximité». Ainsi l'étranger représente-t-il la mobilité, mais une mobilité qui à la fois nous intrigue (on peut même l'envier) et nous indiffère ; il n'est pas des nôtres et rien ne nous permet vraiment de le connaître afin de le reconnaître.

Il s'agit là, dit Georg Simmel, d'un « non-rapport ». Cette figure de l'étranger dans la grande ville ne se superpose pas à celle, plus ancienne, du voyageur. Elle est nouvelle comme est nouveau le rapport à l'étrangeté de notre semblable qui ne vient pas d'ici mais conforte néanmoins, par sa seule présence, notre singularité. Sa proximité apparente est bien loin de nous dans le miroir qu'il nous tend. Mais cet *étranger* est-il de la même famille que le *touriste* ?

Rentabiliser le déplacement

Un demi-siècle après les propos de Georg Simmel, la revue culturelle allemande *Merkur* publie, en 1958, une intervention radiophonique d'un jeune philosophe, Hans Magnus Enzensberger, intitulée modestement *Une théorie du tourisme*. Il constate que, si les termes « touriste » et « tourisme » apparaissent respectivement en 1800 et 1811 dans la plupart des langues européennes, à la suite de l'anglais — il faudrait établir une chronologie comparée plus précise — il n'y a toujours pas d'histoire du tourisme et encore moins de théorie générale. Depuis, les bibliothèques débordent d'ouvrages sur le tourisme, et les librairies possèdent toutes un imposant rayon « voyages et tourisme »... Hans Magnus Enzensberger cite aussi Gerhard Nebel : « *Un pays qui s'ouvre au tourisme se ferme métaphysiquement — il offre désormais un décor, mais non plus sa magique puissance.* »

Cette dénonciation des méfaits du tourisme n'est pas nouvelle, elle semble être contemporaine du développement quantitatif du tourisme au cours du XIX^e siècle. On dénombre autant de critiques, souvent alarmistes, que de guides indiquant les « bons » itinéraires et les sites exceptionnels. L'appel au tourisme et son opprobre constituent les deux faces de la même médaille, ils sont constitutifs l'un de l'autre. « *L'élément de base, note Hans Magnus Enzensberger, qui sert de norme au voyage est la sight, la chose à voir, elle est, selon sa valeur, classée au moyen d'une, deux ou trois étoiles.* » Le déplacement touristique vise à vérifier l'exactitude des informations fournies par le guide, et si possible à en rapporter la preuve photographique. Aller voir « ailleurs » afin de ne plus voir cet « ici » qui nous insupporte ou nous ennueie.

De tout temps et en tout lieu, les Terriens ont voyagé. Mais ils n'étaient pas « touristes » pour autant. Étrangers ? Quelquefois. Le passage du « voyageur » au « touriste » se mesure à l'effacement progressif de l'accueilance³, cette hospitalité nécessairement gratuite et

sans réciprocité affichée, du moins dans l'immédiat, et à la généralisation des structures hôtelières de plus en plus séparées de la société sur laquelle elles viennent se brancher.

Parmi ces voyageurs non touristes nous trouvons le pèlerin, l'étudiant en quête d'initiation, l'artiste, le marchand, le mercenaire et puis le chemineau, celui qui va par les routes et les chemins tracer les lignes d'errance de son séjour terrestre. Celui-là est partout chez lui. Son domicile n'est pas plus fixe qu'il n'est connu, et pourtant il *habite* le monde. Le touriste n'est pas non plus l'exilé, le migrant, le rentier, le fugueur ou encore le vacancier. Le vacancier se met en *vacance*. C'est-à-dire qu'il devient disponible pour rien. Le touriste n'est pas vacant, il doit impérativement «touristiquer». C'est cela la finalité du tourisme.

Précisons, à la suite de Jean Chesneaux, qu'*habiter le temps* exige une disponibilité élastique et, à la suite de Marc Augé, que le voyage organisé correspond au *non-lieu*, c'est-à-dire à se rendre dans l'espace d'autrui sans sa présence⁴. Le tourisme est la phase monétarisée, marchandisée, de l'histoire des voyages. La rencontre dans ce cas est impossible, elle n'appartient pas au programme. Le touriste consomme *non-stop*. Il consomme du paysage, de l'architecture, de la culture *hors sol*, c'est-à-dire déterritorialisée. Il circule mais doit rentabiliser ses déplacements. Le moindre contretemps est vécu comme un dysfonctionnement de la compagnie organisatrice, et l'on brandit alors la menace d'un procès.

Le touriste ne semble à l'aise que parmi les autres touristes. Entouré de touristes, il n'a plus peur et ose manifester ses contrariétés face à la qualité du service ou aux excursions payantes. Il désire retrouver la même chambre et le même menu, comme chez lui, pour ne pas être dépaysé et ne pas avoir à s'acclimater. Du reste, le rythme du circuit l'en empêche. Il lui faut alors un environnement qui soit le plus neutre, le plus familier possible. Le tourisme est au voyage ce que le consensus est à la politique : à savoir, le minimum à partager, alors même que la tension, la contradiction dynamisent la démocratie somnolente et que le voyage s'enrichit des retards, des inattendus.

Le voyageur, au contraire du touriste, s'arrange pour être «avec» et «parmi» les populations rencontrées. Le touriste est incapable d'une telle unité tant il privilégie — ou plus précisément c'est l'offre qui conditionne grandement la demande — le week-end en ville, chaque ville étant invitée à s'identifier à un artiste renommé ou à un moment appréciable et reconnaissable, une sorte de logo. Le *marketing urbain* consiste à vendre une image de la ville, si possible culturelle. Pour certaines villes cela se révèle un incroyable casse-tête, l'artiste local n'est guère fameux et sa gloire n'a duré qu'un temps ; quant aux monu-

ments, ils sont sans grand intérêt et réclament de sérieux et coûteux travaux. Ainsi le tourisme urbain ne concerne que quelques quartiers de quelques grandes villes. La muséographie de ces sites touristiques expulse, de fait, les derniers habitants et transforme ces quartiers « historiques » en parcs à thème *intra muros* ! Le voyageur pratique encore la flânerie, cette « gastronomie de l'œil » qui enchantait Balzac. Nous vivons à plusieurs temps, des attitudes contraires, ou sans lien entre elles, des désirs opposés nous écartèlent ; et le voyageur que nous rêvons d'être rivalise avec le touriste que nous sommes plus souvent que prévu ! Le premier prend le temps, déguste la durée, le repos, l'attente, alors que le second s'interdit le frivole, le fugace, la halte. Il craint l'aventure, mais espère la performance, d'où le développement sans précédent du tourisme de l'extrême, les ascensions des massifs montagneux les plus élevés, les expéditions polaires, les traversées des déserts, bref, tout ce qui est excessif.

Quant à l'alibi culturel, il ne masque guère la réalité : quelques secondes devant *La Joconde*, au musée du Louvre, mais des heures pour acquérir une poignée de cartes postales ! Le touriste-globalisé-et-heureux-de-l'être visite les sites classés et il est dommage que l'Unesco se prête à cette opération mercantile — et grandement prédatrice — en répertoriant un imbécile patrimoine commun de l'humanité. Étymologiquement parlant, le « patrimoine » ne peut aucunement concerner toute l'humanité, du reste de nombreuses langues ne possèdent ni le mot ni l'idée. La revendication patrimoniale si bien analysée par Françoise Choay⁵ sous-entend une certaine conception de l'histoire, un rapport particulier au passé, au présent et à l'avenir⁶ que toutes les sociétés — et les peuples qui les composent — ne partagent pas pareillement.

Pour ne vexer aucun État, l'Unesco se voit obligée diplomatiquement de classer des ouvrages d'art (ponts, quais, etc.), des constructions (châteaux, cathédrales, temples, sites archéologiques, etc.), des paysages (avec le flou d'un tel mot-valise), des quartiers entiers de métropoles, alors même que le seul bien à protéger d'elle-même est l'humanité tout entière, qui, au mépris de ses descendants, ne cesse d'abîmer la nature de ses innovations techniques et de ses actions irresponsables ! Peut-être faudrait-il dans un premier temps patrimonialiser l'Unesco ? Blague à part, l'identité des peuples et des cultures passe avant tout par leur singularité. Chercher un patrimoine comparable d'un pays à un autre est un leurre dangereux qui uniformise le sens du mot « culture » et par conséquent homogénéise les normes référentielles. La beauté poignante d'un panorama dépend non seulement des couleurs du ciel, de l'éclairage du ciel ou de la lune, du vent léger qui vous enivre, de la personne aimée qui vous accompagne,

mais aussi de votre présence-au-monde-et-à-autrui, de votre potentialité à *habiter*. Et cela, malheureusement (et heureusement !), ni l'Unesco, ni le commerce en ligne, ni le tourisme organisé ne la possèdent.

Dépaysement sans surprise

Le tourisme massif est là, le nier serait suicidaire : 635 millions de touristes dans le monde en 1999, et probablement plus d'un milliard et demi en 2020. Et si « l'étranger » correspondait, selon George Simmel, à la figure emblématique de la grande ville, le « touriste » ne deviendrait-il pas celle de la mégapole à l'ère de l'urbanisation planétaire ? Quoi qu'il en soit, l'urbanisme et l'architecture subissent la loi d'airain du marché de l'économie touristique, et ce malgré les tentatives d'instaurer un « tourisme durable » ici, et un « tourisme équitable » là. Non pas que ces initiatives alternatives⁷ ne soient pas généreuses ou sensées, mais parce qu'elles sont marginales, et surtout tributaires de l'état d'esprit du tourisme de masse et des règles imposées par les entreprises multinationales de ce secteur en expansion. Rompre avec le tourisme de masse ne revient pas à le moraliser (respecter la population d'accueil, ne pas se comporter en territoire conquis, payer le juste prix, condamner le tourisme sexuel, etc.), mais à s'y opposer et à préconiser le voyage, et le temps et l'espace qui vont avec.

Le tourisme de masse impose la construction de vastes aéroports internationaux dont les retombées sur l'économie nationale sont à examiner avec précaution. Cette aérogare — souvent dévoreuse de terres arables et toujours polluée — réclame de lourdes infrastructures pour dispatcher les touristes, d'où des autoroutes, des trains express régionaux, des taxis, des autobus, etc.). Le circuit touristique, quant à lui, demande des parkings pour ses autobus et des élargissements de chaussées afin de livrer son lot quotidien de touristes caméscopeurs. Quant à l'architecture, elle se charge d'édifier des hôtels-ghettos et des musées conformes à l'image du moment. Il existe une architecture-type (mais est-ce encore de l'architecture ?) de tous les équipements indispensables au tourisme de masse. Le bâtiment, souvent, est une marque, une icône, un signe, aussi adopte-t-il une forme et des couleurs facilement identifiables — c'est le cas de la plupart des chaînes internationales d'hôtels et de restaurants. On ne peut pas dire que cela contribue à exporter une architecture de qualité... où dominerait l'originalité liée à la beauté. Le mépris du lieu est absolu et si le bâtiment est gêné par un relief capricieux, on rase, excave, contourne, surélève, bref on rationalise. Mais ce qui se généralise à l'échelle planétaire, c'est avant tout *la tyrannie douce de l'air conditionné* qui anti-

cipe la fin des saisons touristiques et surtout semble indispensable pour aller vite. Se rendre à Bombay en huit heures d'avion empêche de s'acclimater, surtout si le séjour n'est que de huit jours. La voiture à air conditionné, l'hôtel à air conditionné, le musée à air conditionné, les restaurants à air conditionné, les galeries marchandes à air conditionné, tout est prévu pour faciliter votre voyage et atténuer les différences climatiques qui existent encore entre votre pays d'origine et le pays visité. Les moments sans air conditionné sont alors vécus comme de véritables hardiesses déraisonnables qui vous conduisent au bord du risque ! Mais après quel soulagement et que de souvenirs à raconter du genre « tu te souviens, il faisait au moins 40° à l'ombre, incroyable, non ? » En effet...

La télévision satellitaire, l'*e-mail* et autres moyens de communication modifient profondément le couple proche/lointain que Georg Simmel trouvait exemplaire chez « l'étranger ». De même, ces nouvelles technologies de l'information et des télécommunications contribuent à une culture internationale du regard qui vient se superposer aux cultures locales, parfois se métisser avec, et plus souvent les traumatiser. La télévision est un parfait exemple du *non-lieu*, pouvoir s'abstraire d'un lieu, le voir et pourquoi pas le reconnaître (« c'est le Yemen, tu te souviens de notre visite en telle année », etc.). Nos cinq sens ne sont plus en phase directe avec le monde sensible. Nous ne souhaitons circuler que dans du connu, du *déjà-vu* — dans le guide longuement étudié avant le départ, les dépliants touristiques de l'hôtel, les récits des amis, etc. — afin d'obtenir la confirmation de ce dépaysement tant attendu et si cher payé.

Alors, que faire ? Transformer en « friches touristiques » les innombrables camps de vacances et autres stations balnéaires en attendant d'imaginer un autre usage ? Prohiber le tourisme de masse et ne tolérer, une fois encore, que l'escapade élitiste ? Imposer l'obtention d'un permis-de-se-conduire-comme-touriste-équitable avec une police internationale du tourisme, des points en moins pour chaque infraction au code et, pourquoi pas, des travaux d'utilité voyageuse en cas de faute grave ?

Vous avez dit « tourisme durable, tourisme équitable » ? Derrière ces expressions du jargon institutionnel, se cache des bonnes intentions visant à réduire les méfaits du tourisme. C'est dans la foulée du Sommet de la Terre (Rio, 1992) qu'une Charte du tourisme mondial a été élaborée afin de protéger l'écologie des territoires touristiques, d'où le qualificatif de « durable » (traduction française particulièrement discutable de l'anglais *sustainable*). Les articles de cette charte encouragent à un tourisme modéré, respectueux des conditions locales, s'intégrant aux manières de faire, de croire et d'être des populations

visitées. On retrouve les mêmes grands principes vertueux dans le Code mondial d'éthique du tourisme préconisé par l'Organisation mondiale du tourisme, en 1999. Comment sont-ils appréciés par les divers «acteurs» du développement touristique ? Doit-on sérieusement imaginer une éthique du touriste incompatible avec l'esprit du consommateur ? N'est-ce pas acquérir, à bas prix, une bonne conscience ? J'ai séjourné dans un village de Casamance qui pratiquait le «tourisme intégré» et la bonne volonté des touristes tiers-mondistes, payant le «juste prix», était exploitée par des villageois mercantiles... L'équité, comme la durabilité, exigent, *de tous les participants* (évitons d'angéliser le «visité» et de diaboliser le «visiteur»), une attitude hospitalière et décente... Il en va de même pour les voyageurs, il convient d'obliger les compagnies d'aviation à accueillir convenablement leurs passagers (un plateau repas digne de ce nom et surtout une place assise qui assure le bien-être à chacun, quels que soient sa taille et son embonpoint...), etc.

La guerre touristique ne fait que commencer, elle sera cruelle et mortelle, compte tenu des enjeux économiques, mais aussi et surtout écologiques et culturels. À ce propos, le réchauffement de la planète va considérablement influencer sur les destinations et réorienter les flux touristiques... Les résultats présentés par le groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC), à Genève (*Le Monde* du 21 février 2001), sont catastrophiques : fonte des glaciers, inondations ici, sécheresses là, réchauffement de la planète (de 1,4° à 5,8° d'ici 2100), migrations de populations, etc. En fait, c'est tout l'écosystème planétaire qui va se trouver malmené et l'on peut imaginer que les destinations touristiques vont aggraver la situation et dessiner une nouvelle géopolitique du tourisme, posant d'énormes problèmes d'alimentation en eau, par exemple, et nécessitant d'importants et coûteux travaux, afin de satisfaire la «demande» en piscine, golf, verdure, etc. Des stations de sports d'hiver privées de neige devront fermer, des pays régulièrement arrosés par une pluie tenace (l'Europe du Nord) verront leurs populations s'enfuir périodiquement au soleil, des régions tempérées ne le seront plus, bref, sans sombrer dans une science-fiction du désastre inévitable, il nous faut d'ores et déjà contenir les flux massifs d'un tourisme à courte vue.

Mais les migrations qui résultent du tourisme de masse n'empêcheront pas les voyageurs de voyager au rythme de leur pas, de leur curiosité, de leur appétit d'autrui et de leur soif d'eux-mêmes. «*Exister, n'est-ce pas indéfiniment sortir de soi et y revenir ?*», s'interroge Stanislas Breton dans un essai dont le titre, *L'Autre et l'ailleurs*⁸, indique la première dimension du voyage, la seconde pouvant être formulée ainsi : l'autre est l'ailleurs. Bon voyage !

Thierry Paquot est philosophe, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris (Paris XII-Val-de-Marne) et éditeur de la revue *Urbanisme*. Il est l'auteur de *L'Art de la sieste*, Zulma, Paris, 1998. La présente version de ce texte a été lue lors d'un colloque sur «Les enjeux urbains du tourisme», à Bruxelles, le 2 mars 2001. Une seconde, plus courte est parue dans *Le Monde Diplomatique* en juillet 2001.

Introduction

Boris Martin

*« Nous n'héritons pas la Terre de nos ancêtres,
nous l'empruntons à nos enfants. »*
(proverbe africain)

La Terre et les hommes... Éternel face-à-face auquel l'arrivée des seconds sur la première n'a cessé d'offrir les déclinaisons les plus variées. Dans son ambition de permettre aux hommes de découvrir la planète et ceux qui la peuplent, le voyage aurait perdu ses lettres de noblesse pour, à la faveur des profits qu'il dégage, se convertir en une industrie dont le seul nom résonne comme une perversion.

Le tourisme de masse dans les pays en développement, puisque c'est de lui qu'il s'agit, fait depuis quelques années l'objet d'un débat qui ne cesse d'enfler. Des associations de développement aux militants anti-mondialisation, en passant par le milieu étudiant, la réflexion s'intensifie et les initiatives naissent, proposant une alternative au tourisme conventionnel. C'est sans doute le combat contre le tourisme sexuel qui, en dénonçant l'ampleur d'un phénomène que dans notre grande majorité nous nous évertuons sans doute davantage à évacuer qu'à ignorer, a ouvert une brèche dans la bonne conscience touristique. L'espace ainsi créé, les multiples méfaits du tourisme se sont alors révélés au grand jour : concentration des profits financiers entre les mains des entreprises occidentales, exploitation et précarisation des personnels locaux, création de réflexes de mendicité, déplacements forcés ou détournés de populations pour réaliser des équipements d'accueil, dégradation progressive de l'identité culturelle de peuples entiers, accaparement, voire mise en péril de ressources

naturelles ou de sites historiques... Une liste en forme de réquisitoire qui met à mal la conscience des touristes que nous sommes tous, à intervalles plus ou moins réguliers. Mais le malaise ainsi créé ne s'estompe pas complètement à l'écoute des solutions que les multiples défenseurs du tourisme équitable avancent : entre les ravages incontestables du tourisme de masse et les formules proposées pour y remédier, il nous semble apercevoir l'empreinte d'un chaînon manquant que cette introduction souhaiterait rendre plus visible.

Cherchant sa véritable dénomination sans être encore parvenu à la fixer définitivement, le tourisme rénové oscille entre diverses appellations : éthique, solidaire, alternatif, responsable, communautaire, durable... Difficile, parmi toutes ces possibilités, d'arrêter un choix définitif dès lors que chacun de ces vocables tend à devenir la marque de fabrique de tel ou tel courant dogmatique. Le qualificatif *équitable* est sans doute celui que le lecteur rencontrera le plus souvent dans les multiples témoignages et contributions qui forment l'ossature de ce travail. Puisant aux sources de l'équité, il réalise la synthèse entre les notions d'*égalité* et d'*équilibre* qui nous semblent devoir guider la réflexion et l'action vers une réforme du tourisme. Il présente également l'avantage de renvoyer au *commerce équitable* qui, de fait, a constitué et constitue encore l'une des bases essentielles de cette volonté réformatrice. Enfin, ce terme présente une certaine neutralité qui rompt avec les différentes significations induites par les autres qualificatifs, lesquelles tendent singulièrement à réduire le prisme de l'approche. Mais qu'importe finalement le terme sur lequel l'orthodoxie du moment voudrait que l'on s'arrête, car si nous affichons une adhésion spontanée au mouvement qui s'exprime en faveur du tourisme équitable, il ne s'agit pas pour autant d'adhérer à toutes les réflexions produites ou de vanter toutes les initiatives présentées ici. Trouvant son origine dans les travées d'un amphithéâtre de l'École polytechnique où des étudiants militants de l'association *Ingénieurs sans frontières* avaient décidé de consacrer une table ronde à des « formes nouvelles de tourisme plus responsable et plus solidaire avec les pays du Sud », ce dossier s'est enrichi au fil du temps des contributions les plus diverses et riches. Afin d'offrir au lecteur la matière essentielle lui permettant de se joindre à un débat qui, sans aucun doute, prendra de l'ampleur dans les années à venir. À lui, désormais, de se forger sa propre opinion. C'est là le sens de ce nouveau « Dossier pour un débat ».

Le texte de Thierry Paquot qui ouvre ce dossier renferme tout à la fois une critique du tourisme de masse et une critique du tourisme équitable. Étrange pour un ouvrage qui se propose de vanter celui-ci

aux dépens de celui-là ! C'est bien là au contraire que réside la force de cet article. Car ce faisant, Thierry Paquot pointe les aberrations du tourisme de masse tout en questionnant la réponse — le tourisme équitable — que de nombreux intervenants sociaux appellent de leurs vœux.

Relayant opportunément le souci qui nous anime, l'auteur nous suggère de prendre de l'altitude sur un sujet qui se perd parfois dans les méandres du diptyque problème/solution, sans prendre en compte la multitude d'interstices qui se créent entre deux extrêmes et tout en délaissant la dimension philosophique, donc humaine, du sujet. Car si la question du tourisme est aussi passionnante, c'est qu'elle renvoie plus fondamentalement à une vision du monde et des relations qui doivent unir celles et ceux qui le composent. Comment atteindre l'Autre tout en l'épargnant ? Comment se livrer à lui tout en se préservant ? La forte demande actuelle en faveur du tourisme équitable ne renvoie-t-elle pas justement à une *réhabilitation* du voyage conçu comme découverte de l'Autre à base de simplicité respectueuse (voyage individuel et « modeste ») et à une dépréciation du tourisme, devenu synonyme de visite indécente de pays pauvres par des Occidentaux en mal de différence... et de soleil ?

Mais quand est-on dans le voyage et quand entre-t-on dans le tourisme ? *« Le passage du « voyageur » au « touriste » se mesure à l'effacement progressif de l'accueil, cette hospitalité nécessairement gratuite et sans réciprocité affichée, du moins dans l'immédiat, et la généralisation des structures hôtelières de plus en plus séparées de la société sur laquelle elles viennent se brancher »*, nous dit Thierry Paquot. Mais quand passe-t-on du tourisme au tourisme équitable ? *« Rompre avec le tourisme de masse ne revient pas à le moraliser (respecter la population d'accueil, payer le juste prix, condamner le tourisme sexuel, etc.) mais à s'y opposer et à préconiser le voyage, et le temps et l'espace qui vont avec »*, nous répond alors l'auteur. Ce faisant, il nous permet de lever une première méprise que nous étions tentés de commettre : le tourisme équitable ne se confond pas avec le voyage même si celui-ci peut certainement en constituer l'une des modalités idéales.

Rendre le tourisme plus équitable. L'idée est belle et la nécessité impérieuse mais si l'on suivait Thierry Paquot, elle devrait s'accompagner de la disparition du tourisme, tel qu'il se pratique aujourd'hui. La chose est impensable, convenons-en. *« Je voudrais avoir vécu au temps des vrais voyages quand s'offrait dans toute sa splendeur un spectacle non encore gâché, contaminé et maudit »*, disait Claude Lévi-Strauss, se référant à cet âge d'or du voyage où tout n'était, semble-t-il, que rencontre, échange et simplicité. Nostalgie bien vite idéalisée si l'on prend garde de se souvenir que le voyage a aussi coïn-

cidé dans l'histoire avec des entreprises à côté desquelles le tourisme de masse des tour opérateurs pourrait bien passer pour inoffensif. Qu'il suffise de songer aux expéditions de Magellan ou de Christophe Colomb, aux voyages des missionnaires ou aux ambitions colonisatrices des Anglais et des Français...

L'alibi du voyage « pur » face au tourisme « pervers » ne tient plus, malheureusement, dans le monde qui est aujourd'hui le nôtre. Comment concevoir que l'on va convertir dare-dare cette famille dont le temps de vacances est compté, à un voyage sac au dos, où les hôtels ne seront pas réservés et les trajets non garantis ? Comment imaginer que l'on va convaincre ce jeune couple de sacrifier une semaine de vacances longtemps attendue en lui faisant miroiter que *« le voyage s'enrichit des retards, des inattendus »* ?... Comment penser que l'on va amener ce couple de retraités qui, sa vie durant a mis entre parenthèses ses envies d'ailleurs, à renoncer à cette croisière « tous frais compris » sur le Nil ?... Qu'on le veuille ou non, la thématique du tourisme équitable ne peut prendre greffe que sur l'arbre bien enraciné que représente le tourisme conventionnel. Encore faut-il qu'elle prenne garde à se ménager une voie entre un occidentalocentrisme jamais totalement étouffé et un élitisme qui peut trouver là un terrain fertile d'expression.

« Les voyages donnent une très grande étendue à l'esprit : on sort du cercle des préjugés de son pays, et l'on n'est guère propre à se charger de ceux des étrangers », disait Montesquieu. Les militants du tourisme équitable prennent souvent prétexte de l'aisance arrogante que peuvent afficher les touristes occidentaux pour aussitôt se poser en défenseurs des populations locales. Ce faisant, ils n'évitent pas toujours l'écueil d'entretenir des préjugés aussi bien à l'égard de leurs propres « compatriotes » qu'envers les « populations locales ». Les premiers sont ainsi accusés de se promener dans des tenues contestables ou d'exhiber un matériel photographique hors de prix. Les secondes, quant à elles, sont vues comme incapables de comprendre qu'elles ont précisément en face d'elles des « étrangers » avec leurs propres particularités et de prendre de la distance par rapport à leurs propres croyances ou conditions de vie. Bâti sur une réflexion généreuse, de tels réflexes n'en participent pas moins d'une vision quelque peu caricaturale de la rencontre interculturelle. Tout se passe comme si les Occidentaux s'acharnaient — au mieux, par maladresse, au pire, par mépris — à « gêner » les populations des pays du Sud, poussées dans les retranchements de leurs principes de vie et auxquels on renverrait la misère financière de leur existence. Serait-ce mieux du point de vue de la rencontre que les Occidentaux se travestissent en tenues locales et dis-

simulent leurs signes extérieurs de richesse ? Le mépris ne consiste-t-il pas parfois à dissimuler qui l'on est plutôt qu'à montrer ce que l'on est ?

Le risque majeur de cette posture, généreuse encore une fois mais ambiguë, réside dans une « folklorisation » des pays du Sud qui sied à notre désir d'ailleurs et de différence. On en revient là à ce que représente « l'âge d'or du voyage » que nous avons évoqué plus haut, c'est-à-dire à une sorte de paradis perdu où nous attendrions des populations du Sud qu'elles soient conformes à l'image que nous avons d'elles. Reste qu'au final, on risque de tomber dans le cercle vicieux de « l'englobement du contraire » qu'a décrit Louis Dumont et que l'anthropologue Étienne Le Roy a explicité de la manière suivante : « *Tout en considérant « les autres » comme partageant une humanité commune, les autres sociétés n'en sont pas moins appréhendées comme « le contraire » des formes occidentales d'organisation, ces dernières étant ainsi implicitement survalorisées et finalement tenues pour un cadre supérieur de régulation des rapports sociaux. Sous l'apparence d'un traitement identique, les sociétés occidentales sont étudiées comme si elles pouvaient naturellement offrir un modèle d'organisation s'imposant à l'ensemble des civilisations.* »⁹

Prenons garde de ne pas décliner sur le thème du tourisme le même ethnocentrisme que les Occidentaux sont si prompts à véhiculer et qu'ils ne voient jamais aussi mal que lorsqu'il est porté par une idée généreuse et sensée. Posons-nous plutôt la question de savoir pour quelles raisons les sociétés du Sud supportent moins bien que celles du Nord le choc causé par la vague touristique. Certes, les raisons ne manquent pas pour expliquer cette inégalité structurelle : la différence culturelle d'abord (le choc est sans doute moins violent entre un Américain et un Français qu'entre un Anglais et un Chinois...), la fragilité des économies ensuite, celle des ressources naturelles enfin... Mais au-delà de ces raisons fondamentales, n'est-ce pas le fait que les Nations occidentales aient des sociétés civiles fortes qui leur permet de mieux assumer la rencontre culturelle ? Certes, nos sociétés civiles se sont construites progressivement et à des époques où le tourisme était négligeable. Mais ce décalage ne doit pas nous empêcher de prôner un renforcement des sociétés civiles, à l'image de ce que nous tentons de faire au niveau économique avec les politiques d'aide au développement. Une telle réflexion mérite sans doute d'être creusée, mais en l'état, elle plaide sans aucun doute pour que le tourisme équitable soit intégré, comme cela est parfois le cas, à des politiques de développement permettant de renforcer les sociétés civiles du Sud qui, ainsi, pourront mieux vivre le phénomène touristique dans certains de ses aspects négatifs. Car même si le tourisme équitable finit

par porter ses fruits, on peut craindre que ces derniers ne disparaissent jamais complètement.

Le second écueil qui nous semble parfois guetter le tourisme équitable réside dans une forme d'élitisme social que, volontairement ou non, il tend à favoriser. La grande majorité des expériences qui nous sont rapportées présentent, en effet, certaines caractéristiques allant en ce sens : tarifs plus élevés, séjours réduits dans leur amplitude de découverte de sites, programmes de sensibilisation aux problèmes rencontrés par les habitants, confort moindre... Autant de nouveautés qui sont à rebours de l'évolution du tourisme classique, évolution appuyée précisément par les acteurs sociaux (syndicats, comités d'entreprise, associations...) au nom des classes moyennes, voire défavorisées.

De par les objectifs qu'il s'assigne (responsabilisation, abandons des loisirs comme point d'orgue...), le tourisme équitable ne joue-t-il pas contre ceux qui en ont été les premiers bénéficiaires — ce qui a toujours été considéré comme une avancée — dans l'intérêt des classes sociales dites supérieures ? Et alors même que ces dernières, mieux armées financièrement et culturellement, pratiquaient déjà des formes de tourisme que l'on pouvait considérer comme alternatives, ou en tout cas plus discrètes, dans la mesure où elles délaissaient les tours opérateurs populaires et leur cortège de groupes ? Finalement, le tourisme équitable ne revient-il pas à faire supporter le poids d'une prise de conscience aux catégories les plus modestes de la population ?

Voilà donc exprimées les deux préoccupations qui nous semblent constitutives de ce « chaînon manquant » que nous évoquions au moment d'introduire cet ouvrage sur le tourisme équitable. Elles se résument finalement à une seule : savoir être critique sur ses propres initiatives surtout quand l'objectif qu'elles s'assignent ne fait pas de doute quant à sa pertinence et mérite la mobilisation du plus grand nombre. Le réquisitoire que nous avons reproduit en commençant ce propos tient, en effet, plus que jamais et trouvera forte argumentation dans les textes qui vont suivre. La lutte pour rendre le tourisme enfin équitable est une nécessité absolue à laquelle nous nous autorisons, à titre d'observateurs fidèles et respectueux de l'action de ses militants, de rappeler cette préoccupation éthique. Afin qu'à la « *tyrannie de l'air conditionné* » ne vienne pas succéder la dictature, toute aussi sournoise, de la bonne conscience.

Le tourisme en chiffres¹⁰

Le tourisme génère chaque année plus de 500 milliards d'euros de recettes, ce qui en fait l'une des premières activités mondiales avec l'automobile et la pêche.

À qui vont les recettes du tourisme ?

En 1999, les recettes du tourisme allaient pour 52,7 % à l'Europe, pour 26,8 % à l'Amérique, pour 15,4 % à l'Asie et au Pacifique, pour 5 % à l'Afrique, au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud.

D'où viennent les touristes ?

La moitié vient d'Europe et près de 30 % du continent américain. Le continent africain, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud ne contribuent qu'à 5 % des arrivées de touristes.

Prévisions pour 2020

- Le nombre de touristes devrait s'élever à 1,6 milliard en 2020.
- Les recettes devraient s'élever à 2 000 milliards de dollars.
- Les destinations favorites devraient être l'Europe avec 717 millions d'entrées, l'Asie et le Pacifique (397 millions), l'Amérique (282 millions), suivis par l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. L'Asie, le Pacifique, le Moyen-Orient et l'Afrique enregistreront un taux de croissance de plus de 5 % par an, supérieur à la moyenne mondiale prévue. La Chine deviendra une destination favorite avec la Russie, la Thaïlande, Singapour, l'Indonésie et l'Afrique du Sud.

Le tourisme français

9,6 millions d'individus ont réalisé 18 millions de séjours à l'étranger en 1998.

L'agence de voyage et le tour opérateur demeurent les premiers et principaux intermédiaires sollicités par les Français, pour près de 2/3 des séjours à l'étranger en 1998.

La Tunisie est la destination privilégiée des Français à l'étranger. Depuis 1996, le pays connaît un succès croissant avec près de 900 000 entrées en 1999.

Première partie

Le tourisme ou l'ambiguïté destructrice

*« Le tourisme est comme le feu :
il peut faire cuire ta soupe,
il peut aussi brûler ta maison. »*
(proverbe asiatique)

Le tourisme relève de ces activités humaines, de prime abord inoffensives, qui créent rapidement les conditions de leur propre remise en cause, tant elles semblent s'attacher à rompre les fragiles équilibres qui font leur succès même et que nos sociétés prétendent vouloir garantir.

Et pourtant, comme on dirait d'un gentil garçon qui a mal tourné, le tourisme « n'est pas si mauvais, dans le fond. » Car le tourisme, à l'origine, c'est simplement vouloir oublier quelque temps son quotidien pour côtoyer — on ne dira pas « partager » car c'est un peu là le problème — celui des autres ; c'est porter son regard ailleurs même s'il ne fait que se limiter à la barrière de corail ; c'est se transporter et dans ce seul mouvement, il y a déjà beaucoup. L'accueil est alors venu des bénéfices considérables que de telles attentes, si simples en apparence, laissaient miroiter. Le tourisme est alors devenu une activité lucrative. C'est là que « les vacances des uns ont commencé à faire le malheur des hôtes », pour reprendre l'heureuse formule de la campagne menée en France par l'association Agir ici et dont Céline Trublin, sa secrétaire nationale, nous livre les différents arguments.

Pour retracer le cheminement qui a conduit à la situation actuelle, il était indispensable de se plonger dans l'histoire. C'est ce qu'ont fait Dora

Valayer et Roy Malkin. Une mise en perspective ponctuée, en quelque sorte, de la mise en abîme que représentent les textes de Myra Shakley et de Ridha Kefi. L'une décrit les ravages culturels du tourisme en Himalaya tandis que l'autre pointe la détérioration environnementale causée à l'île de Djerba en Tunisie. Deux exemples pris aux antipodes de la planète pour signifier que celle-ci, sous les coups de boutoir d'un tourisme irraisonné, tend à se réduire aux dimensions d'un village où gronderait la zizanie.

Restent alors les échanges d'André Barthélémy et Philippe Richard pour nous convaincre que, comme aux premiers temps du tourisme, le véritable voyage réside dans la rencontre. Un sursaut d'optimisme que vient pourtant tempérer le rappel des ambiguïtés destructrices de ce qui désormais représente la troisième activité économique mondiale. Décidément, le tourisme nous joue le spectacle de l'innocence perdue.

Quand les vacances des uns font le malheur des hôtes !

*Entretien avec Céline Trublin,
secrétaire nationale d'Agir ici pour un monde solidaire¹¹*

Propos recueillis par Boris Martin

Pourriez-vous nous présenter votre association ?

Agir ici pour un monde solidaire a été créée en 1988 sur une idée novatrice : si les projets de développement sont bien sûr indispensables, ils ne sont pas suffisants pour inverser le cours des choses dans les pays des Suds ; en effet, dès lors que la plupart des problèmes que ces derniers rencontrent prennent leur source dans les pays du Nord, par exemple du fait d'un mode de consommation excessif de ressources naturelles, des stratégies de captation développées par les multinationales, des politiques gouvernementales, etc. Pour permettre aux pays du Sud un développement maîtrisé, les citoyens français doivent pouvoir intervenir auprès de leurs propres décideurs politiques et économiques. Nos campagnes s'appuient sur des documents dans lesquels nous essayons de rendre abordables et compréhensibles des thèmes variés sans pour autant céder à la facilité. Un système de cartes postales permet aux citoyens d'exprimer leur voix tout en représentant un instrument de lobbying non négligeable : les décideurs qui reçoivent ces cartes postales prennent la mesure des préoccupations de l'opinion publique et du poids de celle-ci. Depuis 1988, nous avons abordé des sujets très variés — exploitation sexuelle, commerce équitable, ressources naturelles, biodiversité, respect des droits

de l'homme, implication des réseaux «françafrique» dans les dictatures africaines — mais toujours selon un traitement très pragmatique : il ne s'agit pas seulement de réclamer «la paix dans le monde» mais, par exemple, de demander «la régulation des armes de petit calibre». Nous travaillons sur du concret, persuadés que c'est de cette manière que l'on parvient à avancer.

Comment en êtes-vous venus à vous intéresser à la question du tourisme ?

C'est en travaillant sur le commerce équitable et l'exploitation sexuelle que nous avons pris conscience que le tourisme concentrait de véritables problèmes. Certaines associations avaient tendance à trouver ce sujet frivole. Pourtant, depuis quelques années, les organisations internationales présentent le tourisme comme une réponse incontournable aux problèmes de développement. C'est en réaction à cette idée ambiguë que nous avons décidé de lancer une campagne de manière à montrer que le tourisme a généralement des impacts négatifs et que le développement du secteur touristique n'est pas une solution miracle. Nous souhaitons également montrer au consommateur que la période des vacances ne doit pas être un moment privilégié pour ne penser à rien et oublier sa qualité de citoyen. C'est difficile car le message n'est pas agréable à entendre. L'un des axes d'*Agir ici* est aussi de travailler sur le «consommateur citoyen» en montrant au consommateur qu'il a un vrai pouvoir et qu'il a un choix. Nous avons voulu sensibiliser l'opinion publique au fait que l'acte de consommation qui consiste à acheter un voyage a des implications dont les personnes doivent être conscientes.

À quel «type» de tourisme vous adressez-vous et que lui reprochez-vous ?

Sans le citer nommément dans la campagne, il est clair que nous envisageons plus particulièrement le cas du tourisme de masse dans la mesure où c'est le type d'activité touristique que les États du Sud tendent à vouloir développer. Mais ce n'est pas au tourisme en tant que tel que nous adressons des reproches mais plutôt à certaines pratiques qui veulent que des pays du Sud accueillent des touristes sans pour autant bénéficier de retombées financières. Cette situation atteint son paroxysme avec le système des «packages» proposés par les tour-opérateurs dont les marges sont réduites au maximum et qui envoient un nombre très important de touristes. En se consacrant presque uniquement à cette activité, certains pays risquent de devenir dépendants.

D'autre part, développer le tourisme exige la construction d'infrastructures importantes — des routes, des aéroports, des stations d'épuration, des hôtels — qui représentent des investissements financiers énormes, alors même que la grande majorité de la population du pays ne bénéficiera pas de telles infrastructures. Il est également fréquent que des pays soient contraints de s'engager dans le tourisme car ils ont besoin de devises, que ce soit pour payer une dette extérieure ou parce qu'ils rencontrent des problèmes de développement : il est difficile d'imaginer que le tourisme soit une réponse immédiate et évidente à un problème de développement. Nous voulons seulement faire passer le message que le développement du tourisme peut avoir des conséquences néfastes s'il est mal maîtrisé et si les populations civiles ne sont pas associées aux projets.

Est-ce que vous répondez à une demande de la part de ces populations civiles ?

Oui. Je pense, par exemple, à certaines minorités qui sont expulsées pour que soient construits des parcs d'attractions ou des infrastructures hôtelières. Ce sont aussi parfois des communautés qui ont une tradition d'engagement politique et qui veulent reprendre en main le développement de leur région : c'est tout un réseau de société civile qui est assez demandeur sur cette question. Mais il me semble que nous ne sommes pas très bons en France pour être à l'écoute de cette société civile.

Avez-vous certains pays en particulier dans votre « ligne de mire » ?

Nous n'avons pas de « liste rouge » de pays dans la mesure où les problèmes apparaissent un peu partout, selon des modalités différentes mais avec certaines constantes que l'on retrouve aussi bien dans le Bassin méditerranéen, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Ce sont des dégradations environnementales et écologiques, l'utilisation abusive des ressources naturelles comme l'eau, des atteintes aux droits des minorités, la prostitution, la mendicité et plus largement une forte destructuration des liens sociaux.

Et concrètement, que préconisez-vous pour faire cesser cet état de fait ? Pour la Birmanie, par exemple, vous prônez le boycott touristique du pays...

La Birmanie est un cas très particulier dans la mesure où les effets

désastreux du tourisme touchent la totalité du pays. Ce sont deux séries de raisons qui nous ont amenés à choisir la voie du boycott : le fait d'abord que la construction d'infrastructures touristiques fait appel au travail forcé ; la mobilisation ensuite de Aung San Suu Kyi (leader des démocrates birmanes et prix Nobel de la paix) qui demande elle-même aux touristes de ne pas venir en Birmanie. C'est donc pour nous une façon de répondre à la demande d'une représentante de la société civile. Reste que la question du boycott est difficile et que nous nous la sommes posée pour d'autres pays. Fondamentalement, je ne pense pas que le boycott doive s'appliquer à tous les pays où les droits humains sont bafoués. Les opposants à cette mesure avancent, sans doute à raison, que le tourisme empêche que le pays se referme sur lui-même et laisse la porte ouverte aux influences extérieures. Il me semble néanmoins que certains arguments sont parfois fallacieux : c'est le cas lorsque certains estiment que le fait d'apporter des magazines occidentaux permettraient aux populations locales de s'informer. Or, ce sont des pays dans lesquels la police est extrêmement présente, ce qui risque au contraire de valoir de graves ennuis aux populations prises à détenir ces revues ! Je pense également que même s'il est ouvert au tourisme, un pays dictatorial peut très bien travestir la réalité et ne montrer que ce qu'il veut bien laisser voir : j'ai à l'esprit le cas de groupes de touristes fortunés qui ont été autorisés à se rendre en Corée du Nord et dont je crains qu'ils ne se soient pas rendu compte de l'ampleur de la catastrophe que vit ce pays.

En dehors de la question birmane et, de manière plus générale, nos moyens d'action restent malheureusement limités et, quelque part, « déprimants »... Dans le cadre de notre campagne pour un tourisme responsable, des personnes qui avaient été sensibilisées par notre message et se déclaraient désireuses d'agir à leur niveau nous ont demandé ce qu'elles devaient faire... Et nous avons bien des difficultés à leur répondre car le tourisme éthique n'est pas encore très développé. Mais le plus important pour nous à ce stade c'est que les gens aient pris conscience des problèmes que pouvait engendrer leur activité touristique. C'est ce qui s'est passé avec la Tunisie, particulièrement prisée par les touristes et les tours opérateurs qui organisent des voyages à des prix défiant toute concurrence, où nous avons réussi à montrer que derrière les palmiers se cachait une autre réalité. Pour nous, le fait que des touristes s'y rendent désormais en ayant cette nouvelle lecture à l'esprit représente déjà une avancée : la prise de conscience est pour nous une première étape indispensable. L'étape suivante serait que les projets cessent de nuire aux populations et à l'ensemble de la biodiversité de ces pays. C'est assez difficile dans la

mesure où, à ce niveau, ce sont les entreprises qui ont les cartes en main. Certaines chartes essaient de réglementer leur activité mais elles ne sont pas contraignantes. Et il ne semble pas que cela soit dans l'intention des entreprises de voyage comme du secrétariat d'État au Tourisme de les rendre obligatoires... Il faut donc montrer aux entreprises quel est leur intérêt à faire évoluer leurs pratiques tout en vérifiant qu'une apparente prise de conscience de leur part ne dissimule pas une utilisation commerciale de l'argument éthique, sans que cela se traduise pour autant par une activité responsable. Pour le moment, nous avons vu peu de projets qui allaient dans ce sens. Cela commence avec quelques projets dits « d'écotourisme » mais là encore, on trouve tout et n'importe quoi.

Le précédent secrétariat d'État avait participé à la mise en place d'outils intéressants, comme la charte Tourisme et éthique mise en place en 2000. Les élections ont mis un frein à cette démarche, mais elle a en tout cas permis d'associer l'État à cette prise de conscience. Une brochure sur le tourisme responsable vient d'être réalisée.

N'y a-t-il pas le risque de voir se développer un tourisme à deux vitesses : un tourisme classique bon marché et un tourisme solidaire pour voyageurs aisés ?

Ce risque existe, mais on peut d'abord espérer que les agences de tourisme solidaire réduiront progressivement leurs tarifs. D'autre part, je dirais que c'est avant tout dans le tourisme de masse que les prix pratiqués ne sont pas « normaux » : autrement dit, ce n'est pas le tourisme équitable qui vend un produit de luxe mais bien la grande distribution qui propose un produit qui n'est pas payé à son juste prix ! La pression que cette dernière exerce sur les prestataires du Sud est telle que les acheteurs du Nord ont les moyens d'imposer des prix très bas. La question me semble donc moins de voir se développer un tourisme de luxe que de se rendre compte qu'un voyage à 300 ou 400 euros tout compris pour partir en Turquie est sous-payé et que cela implique que les salariés locaux sont sous-payés et les emplois préca- risés.

Parmi les propositions de « voyages solidaires », ne voit-on pas apparaître des offres qui n'ont de « solidaires » que le nom mais qui servent à appâter le client ?

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de label national qui atteste que tel voyage est respectueux des populations civiles et de l'environnement. Donc, une telle appellation ne garantit nullement que ce sera le cas

sur place. Un cadre de référence unique permettrait d'évaluer la pertinence des projets mais il n'en existe pas à l'heure actuelle. Plutôt que de suggérer que certaines propositions de voyage solidaire sont douteuses, nous conseillons aux personnes de prendre le recul nécessaire pour se faire leur opinion. Qu'elles demandent dans quelle mesure la population locale a été associée au projet, quelles retombées financières pour cette population, si le projet respecte les grands équilibres environnementaux, si le voyage est basé sur la rencontre interculturelle, etc.

Quels sont les moyens dont dispose une personne qui souhaite acheter un voyage de vérifier que certaines des conditions dont vous parlez sont réunies ?

Avant même d'avoir les moyens de vérifier, je crois qu'il faut poser la question ! Lorsque 20 ou 25 personnes auront demandé des précisions à un agent de voyage sur les conditions de son voyage, peut-être qu'il finira par acheter ses voyages auprès d'opérateurs solidaires.

D'autre part, la plupart des agences de voyage font partie de fédérations qui ont signé la Charte éthique du tourisme, il suffit au client de vérifier qu'elle est affichée dans l'agence et de profiter éventuellement de l'absence d'affichage pour interpeller le voyageur.

Je crois qu'il faut laisser à la profession le temps de s'organiser et paradoxalement, je pense que le fait qu'il n'y ait pas de contraintes à l'heure actuelle s'avère plutôt une chance. C'est un secteur qui est en train de se développer et cela serait sans doute préjudiciable de le codifier alors même qu'il n'en est qu'au démarrage. Il faut lui laisser le temps de s'expérimenter.

Lorsque l'on parle « tourisme solidaire », on envisage spontanément le cas des pays du Sud, mais est-ce que certains problèmes n'existent pas dans les pays du Nord ?

Oui, bien sûr. Il suffit de penser à la France où certaines régions ont connu des afflux touristiques très importants entraînant une flambée des prix des maisons, rendant les commerces semi-saisonniers et provoquant des réactions de rejet de la part des populations. L'Espagne aussi a beaucoup souffert avec des constructions à outrance sur la côte. Notre propre modèle de tourisme est donc loin d'être parfait dans la mesure où nous avons fait beaucoup d'erreurs. J'ai l'impression quand même, au niveau français au moins, que l'on est plus conscient de ces questions puisque se sont mises en place des initiatives de tourisme écologique, de tourisme « vert », de préservation

de certains espace régionaux. Des problèmes se révèlent également dans les pays de l'Est où des projets solidaires existent d'ores et déjà, même si le choc culturel y est certainement moins fort que dans les pays du Sud.

La difficulté pour *Agir ici* par rapport à ces pays du Nord, c'est que nous avons un mandat qui porte sur les pays du Sud. On nous a reproché un peu de négliger cet aspect dans notre campagne, mais nous ne souhaitons pas non plus tomber dans une démarche trop démagogique. Nous ne voulons pas que les gens s'intéressent aux pays du Sud uniquement parce que les problèmes que connaissent ces derniers feraient résonance avec ceux qu'ils rencontrent ici.

Quelles sont les retombées de votre campagne ?

De manière générale, les gens réagissent beaucoup aux campagnes que nous menons. En ce qui concerne le tourisme, les échos ont été largement positifs, avec 15 000 cartes retournées. Certaines personnes ont considéré que nous étions trop négatifs sur le tourisme. C'est sans doute vrai, nous aurions pu insister sur le fait que le tourisme n'est positif que dans la mesure où il peut être un facteur de développement.

Par rapport aux autres campagnes d'*Agir ici*, il faut avouer que celle-ci a moins bien fonctionné, sans doute parce que le thème n'est pas encore prêt à éclore, bien que nous ayons eu de nombreuses retombées dans la presse. Cela tient sans doute au fait que, comme je le disais, nous n'avons pas de « mode d'emploi » tout prêt à proposer aux personnes qui se sentent interpellées et, d'autre part, parce que le message n'est pas très agréable à entendre : on passe pour des « rabat-joie » à dire qu'en vacances, il ne faut pas penser qu'à soi...

Tourisme : l'urgence d'une éthique

Dora Valayer

On ne peut aborder les problèmes brûlants d'une éthique du tourisme sans revenir brièvement sur l'historique de cette activité humaine devenue considérable en quelques décennies. Les premiers touristes, au sens actuel du terme, furent des Anglais fortunés, partis visiter les territoires de l'empire britannique. Le mirage des Indes et de leurs palais convenait aux aristocrates. Ils s'y intégrèrent et une nouvelle culture vit le jour, entre élégance et violence.

En Afrique, avant l'arrivée des premiers touristes, explorateurs, géographes ou savants semi-aventuriers, partis pour enrichir les sciences, étudiaient les pays conquis. Leurs objectifs étaient d'en répertorier le contenu et d'en dresser les cartes.

L'émergence du tourisme, au sens moderne du terme, vient sans conteste de Thomas Cook qui se met à la disposition des classes britanniques aisées pour organiser leurs voyages vers les terres de l'Empire. Les autres Européens suivront : le tourisme à destination des autres continents est inséparable du colonialisme. Il en est resté profondément marqué dans ses schémas et ses pratiques.

En France, la loi sur les congés payés marque, en 1936, un tournant décisif en reconnaissant à tous les travailleurs le « droit au repos », très vite traduit par le « droit aux vacances », avant de glisser vers le « droit aux voyages » de notre fin de siècle, explicitement reconnu par

l'Organisation mondiale du tourisme.

La plus grande activité mondiale

Les arrivées de touristes (entrées dans un pays étranger) sont passées en dix ans de 426 millions à 625 millions de personnes dans le monde, soit un accroissement de plus de 45 %. Les prévisions les plus affinées permettent d'évaluer à 1 milliard 625 millions les arrivées de touristes en l'an 2020, soit une augmentation de 280 % en trente ans.

Les pays récepteurs restent en très grande majorité les pays du Nord : l'Europe est en tête avec 372 millions 523 000 arrivées de touristes. Elle accueille ainsi, à elle seule, presque 60 % des touristes. Les Amériques (Nord et Sud) totalisent seulement 19,3 % des entrées. La France, largement en tête avec 70 millions de touristes, accueille chaque année plus d'un touriste sur dix dans le monde. En revanche, le continent africain représente moins de 4 % des arrivées mondiales, pour moins de 2,2 % des recettes.

Ceci dit, ces chiffres ne concernent que les statistiques relatives aux seuls paramètres directs de l'industrie touristique. L'ensemble de l'activité touristique est bien plus importante et s'approprie de nombreux domaines des activités humaines : le sport, les communications sous toutes leurs formes, l'immobilier, les transports. Le tourisme s'applique aussi à l'industrie de l'habillement, à l'édition avec les guides et récits de voyages et la presse spécialisée, à la santé avec les vaccinations et la médecine préventive, sans oublier la toute puissante industrie photographique. Sur 100 emplois, 12 sont générés dans le monde, directement ou indirectement, par le tourisme.

Né du droit aux vacances, le tourisme, tel qu'il est massivement offert, est devenu le droit du retour à l'enfance — celui d'être pris par la main, le droit au rêve — puisqu'on paie, le droit à la régression — celui de mettre entre parenthèses ses responsabilités et ses convictions, donc le droit à l'irresponsabilité. Le droit à un luxe inaccessible chez soi en fait partie. Les métiers du tourisme s'adaptent à ces nouveaux droits. L'industrie touristique, qui prend la première place dans les activités de cette fin siècle, transporte, héberge et nourrit, sécurise, distrait et alimente le rêve en diversifiant ses produits.

Dès les années 50, lorsque les désastres les plus importants du conflit mondial sont épongés et que la France est occupée, entre Indochine et Algérie, à gérer — bien ou mal — la décolonisation, une minorité de gens aisés se mettent à voyager. Mais les pays du Sud, s'ils font déjà rêver, font encore peur, et les tarifs aériens restent élevés. On n'y part que de façon occasionnelle. Ceux qui s'y risquent font figure de pionniers. Le voyage en avion est un luxe, et le séjour

sous les tropiques peut comporter des risques. Si le touriste est accidenté ou malade, il échouera à l'hôpital local sous-équipé, son rapatriement n'est pas prévu.

Pour voyager au loin, il faut alors une bonne santé, du courage et de l'argent. Le voyageur, dans le tiers-monde, est un adulte en bonne forme physique. Il n'y a de place ni pour ses enfants, ni pour le troisième âge, ni pour quelque handicapé que ce soit. Les équipements restent sommaires ou hors de prix, les transports en commun inconfortables et peu sûrs.

Quelques organismes, sensibilisés aux questions posées par l'après-colonialisme et par les devoirs ou les engagements de la France dans les pays décolonisés où l'on commence à parler de « développement », y entraînent leurs membres militants. Ils organisent des « voyages d'étude » qu'ils appelleront parfois des « plongées », ou des « voyages d'immersion ». On vit aux côtés de la population, on s'informe sur ses conditions de vie, ses conditions sanitaires, l'agriculture, l'industrie, et aussi la philosophie, la religion, la politique. On sympathise avec l'autochtone. La culpabilité post coloniale et l'esprit tiers-mondiste se forgent à la fréquentation de ces réalités. Ce sont des voyages chaleureux, fraternels, en petits groupes. Ils deviennent un devoir pour certains milieux engagés et contribuent à alimenter la connaissance des autres continents dans leur épaisseur politique et sociale. Ces voyages-là, exigeants, minoritaires, constituent une forme pionnière, qui se prolonge parfois en engagements professionnels, pour alimenter la prise de conscience d'un tiers-mondisme naissant qui se développe parallèlement à la coopération et à ses avatars. Elle a maintenant de la peine à subsister.

La peur du sida

L'industrie du tourisme apparaît. Elle balaiera, en les récupérant, toutes les formes antérieures. Elle mettra tout en œuvre pour séduire et entretenir le rêve et le droit à l'enfance, qu'ils consistent à se dorner sur une plage ou à escalader les plus hautes cimes du monde. Elle inventera de nouveaux sites, de nouvelles modes et de nouveaux plaisirs, dès que les précédents seront usés par la surfréquentation. Sa règle est de sécuriser sa clientèle en la tenant à l'écart des réalités locales politiques ou humaines. Le droit à l'ignorance fait partie du droit au voyage. Elle met en place des législations tellement protectrices pour sa clientèle qu'il n'y a plus de place pour autre chose que sous son contrôle.

Cette énorme activité devenue planétaire, de plus en plus gourmande, mettra tout en œuvre pour élargir le tourisme à tous les âges,

à toutes les classes sociales, à toutes les conditions physiques. Les produits se diversifient. Pour répondre à l'insécurité, pour élargir la clientèle, en la rassurant, on construit des « bulles » préservées où les adultes seront traités en enfants gâtés et où les enfants seront pris en charge. C'est la formule « club ». À partir de la bulle, on fait des intrusions, sous protection, dans la région indigène.

Les années 80 voient s'étendre la peur du sida. On redoute, en cas d'accident, une transfusion sans garantie dans un hôpital local sommaire. Alors que les populations locales, parfois contaminées par le tourisme, deviennent à leur tour potentiellement dangereuses, les vendeurs devançant les inquiétudes des touristes en leur proposant une protection jamais atteinte. Le droit au risque zéro en toutes circonstances suivra, et les compagnies d'assurances s'engouffrent à leur tour dans un domaine prometteur. Elles multiplient des protections que la loi rend bientôt obligatoires. En cas d'accident, il n'est plus question de s'en remettre à l'hôpital local. Les blessés et les malades sont triés, et tandis que les autochtones sont évacués vers un dispensaire sous-équipé, les touristes sont pris en charge prioritairement et aussitôt rapatriés chez eux. La législation de protection des touristes devient de plus en plus sévère. Le tourisme, fait pour rapprocher les hommes, accroît insidieusement la distance qui sépare le touriste de celui qu'il était venu rencontrer.

Le droit aux voyages

Dans ces conditions, un petit voyageur peut difficilement subsister. On assiste à des concentrations de grandes entreprises. Des chaînes se créent, multiplient les alliances avec les compagnies aériennes, les compagnies d'assurances, toutes les industries annexes. Dans les airs, il n'y a plus de frontières. L'espace aérien est désormais à tout le monde et les petites compagnies des pays du Sud ont de la peine à survivre.

Dans ces pays, les États — dictatures ou démocraties, le touriste n'en a cure — sont devenus les premiers interlocuteurs de l'industrie touristique, et c'est avec eux que sont signés les contrats qui isolent des centaines d'hectares vidés de leurs habitants pour les espaces aéroportuaires et pour des complexes de plus en plus vastes. On ne conçoit plus d'ensemble touristique sans un, deux ou trois terrains de golf qui exigent de grandes surfaces et, en saison sèche, beaucoup d'eau. Les populations locales sont déclarées trop ignorantes pour être associées aux projets et aux décisions. Parfois, elles se révoltent et prennent les armes, ou inventent toutes seules des formes touristiques « douces » bien difficiles à vendre.

Quant aux touristes, leur nombre croît régulièrement et explose. Les prix ont baissé. Dès lors, bas salaires aidant, un séjour dans un pays du Sud coûte moins cher que dans la campagne française. Les aéroports internationaux sont saturés.

Le « droit aux voyages » s'est généralisé à toutes les couches de la société. Les jeunes retraités ont vite représenté un énorme marché, pris en charge plus tard lorsqu'ils sont devenus moins valides. Longtemps avant d'être en mesure d'appréhender de façon critique et responsable le monde qui les entoure, les adolescents et même de plus jeunes enfants partent séjourner en Afrique avec des walkmans et des appareils photos dont le prix représente l'équivalent de plusieurs mois de survie pour la famille qui les accueille. Leurs accompagnateurs n'ont pas toujours été formés à cette pédagogie. De nouveaux marchés s'offrent avec les handicapés divers : handicapés moteurs, dialysés, handicapés mentaux, handicapés sociaux. Chaque catégorie permet l'ouverture de nouveaux marchés dont l'altruisme ne constitue pas le seul moteur. Garanties et protections sont assurées. Les subventions suivent. Il y a de belles réussites, et des échecs que l'on tait.

Il peut y avoir des incidents. Parfois, ce sont des conditions météorologiques imprévues, cyclones ou tremblements de terre, ou des événements politiques. En 1999, l'arrestation du chef kurde Öcalan a provoqué de violentes émeutes des minorités kurdes dans divers pays. Il y a eu des morts. Les Kurdes de Turquie ont menacé de s'en prendre aux touristes. À Paris, le Salon international du tourisme ouvrait ses portes à des dizaines de milliers d'acheteurs potentiels. Les hôtesses des divers stands consacrés à la Turquie avaient reçu l'ordre de nier tout risque potentiel. Peu après, toutefois, le ministère des Affaires étrangères en France inscrivait la Turquie sur la liste des « pays à risques ». Cette annonce déclenchait aussitôt les mesures prévues : les assurances rembourseraient les voyages dont les contrats étaient déjà signés. Les voyagistes contactaient leurs clients et leur faisaient des contre-propositions alléchantes. La Tunisie devenait en quelques jours le pays de remplacement le plus demandé.

Lorsque, quelques semaines plus tard, la télévision française a fait un reportage sur quelques touristes éblouis qui, de façon inattendue, avaient bénéficié de tarifs extrêmement bas pour des séjours de grand confort en Turquie (plus économiques que le moindre week-end dans la France profonde), on a omis de préciser qu'il s'agissait là, de la part du tourisme turc, d'une opération de charme destinée à compenser les menaces que la situation liée au procès d'Abdullah Öcalan pouvait faire courir à l'activité touristique locale. Depuis sa condamnation à mort, les régions touristiques turques sont sous haute protection policière. On ne dit rien aux touristes avant leur achat.

Une sous-culture

Dans le tourisme, contrairement aux autres activités, le consommateur est déplacé vers le lieu de la consommation et non le produit, lequel ne peut être ni vu ni testé avant l'achat. Riche — puisque touriste — il est confronté avec l'habitant souvent pauvre pour un produit souvent gratuit (un paysage, un sourire...). Le marchand intermédiaire n'en vend que l'accès, et garantit «l'hospitalité» non rémunérée de l'habitant en démultipliant au passage les produits annexes.

Le tourisme a généré une sous-culture qui abêtit à la fois celle du touriste et celle de son hôte d'accueil. Le tourisme «culturel» n'est pas complètement à l'abri de ces dégénérescences, lorsque, attaché au passé, il refuse de prendre en compte le présent. C'est pourquoi la question éthique se pose de façon tout à fait spécifique.

Elle se pose parce que cette confrontation met en présence des individus de grande disparité économique, culturelle et sociale. La question éthique a été posée — ou aurait dû l'être — dès que Christophe Colomb lui-même, émerveillé par la générosité et l'humanité des peuples des îles, s'acharnait avant tout à rechercher, pour se l'approprier, l'or que pouvaient receler leurs terres. Christophe Colomb est mort pauvre, mais le touriste continue à marchander sans fin l'objet qu'il paierait beaucoup plus cher s'il l'achetait, dans son pays, au prix du travail qu'il a représenté. Une éthique du tourisme concerne à la fois la gestion des grands marchés et le comportement du touriste lui-même.

Les problèmes éthiques, tardivement surgis, se posent maintenant à tous les niveaux des relations Nord-Sud. Elles concernent des questions le plus souvent relatives à la mondialisation. Le tourisme est de celles-là. La question éthique posée par le tourisme a les mêmes fondements que ceux posés à tous les niveaux des relations Nord-Sud, mais les conditions dans lesquelles il s'exerce lui confèrent sa spécificité. L'éthique du tourisme rencontre un monde de paradoxes.

Le produit touristique consiste, pour le client, à rejoindre l'image publicitaire pour y figurer lui-même. Il a payé son transport, son hébergement et sa nourriture pour chercher ce qui est bon à photographier ou un plaisir annexe artificiellement créé : pourquoi jouer au golf sous les tropiques ? L'industrie touristique s'enrichit au passage de la vente de produits qui sont autant d'écrans entre le touriste et l'habitant, son hôte. Et représentent un luxe qui, inhabituel pour l'un, est inconnu de l'autre. Quant à ce dernier, on l'isole de sa propre culture pour le condamner à accomplir les sous-métiers du tourisme.

D'innombrables confusions s'additionnent pour brouiller la relation

humaine dans un mode d'emploi devenu illisible, notamment dans les voyages « clef en main » où le touriste ignore la distribution de l'argent versé avant son départ.

Le tourisme sexuel

L'enfance du voyageur doit prendre fin — mais on le lui a dit tardivement — au moment où elle rencontre celle d'un petit garçon ou d'une petite fille livrés par le tourisme à la prostitution. Celle-ci est — et n'est — que le bout de la chaîne des désordres causés pour satisfaire le droit à l'enfance du touriste.

Il n'y a pas d'éthique du voyage qui ne consiste à restituer au client sa propre responsabilité. Mais doit-il alors être privé de son droit aux vacances, de son droit à l'irresponsabilité, de son droit à l'enfance ou y renoncer lui-même par vertu ?

Certes non. Il faudrait avant tout qu'il ne soit pas aussi totalement absent des questions qui concernent le petit prostitué et qui le concernent. Il n'y aura pas d'éthique du tourisme sans que les touristes eux-mêmes y soient associés.

Le touriste n'est un enfant que quelques semaines par an. Il faudrait alors que, le reste de son temps, et notamment au moment où il fait le choix de son voyage, il en soit responsable. Le citoyen responsable a commencé à comprendre qu'il ne pouvait pas être passif devant la distribution des biens de consommation. Il a appris à dire non. Il a appris à s'organiser, à choisir ses produits, à s'intéresser aux boutiques d'Artisans du monde, à la nourriture biologique, pour son bien mais aussi au nom de ses convictions. Au cours des années 90, il a compris qu'une position individuelle ne pouvait suffire, et qu'il lui fallait s'organiser en groupes, en réseaux, recevoir et communiquer de l'information, prendre parti.

Le consommateur responsable s'est mis à participer à des organismes, des campagnes, et l'éthique a envahi l'horizon des citoyens. Des groupes politiques d'un genre nouveau sont apparus. Dans un certain nombre de pays, le citoyen responsable a commencé à comprendre qu'il ne pouvait suffire à ses convictions de se « laisser voyager », ni seulement de voyager individuellement de façon responsable.

Une charte du tourisme durable

À l'autre bout du monde, les populations locales des pays récepteurs de tourisme ont elles-mêmes commencé à s'exprimer, à analyser leur propre situation, à appeler au secours. Leurs appels ont été entendus d'abord à l'intérieur de leurs églises parce qu'il n'existait pas

pour eux d'autre lieu d'expression (et leurs révoltes sanglantes contre le tourisme font rarement l'objet d'attention de la part des médias). Renvoyés aux églises des pays émetteurs, quelques-uns de ces appels ont été entendus par celles-ci qui ont servi de caisse de résonance.

C'est ainsi qu'a pu naître et se développer, au début des années 80, l'*Ecumenical Coalition on Third World Tourism* (ECTWT), dont le siège fut longtemps à Bangkok et dont le conseil d'administration regroupe des délégués d'un certain nombre d'églises et de conférences épiscopales du Sud.

Le mouvement s'est progressivement élargi pour donner naissance, en Europe — continent émetteur majoritaire de touristes — au TEN (*Tourism European Network*), qui regroupe les associations membres en Europe qui travaillent à une prise de conscience dans leurs propres pays et sont en relation permanente avec des associations des pays du Sud (en Inde, en Afrique). Des échanges ont lieu, des réflexions sont menées avec des universitaires, des chercheurs, des responsables de l'industrie touristique parfois, avec l'Organisation mondiale du tourisme. Les appels au secours des pays du Sud ont été reçus et des échanges d'informations, d'analyses, réalisés. Une presse spécifique a vu le jour. Cependant, au niveau mondial, au Sommet de la Terre à Rio, où était décliné le concept de «durabilité», il était encore très peu question du tourisme.

Quelques années plus tard, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) organisait elle-même une conférence pour analyser un certain nombre de problèmes posés, et publiait un très beau texte, la Charte du tourisme durable, qui n'a fait l'objet d'aucune diffusion, sinon par des organismes minoritaires, en France notamment, à l'initiative de l'association Transverses, membre du TEN. Le cœur de ce beau texte consiste à mettre au centre des préoccupations les populations locales elles-mêmes, avec leur environnement naturel et humain, pour en faire des acteurs incontournables du tourisme, au même titre que les États et l'industrie touristique. L'OMT elle-même ne fait plus figurer ce texte dans la liste des documents clefs de sa propre recherche éthique. Mais il continue à inspirer des groupes au Nord et au Sud.

Une autre initiative de l'OMT a été d'apporter son appui à la campagne ECPAT contre l'exploitation sexuelle des enfants par le tourisme (*End Child Prostitution and Trafficking*), lancée à l'initiative, entre autres, de l'ECTWT et de ses partenaires. Cette large campagne a été la première brèche par laquelle il pouvait être dit publiquement aux touristes qu'il y avait une limite à leur droit à l'irresponsabilité, et que cette limite était celle de la souffrance de ces enfants-là. Cette campagne a été déterminante en ce que, pour la pre-

mière fois, les touristes étaient invités à prendre parti et à s'engager contre les effets les plus tragiques de la licence du «touriste-roi».

Au cours de la dernière décennie, l'OMT elle-même s'est engagée avec ses membres dans un certain nombre de réflexions de nature éthique. La dernière de ces démarches a consisté, au cours du premier semestre 1999, à mettre en débat aux Nations unies un texte qui porte le nom de Code mondial d'éthique du tourisme. Les membres du TEN ont exprimé quelques réserves sur ce texte qui leur semble manquer de rigueur et rester trop flou sur un certain nombre de points.

On pourrait ajouter que ce qui manque singulièrement à ce document, c'est la présence du touriste en tant qu'acteur du tourisme. Car ce sont essentiellement ses «droits» qui sont protégés par ce texte. À aucun moment il n'est considéré comme un partenaire responsable. Payeur, il reste le roi.

Si les seuls «droits» du touriste sont encore au centre de l'industrie touristique, on peut craindre que le service de ses plaisirs, démultipliés par l'industrie qui lui est consacrée, ne continue à se faire trop souvent au détriment de ceux qui l'accueillent. Ce texte ne peut donc suffire à assurer pour l'avenir un «tourisme durable».

Il reste encore au citoyen responsable de demeurer vigilant sur le fonctionnement de l'industrie touristique pour qu'il ne se laisse pas entraîner à l'aveuglette à une consommation dommageable pour d'autres.

Dora Valayer est présidente de l'association Transverses. Elle est l'auteur de très nombreux articles consacrés au tourisme équitable et de Le respect des hôtes, Éd. Labor Fides, 1993. Cet article est paru dans Foi et développement, Centre L. J. Lebret, n° 275, juillet-août 1999.

Himalaya : jeux de masques pour tous

Myra Shackley

Autrefois, l'Himalaya n'était connu que des randonneurs et des grimpeurs invétérés. La région attire aujourd'hui un nombre croissant de visiteurs qui veulent se frotter à d'autres cultures. Sans doute le succès grandissant du bouddhisme en Occident contribue-t-il aussi à cet attrait. Au cours de leur séjour, les « nouveaux touristes » visitent les sites religieux, assistent aux fêtes et s'initient au mode de vie des communautés de l'Himalaya.

Jusqu'à présent, le tourisme international avait un impact avant tout sur l'environnement, à travers la pollution ou la déforestation. Mais, l'afflux de visiteurs — 2,5 millions par an, deux fois plus qu'il y a 10 ans —, engendre des tensions croissantes : les visiteurs étrangers et les communautés d'accueil ont des aspirations conflictuelles, en particulier dans les monastères, les temples et les fêtes religieuses, bouddhistes pour la plupart.

Ces fêtes, avec leurs magnifiques danses masquées, jouaient autrefois un rôle essentiel pour le rapprochement des communautés isolées. Elles sont souvent devenues des « produits culturels » pour les touristes. À cause de leur succès commercial : les pratiques traditionnelles ont été dénaturées et les populations locales s'en sont détournées. On voit mal aujourd'hui comment cette tendance pourrait s'inverser.

Pour accroître leurs revenus en devises, les gouvernements himalayens ouvrent chaque année de nouvelles régions au tourisme, souvent sans les doter d'un dispositif administratif adéquat, ni se soucier des capacités d'accueil. Depuis le milieu des années 90, l'Inde permet l'accès à certains secteurs de l'Arunachal Pradesh et à de nouvelles zones de l'Himachal Pradesh. Le Népal a ouvert sa frontière nord-ouest aux randonneurs se rendant au Tibet, et facilite l'accès aux royaumes bouddhistes de sa région. Le Bhoutan est le seul pays à avoir adopté un système de quotas, d'ailleurs rarement atteints. Signe d'ouverture : le gouvernement du Bhoutan permet maintenant une plus grande participation du secteur privé dans l'industrie touristique, tout en la gardant sous un strict contrôle.

Au Népal, le développement rapide du tourisme de randonnée a entraîné une amélioration du service aérien intérieur, l'ouverture de nouveaux aéroports régionaux et la construction de routes qui permettent d'accéder aux monastères et aux sites religieux les plus reculés. Le voyageur fortuné qui souhaite visiter le Khumbu ou le Mustang, dans le Népal himalayen, peut à présent affréter un hélicoptère pour y arriver en quelques heures, s'épargnant ainsi plusieurs semaines de voyage. Mais quel que soit le moyen d'accès choisi, les monastères bouddhistes et les fêtes suscitent un intérêt grandissant, renforcé par l'abondante couverture que leur accordent les médias occidentaux.

Ces fêtes s'étalent sur plusieurs jours, fixés généralement en fonction du calendrier lunaire tibétain. Elles comportent au moins une journée de danses rituelles masquées, exécutées par des moines dans la cour du monastère. Certains tour-opérateurs proposent des randonnées à des moments de l'année coïncidant avec ces fêtes. Plus l'accès au monastère est facile, plus les visiteurs viennent nombreux, augmentant d'autant le risque que leur présence perturbe le déroulement des cérémonies. L'usage inconsidéré de l'appareil photo et la ruée des touristes vers les autochtones, bien que regrettables, sont parfois encouragés par les autorités monastiques, désireuses de gagner un peu d'argent. La vente de tickets aux touristes et la réservation de places assises peuvent rapporter de précieuses devises, mais provoquent le mécontentement des gens du cru. Il arrive même que le programme des fêtes soit modifié et les danses raccourcies pour éviter de lasser les touristes occidentaux. Le marché noir de l'art religieux — en particulier les petites statuettes facilement transportables et les thankas (peintures religieuses sur soie) — a aussi pris son essor. Un monastère a ainsi dû installer un système de sécurité, financé par ses recettes touristiques, pour prévenir les vols.

Les abus des photographes

Les fêtes bouddhistes ne sont pas les seules à attirer le public. La plupart des visiteurs des sites de la vallée de Katmandou, qui figurent sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco, font une halte dans les régions basses du Népal pour assister aux fêtes et aux danses masquées hindoues du Bhaktapur. Dans la partie occidentale du Népal, la majorité de la population du royaume de Ladakh est composée de bouddhistes mahayanas, dont la religion mêle pratiques tantriques et animistes pré-bouddhistes. Leurs fêtes rassemblent les villageois durant les mois rigoureux de l'hiver. Un marché et des boutiques sont dressés autour des gompas (monastères-forteresses), soulignant ainsi que le rôle de la fête est de réunir des communautés éparpillées. Des danses masquées sont exécutées. Les touristes occidentaux assistent depuis de nombreuses années à ces cérémonies. Organisé la première semaine d'août, le Festival de Ladakh, a en revanche été créé récemment par l'office du tourisme, dans le seul but d'attirer les visiteurs.

Au Bhoutan, le bouddhisme tantrique Drukpa Kagyupa (religion officielle du pays) rassemble près de 5 000 moines habitant des monastères-forteresses appelés dzongs, qui sont le clou de tous les circuits touristiques. Mais, un grand nombre de dzongs ne peuvent être visités qu'à l'occasion des fêtes annuelles de danses masquées (tsechu). Il y a quelques années, les abus des photographes ont amené plusieurs monastères à fermer leurs accès aux visiteurs. Le tourisme bhoutanais s'en est tellement senti que beaucoup de ces monastères ont rouvert leurs portes. Aujourd'hui, les lieux et les dates des fêtes sont diffusés sur Internet, où l'on peut réserver son séjour.

Ces incidents sont révélateurs d'une dépendance croissante à l'égard du tourisme. Pourtant, dans certains cas, les retombées économiques qu'il génère ont permis un renouveau religieux. Au Népal, le monastère Tyangboche, situé dans la région Solu Khumbu des Sherpas, est devenu un pôle touristique important. Il abrite une communauté de plus de 40 moines. Cependant, les religieux l'avaient presque déserté dans les années 70 pour travailler dans le tourisme de randonnée. Le feu l'avait ravagé en 1988. Les danses masquées, pratiquées dans ce monastère depuis 1942 seulement, attirent aujourd'hui des centaines de visiteurs par an — jusqu'à 80 % d'étrangers parfois —, qui procurent au monastère les revenus nécessaires pour subvenir à ses besoins et développer ses activités. Il est à présent équipé d'un bâtiment d'accueil chauffé à l'énergie solaire et d'une plate-forme d'atterrissage pour les hélicoptères. Les droits d'entrée servent aussi à financer le renouvellement et l'entretien des costumes et des masques, ainsi que des programmes de formation pour les

moines.

Les habitants de la région se plaignent cependant du manque d'égards des visiteurs pour les sites sacrés, et le seuil de tolérance semble avoir été franchi. Certains tour opérateurs ont commencé à distribuer des brochures sur les rituels, prescrivant certaines règles de conduite — à quel endroit se placer et quand éviter de prendre une photo, par exemple.

À un moment où le tourisme augmente (jusqu'à 10 à 20 % par an dans les zones échappant au système des quotas), les visiteurs doivent apprendre à adapter leurs attentes et leurs comportements à ceux des communautés locales. Faute de quoi, ils sèmeront le ressentiment au Mustang, le royaume bouddhiste de langue tibétaine situé au nord du Népal, les anciens attribuent la sécheresse qui accable le pays depuis quatre ans à la présence néfaste de touristes étrangers.

Myra Shackley est professeur en gestion des ressources culturelles à l'École de commerce de Nottingham (Royaume-Uni) et auteur du livre Visitor Management ; Case Studies from World Heritage Sites (Butterworth-Heinemann, 1998). Cet article est paru dans la revue Le Courrier de l'Unesco, juillet-août 1999.

Du voyageur d'antan au « nouveau » touriste

Roy Malkin

L'art, comme tout ce qui est fort, est à consommer avec modération. À preuve l'expérience du romancier français Stendhal (Marie-Henri Beyle, 1783-1842), qui, visitant Florence en 1817, sortit très éprouvé de l'église Santa Croce : « J'étais déjà dans une sorte d'extase, par l'idée d'être à Florence et le voisinage des grands hommes dont je venais de voir les tombeaux. Absorbé dans la contemplation de la beauté sublime, je la voyais de près, je la touchais pour ainsi dire. J'étais arrivé à ce point d'émotion où se rencontrent les sensations célestes données par les beaux-arts et les sentiments passionnés. En sortant de Santa Croce, j'avais un battement de cœur [...] ; la vie était épuisée chez moi, je marchais avec la crainte de tomber. »

Ce texte est la première description de ce que Graziella Magherini, psychiatre florentine, a appelé le « syndrome de Stendhal », trouble psychologique profond né de l'exposition à une œuvre d'art. Vertiges, perte du sentiment d'identité et du sens de l'orientation, dépression et même épuisement physique : tels peuvent être ses symptômes. Il paraît que ce type de surdose culturelle, dont le seul remède connu est le repos, affecte chaque année quelques touristes étrangers à Florence. D'après Graziella Magherini, qui a écrit un livre sur le sujet¹², les causes en sont « une personnalité impressionnable, le stress du voyage et de la rencontre avec une ville comme Florence, hantée par les fantômes des géants, par la mort, par la perspective de l'histoire ».

À toute vapeur

Le syndrome de Stendhal n'est pas la seule chose que les touristes culturels d'aujourd'hui partagent avec les voyageurs d'hier. Les guides de voyage proliféraient dans l'Antiquité grecque, et le monde hellénistique adorait les sites touristiques (*mirabilia*) : l'idée des « sept merveilles du monde » le prouve.

La chasse aux souvenirs n'est pas non plus une invention moderne. Les Grecs qui allaient interroger l'oracle à Delphes ou à Dodone emportaient des reliques (objet d'un commerce lucratif), tout comme les pèlerins chrétiens qui, au Moyen-Âge, arpentaient les grandes routes et chemins buissonniers de l'Europe.

Les effets déshumanisants du voyage actuel ? Longtemps avant l'automobile et le Concorde, John Ruskin condamnait les trajets en train à 50 kilomètres/heure, « expérience [...] qu'il convient de délaissier le plus vite possible. Elle transforme un homme de voyageur en colis vivant ».

Le touriste caricatural ? Pensons à M^{me} Clack dans la pièce de Samuel Foote *A Trip to Calais* (1776), stupéfaite de découvrir à quel point les Français parlaient admirablement... le français.

Les guides touristiques interactifs ? Dès 1840, Karl Baedeker invitait ses lecteurs à lui adresser leurs suggestions pour les éditions suivantes. On pourrait multiplier les exemples.

Qui fut le premier touriste culturel ? Ulysse ? Alexandre le Grand, Jules César ? Peut-être ont-ils été essentiellement des voyageurs de commerce, comme le marchand vénitien Marco Polo et les grands découvreurs de la Renaissance européenne, partis « gagner des chrétiens et chercher des épices ». Ibn Battuta, le grand voyageur arabe du XIV^e siècle, est un bien meilleur candidat. Il parcourut près de 20 000 kilomètres dans le monde islamique, de sa ville natale de Tanger jusqu'en Chine et à Sumatra, « pour la joie de découvrir des pays et des peuples nouveaux ».

D'autres voyageurs culturels sont plus récents : les rejetons de l'aristocratie anglaise qui faisaient le « Grand Tour » de l'Europe continentale, itinéraire souple comprenant en général Paris et les grandes villes italiennes. Pour Thomas Nugent, auteur de *The Grand Tour* (1749), cette coutume était « manifestement faite pour enrichir l'esprit par le savoir, corriger le jugement, supprimer les préjugés de l'éducation, polir les manières, en un mot former un gentleman accompli ». Certains restaient sceptiques devant une telle vision optimiste.

À la fin du XVIII^e siècle, la révolution industrielle créa un nouveau marché du voyage. L'amélioration des routes abrégait considérablement les temps de transport. L'expansion de l'industrie stimulait la

prospérité et constituait dans les villes, petites et grandes, un nouveau vivier de voyageurs potentiels. Le travail à horaires réglementés allait amener avec lui les idées de loisirs et de vacances. Le tourisme moderne est fils de l'ère de la vapeur en Europe et en Amérique du Nord.

Des bateaux à vapeur commencèrent à relier Douvres et Calais en 1821. En 1840, ils avaient, pense-t-on, 100 000 passagers par an. La même année, le steamer *Britannia* traversa l'Atlantique en 14 jours. Les vapeurs inaugurèrent un service de navette sur le Rhin en 1828 et, quelques années plus tard, sur le Rhône et le Danube. Mais c'est surtout l'extension du réseau ferré qui démocratisa le voyage et permit d'aller plus vite et plus loin.

Livre en main

Les nouveaux touristes avaient besoin d'être guidés, pris en charge, encadrés, bien plus que leurs prédécesseurs indépendants et privilégiés. Pour leur offrir des modes de déplacement protégés, une véritable « industrie » apparut au milieu du XIX^e siècle, avec les agences, les guides touristiques, les voyages organisés, les hôtels, les chemins de fer et leurs indicateurs. Trois personnages ont joué un rôle essentiel : deux éditeurs, le Britannique John Murray (1808-1892) et l'Allemand Baedeker (1801-1859), ainsi qu'un agent de voyages, le Britannique Thomas Cook (1808-1892).

Les livres écrits à l'intention des adeptes du Grand Tour se comptaient par dizaines, mais il s'agissait souvent de souvenirs de voyages, décousus et pleins d'opinions tranchées de l'auteur. Pour les « nouveaux » voyageurs, les écrits aussi personnalisés ne convenaient plus. Dans les années 1840, ils furent remplacés par les Murray et les Baedeker à la couverture rouge, tous de même format, régulièrement mis à jour et conçus pour tenir aisément dans la main ou dans la poche. Baedeker, dont l'objectif était de donner au voyageur assez d'informations pour qu'il n'ait pas besoin d'un guide (humain) rétribué, voyageait lui-même incognito pour vérifier la fiabilité de ses publications. Il introduisit aussi les « étoiles » pour classer les sites et les hôtels. On a d'ailleurs reproché aux guides rouges, comme à certains de leurs successeurs modernes, de présenter le patrimoine architectural comme un ensemble de monuments-vedettes, déconnectés de la vie réelle du pays et du peuple qui les ont bâtis et leur donnent sens.

Les publications de Baedeker, qui couvraient presque toute l'Europe, devinrent vraiment très populaires : on raconte qu'en Allemagne, l'empereur Guillaume II se mettait à une fenêtre précise de son palais chaque jour à midi, car, expliquait-il, « il est écrit dans le

Baedeker que j'assiste à la relève de la garde de cette fenêtre-là, alors les gens attendent là»...

Le tourisme comme «industrie» organisée, efficace, bureaucratique pour satisfaire un marché (relativement) démocratisé eut sa figure emblématique : Thomas Cook. Il estimait que visiter d'autres pays offrait à tous une occasion inédite de s'enrichir culturellement et moralement. Il commença par organiser, en 1841, des voyages en train peu coûteux à l'intention des ouvriers anglais, mais il passa vite à une clientèle «haut de gamme» : en 1855, il escortait en Italie «des ecclésiastiques, des médecins, des banquiers, des ingénieurs et des négociants».

On compare souvent Cook à un grand général, le «Napoléon des excursions». Les connotations militaires et impérialistes du tourisme moderne (invasion, armée, horde) n'ont cessé d'accompagner sa carrière. Le tourisme, aux yeux de certains, ressemblait à l'impérialisme : peut-être rapportait-il de l'argent, mais il soutenait aussi un système d'exploitation et d'oppression. L'entreprise de Cook devint ainsi l'une des chevilles ouvrières de l'autorité militaire et administrative britannique en Égypte. «Le souverain officiel de l'Égypte, disait-on, est le sultan ; son vrai souverain est Lord Cromer. Son gouverneur officiel est le khédivé ; son vrai gouverneur [...] est Thomas Cook et fils.»

Cook et ses «excursionnistes» furent attaqués par les traditionalistes, traités d'observateurs hâtifs, de représentants affichés de la modernité amenant des foules d'intrus dans des villages, villes et régions jusque-là autosuffisants, qu'ils prenaient dans une nasse toujours plus étouffante de forces économiques et sociales étrangères. Plus injurieux : on accusait implicitement les nouveaux touristes «au nez rouge et au livre rouge», non seulement d'être incapables de tout sentiment esthétique (du seul fait, pratiquement, qu'ils participaient à un voyage organisé), mais de profaner, en un sens, la grandeur sacrée des monuments qu'ils visitaient. La vitesse était associée à la superficialité.

Nous voici ramenés au syndrome de Stendhal. Graziella Magherini montre qu'au contact des chefs-d'œuvre, des expériences affectives refoulées peuvent faire surface : l'art approfondit la connaissance de soi. Le plus long voyage, ne l'oublions pas, est, a toujours été et restera celui qu'on fait dans sa tête.

Roy Malkin est journaliste au Courrier de l'Unesco. Cet article est paru dans la revue Le Courrier de l'Unesco, juillet-août 1999.

Djerba : l'île où le touriste est roi

Ridha Kefi

Quand, en 1954, le Club Méditerranée de Djerba a ouvert ses portes, le tourisme de masse en était à ses premiers balbutiements. L'île des Lothophages, décrite par Homère, était encore peu peuplée : sans grandes ressources naturelles, elle était incapable de retenir ses enfants. Célèbres pour leurs talents de négociants, ceux-ci avaient pris l'habitude de partir chercher fortune ailleurs, dans les autres régions de Tunisie ou à l'étranger.

Devenue depuis une sorte de Polynésie méditerranéenne, « Djerba la douce » a connu, ces trente dernières années, une formidable expansion urbaine. Le littoral nord-oriental, notamment, est devenu un chantier permanent. « *Le paysage*, note le professeur Mongi Bourguou, géographe originaire de l'île, *devient de plus en plus urbain, avec des constructions en front de mer aussi écrasantes que l'Ulysse Palace, construit en 1964, Dar Djerba, en 1974, ou Dar Midoun, en 1992.* »

Aujourd'hui, quarante-cinq hôtels bordent sans discontinuer la côte entre la flèche de Ras R'mel et celle de Borj El Gastil. « *Les plus anciens s'alignent sur le front de mer, les plus récents se trouvent immédiatement derrière. Ils ont pris la place des palmiers et troublent la sérénité et le calme des menzels (maisons). À l'arrière-plan, de nouvelles villas, des cafés et des restaurants ont fait leur apparition depuis les années quatre-vingt, aux dépens des champs de dunes et des Djnein (jardins)* », ajoute notre chercheur.

Le tourisme demeure, certes, la principale source de revenus des Djerbiens, mais son développement n'a pas été sans conséquence sur les équilibres écologiques de l'île. En accordant en 1987 et 1991 à la zone de Djerba-Zarzis une part importante des investissements touristiques (23 % du total, contre seulement 9 % pour la zone Monastir-Sfax), l'État tunisien a montré tout l'intérêt qu'il accorde au développement économique de la région. Mais aujourd'hui, de nombreuses voix s'élèvent pour attirer l'attention des autorités sur la détérioration progressive du littoral. Les promoteurs hôteliers « *se vantent d'être capables de construire un hôtel en dix-huit mois. Ils oublient que, pour construire une station d'épuration, l'État a besoin d'au moins trois ans. Il faudrait donner la priorité aux infrastructures* », note Férid Belcadhi, président de l'association de sauvegarde de l'île.

Quand, au début des années soixante, l'État a adopté un plan de développement de l'industrie touristique, les planificateurs avaient prévu de doter Djerba de 5 000 lits. À l'époque, ce chiffre paraissait fort ambitieux. Actuellement, l'île en compte 25 000. D'ici à l'an 2010, la capacité d'accueil devrait être portée à 53 000 lits. « *Nous sommes confrontés à de graves problèmes d'infrastructures et surtout d'assainissement. Qu'en sera-t-il demain ?* », s'interroge Tahar Anane, maire de Djerba-Midoun.

« *Construite dans les années soixante-dix, alors que la capacité d'accueil ne dépassait pas 3 000 lits, la station d'épuration de Dar Djerba fonctionne actuellement bien au-dessus de ses capacités. Deux autres stations ont vu le jour dans la zone hôtelière (à Mezraya et Hdadda). Une quatrième est en cours de construction dans la région d'el-Kantara, mais elle ne sera pas opérationnelle avant trois ou quatre ans.* » D'ici là, les responsables locaux devront parer au plus pressé. Compte tenu du développement du tourisme, de la croissance démographique intrinsèque de l'île et de l'arrivée, chaque année, de milliers de travailleurs à la recherche d'un emploi, leur tâche ne sera pas aisée.

Autre grand problème auquel les Djerbiens vont devoir faire face : la densité du bâti et sa proximité de la mer. Ces deux phénomènes sont d'ailleurs à l'origine de la dégradation du littoral. En outre, l'extraction de la pierre et du sable utilisés dans la construction accélère la destruction des dunes, qui jouaient naguère un rôle dans la protection des rivages. Résultat : la mer avance et la plage disponible se réduit comme peau de chagrin. Exemple : l'hôtel Al-Jazira, l'un des plus anciens de l'île, disposait, il y a trente ans, d'une plage d'au moins 80 mètres de large. Aujourd'hui, les vagues atteignent presque la piscine et le restaurant. Son propriétaire a récemment été obligé de détruire une dizaine de chambres situées en bord de mer : elles étaient devenues inhabitables. Autre exemple : d'anciens puits romains se

trouvaient, il n'y a pas si longtemps, à près de 100 mètres du rivage. Ils sont aujourd'hui régulièrement submergés par les flots. Effet inattendu de cette dégradation du rivage et des dunes : la presqu'île de Sidi Al-Hachani, qui n'existait pas au XIV^e siècle, ne cesse d'accroître sa superficie, à mesure que la mer érode la plage des hôtels. Sur cette « île des flamants roses », on avait prévu de construire quelque 3 500 lits, mais la réaction des écologistes a été telle que l'idée a été abandonnée. Le ministère de l'Environnement envisage d'en faire une zone protégée, la quatrième d'une série qui comprendrait, outre Borj Al Gastil, les deux petites îles situées à l'entrée de Djerba : el-Gatâya Bibliya et Bahria.

Mais le principal problème d'infrastructure, c'est certainement celui de l'eau. Rien de nouveau, de ce point de vue, sous le soleil djerbien : Menninx, l'antique nom de l'île, signifie « manque d'eau » en phénicien. Une partie des nombreuses citernes date d'ailleurs de l'époque romaine. Mais des progrès ont quand même été accomplis depuis. Aujourd'hui, chacune des trois cents mosquées possède une ou plusieurs citernes, qui recueillent en moyenne 50 m³ d'eau de pluie par an. Au total, on dénombre aujourd'hui 40 000 citernes et l'État encourage la construction de nouvelles unités. Le montant des subventions peut atteindre jusqu'à 50 % du coût global des travaux. À ces citernes, il convient d'ajouter 2 600 puits de surface, dont l'eau est utilisée pour l'irrigation. La capacité totale de stockage dépasse aujourd'hui le million de m³.

En augmentation constante, la consommation est estimée à 100 000 m³ par jour. L'eau acheminée du continent risque, dans un proche avenir, de ne plus suffire. Deux solutions sont envisagées : le dessalement de l'eau de mer et celui de la nappe artésienne, seule solution envisageable à court terme. L'eau de la nappe a un taux de salinité assez élevé (de 6 à 8 grammes par litre). La production sera, de l'avis des experts, d'autant plus coûteuse qu'elle ne permettra pas de couvrir la totalité des besoins.

Les Djerbiens ne pourront donc pas faire l'économie d'une politique... d'économie d'eau. Et ce sont les touristes qui, aujourd'hui, en donnent l'exemple. Récemment, une campagne de sensibilisation organisée à leur intention a porté ses fruits : de nombreux hôtels ont enregistré une baisse notable de leur consommation en eau et en électricité.

« L'île aux mille jardins », comme on l'appelait jadis, produit aujourd'hui moins de 10 % de ses besoins alimentaires. Au recul des terres agricoles face à l'irrésistible poussée des bétonneurs, s'ajoute en effet le morcellement des propriétés par le fait de l'héritage et de l'abandon des *menzel* traditionnels. Les *Djnein* fournissaient naguère

une part importante de la consommation des fliens en fruits et en légumes. « Grâce au développement de nouvelles cultures directement liées aux besoins de l'hôtellerie, l'agriculture djerbienne devrait prospérer de nouveau », estime toutefois Romdhane Chouchane, coordinateur des services agricoles de l'île. Des promoteurs privés se sont ainsi lancés dans l'élevage des cailles, des canards et des lapins (1,5 tonne par mois) ou dans l'horticulture. Une usine de fromage vient aussi d'ouvrir ses portes. À côté des oliviers (17 000 hectares et 800 000 pieds) et des pommiers, l'île produit désormais des variétés de raisins de table d'assez bonne qualité.

Reste le palmier, arbre emblématique qui est actuellement menacé de disparition. « Sa culture exige un savoir-faire qui est en passe de se perdre. Faute de relève, la menace est réelle », confirme Tahar Anane. Romdhane Chouchane se veut, lui, plus rassurant : « Une loi de 1951 interdit l'arrachage des palmiers sans autorisation préalable. » Il ne précise toutefois pas le nombre d'autorisations de ce genre délivrées par l'administration ni le nombre d'arracheurs de palmiers effectivement sanctionnés. La création prochaine d'un jardin botanique destiné à sélectionner et à sauvegarder les variétés d'arbres menacées vient donc à point nommé. Le palmier devrait, en tout cas, en profiter. Pour le plus grand bonheur de Férid Belcadhi, écologiste convaincu, qui, par amour pour cet arbre immémorial, en a planté plusieurs dans le jardin de sa maison.

Article paru dans Jeune Afrique, n° 1815, 19 octobre 1995, p. 35-36.

La rencontre, un vrai voyage

Entretien avec André Barthélémy et Philippe Richard

À quoi correspond ce besoin de partir avec la volonté de rencontrer l'autre ? Dans ce temps qui est celui des vacances, une vraie rencontre est-elle possible ? À quelles conditions ? Sur ces questions, André Barthélémy, président d'Agir ensemble pour les droits de l'homme et ancien directeur d'Arvel Voyages, et Philippe Richard, directeur de l'Institut des droits de l'homme de Lyon, apportent leurs réponses dans un entretien à la revue *Peuples en marche*.

Peuples en marche : Le temps libre, celui des vacances, est un espace privilégié mis à profit, par certains, pour partir à la rencontre d'hommes et de femmes, par exemple dans le tiers-monde. À quoi correspond ce besoin de rencontre ? Fondamentalement, que recherche le touriste dans la rencontre ?

André Barthélémy : C'est le fait d'être humain qui donne à l'homme l'envie de la rencontre. Et cette envie de rencontre se traduit par l'envie de voyager. De tout temps, l'homme s'est déplacé. Souvent pour commercer ou pour faire la guerre. Mais de tout temps aussi, il a existé, chez les Grecs et les Arabes notamment, des « Grands voyageurs ». Dans leurs comptes rendus de voyage, ces hommes décrivent par le menu les civilisations et les gens qu'ils ont rencontrés. Un auteur définit le voyageur comme celui qui est prêt à aller au bout du monde pour un bout de conversation avec l'autre.

Depuis une centaine d'années pourtant, la donne a changé. Les

progrès techniques ont rendu le voyage plus facile, plus rapide, plus simple ; le voyage s'est démocratisé, son coût a diminué. Quant à la notion de voyager simplement « pour changer de plage », elle est encore plus récente, puisqu'elle date des années 60.

Philippe Richard : Les Grands Voyageurs posaient un regard extérieur sur ceux qu'ils rencontraient, un regard d'observateur. Dans leurs textes, ils relatent ce qu'ils voient, ils parlent pour ceux qu'ils rencontrent. Il n'y a pas de parole de l'autre pour elle-même. Finalement, il y a rencontre sans qu'il y ait échange.

Aujourd'hui, il y a un fort besoin de convivialité — chose devenue rare dans nos sociétés —, un fort désir de rencontre avec des personnes dont on ne connaît rien au départ. La rencontre devient un voyage en tant que tel.

C'est particulièrement vrai pour les jeunes, qui ont besoin d'aller vérifier si ceux qu'ils voient vivre ici, à côté d'eux (les Maghrébins, les Africains), vivent de la même manière ailleurs. Cela leur permet de confronter à la réalité les images qu'ils ont en tête. Et après-coup, au retour, ce que ces jeunes ressortent de leur voyage, ce ne sont pas les paysages, mais les temps de rencontre. Ils perçoivent l'autre différemment. Le nom même du pays résonnera différemment pour eux. Trois semaines d'insertion permettent de mieux appréhender le rapport, différent du sien, que chacun peut avoir au temps, à la musique, à la convivialité. Et donc de mieux comprendre la difficulté de l'exprimer ici.

Mais il ne faut pas idéaliser les choses, et les jeunes, contrairement à des personnes plus âgées, ne font pas de concessions, sur ce qu'ils voient et qui peut les choquer.

PeM : Dans la mesure où seul celui qui voyage est en situation matérielle de pouvoir le faire, la rencontre n'est-elle pas faussée puisqu'elle ne repose pas sur un pied d'égalité ? Ne risque-t-elle pas de fragiliser celui des deux qui est déjà le plus faible, le moins préparé à cette rencontre ? Finalement, la rencontre est-elle toujours possible, voire souhaitable ?

AB : La rencontre est fondamentalement inégalitaire. Pour qu'elle puisse se faire, elle suppose qu'existe avec l'autre un minimum de points communs. Par exemple, pour les Grands Voyageurs arabes, ce point commun était l'islam.

Sur la question de savoir à qui profite la rencontre, le voyageur repart avec un « plus » : il s'est enrichi en ouvrant son esprit. Mais, pour celui qui est visité, qu'apporte-t-elle ? Pas grand-chose. Dans le

meilleur des cas, un regard de sympathie, une certaine fierté.

PR : Je serai un peu plus nuancé. Certaines populations n'ont quasiment jamais vu un Blanc. Si, une fois là-bas, le Blanc entre dans les rites de salutations, va visiter un périmètre maraîcher, la population sera flattée, elle se dira : « *Ils sont venus du bout du monde pour nous visiter, pour voir nos jardins.* » Ça ne change pas grand-chose, mais ce peut être un encouragement à aller plus loin, pour un projet de développement, par exemple.

AB : Il faut relativiser et rester dans le domaine du voyage. Dans un voyage, il existe des *musts*, des incontournables. Dans le tourisme, la découverte de l'autre vient « en plus » de la visite des monuments, de la découverte des paysages. Quand on est au Pérou, on va voir le Machu Picchu, et, objectivement, ce serait dommage de s'en priver. Le touriste, même celui qui part avec une véritable envie de rencontre, sort rarement des points de passage obligés. Il existe peu « d'espace » pour aller là où personne ne va.

PR : La question de la « fragilisation » des personnes rencontrées part d'un présupposé idéologique, qui est le produit d'une histoire. Pourquoi considérer l'autre comme étant *a priori*, plus faible ? Lui, le paysan que je vais rencontrer, n'a-t-il pas une force morale, spirituelle, humaine lui permettant de vivre cette rencontre ? Dans certains cas, en Afrique notamment, c'est moi qui ai été fragilisé...

AB : Il y a un effet de seuil à prendre en compte. Avec dix personnes par an visitant un village, on peut affirmer sans se tromper que le risque de fragilisation n'est pas trop grand... Par contre, cette fragilisation devient réelle si le nombre est là. Et cette donnée est un paradoxe pour ceux qui organisent ce genre de voyages : le succès mène à l'échec. Un effet de « massification » peut casser un équilibre. Beaucoup se joue dans la préparation des voyageurs à leur départ.

PR : Il y a une éducation au voyage à faire, dès le plus jeune âge. Un voyage avec des jeunes, avec un objectif de rencontre, cela se prépare et permet, une fois sur place, d'être dans une attitude qui favorise la rencontre, de comprendre par exemple que partir les bras chargés de cadeaux, c'est fausser la relation : on n'est plus celui qui vient pour recevoir, mais celui qui donne. Concernant les jeunes, le spectre se profile de voyages « humanitaires » pensés complètement au Nord, sans prendre le temps d'écouter des partenaires au Sud. Pourtant, le voyage est un moment fondamental de la rencontre et de

l'émergence de la solidarité.

AB : Le touriste doit prendre conscience que là où il se rend existent des individus, avec leurs propres modes d'organisation sociale. Des types de voyage existent qui permettent au voyageur de visiter par exemple un centre de santé communautaire, ou une coopérative agricole, ou encore un programme de scolarisation. Mais généralement les voyageurs visitent un pays et, l'année suivante, vont ailleurs. Après plusieurs passages de touristes, les partenaires visités font leur « prestation », trouvent ces rencontres sympathiques, mais souhaitent que pour eux également elles se traduisent par un plus.

Le véritable enjeu à relever est que le touriste rentre chez lui avec l'idée qu'il peut aider ces formes d'organisations sociales. Dans cette prise de conscience du voyageur, le rôle du guide, de l'organisateur du voyage, est essentiel.

Réfléchi, le voyage peut donc aider le touriste à prendre conscience de l'inégalité organisée du monde. En ce sens, il a un rôle de formation des citoyens. Le touriste qui rencontrera l'enseignante qui lui expliquera que le matin, elle doit aller vendre des beignets dans la rue pour pouvoir vivre, sera amené à se poser un certain nombre de questions sur l'organisation de notre planète. Et peut-être traduira-t-il cette prise de conscience par une action militante, par exemple interpeler « ici ».

PR : La mondialisation se traduit aujourd'hui par l'existence d'un monde riche qui ignore un monde pauvre. Les voyages, les rencontres constituent des passerelles entre les peuples qui sont autant de visites de « l'autre monde ». Mais en même temps qu'ils voyagent, les gens exportent leurs modes de vie. J'étais récemment à Agadir : là-bas, les touristes ont exporté leurs habitudes alimentaires, leurs loisirs...

Finalement, on peut aujourd'hui voyager à l'autre bout du monde tout en restant dans le même monde. On reproduit les murailles que l'on a dans la tête, on promène son propre monde. « *Attention, n'allez pas dans ce marché, c'est un vrai coupe-gorge* », « *Voyagez en groupe !* »... Les gens ont peur de ce qui est étrange = dans l'autre, et ils en font un « étranger ». Ouvrir ces forteresses, faire se rencontrer les gens, c'est un enjeu considérable.

PeM : Il existe aussi une forme d'engagement plus volontaire, que l'on pourrait qualifier de « tourisme-militant ». La démarche consiste, durant ses vacances, à se rendre dans un pays, s'enquérir des conditions économiques, politiques, avec la volonté d'en témoigner au retour ? C'était la démarche de ceux qui partaient au Nicaragua aux

côtés des Sandinistes ou, aujourd'hui, des Zapatistes du Chiapas...

AB : Il faut être extrêmement prudent : dans l'histoire récente, on s'est si souvent trompé... Le fait de « voir » ne garantit absolument pas que l'on a vu le réel. Je pense par exemple à l'engouement qui existait dans les années 70 pour l'autogestion à la yougoslave. Combien de militants sont revenus enthousiastes de ce qu'ils avaient vu ? Imaginez : des directeurs d'usines élus par leurs ouvriers ! Mais comment pouvaient-ils se rendre compte qu'il existait en Yougoslavie une classe de directeurs d'entreprises, qui circulaient d'usine en usine ?

Il y a eu aussi les voyages organisés en URSS. Ou les voyages en Chine, pendant la Révolution culturelle, où, en toute bonne foi, on pensait avoir vu « l'homme nouveau », qui n'existait que pour le gouvernement chinois. On sait ce qu'il en a été. Pourtant, sur place, « *on avait vu...* ».

PR : Sur le tourisme-militant, je serai tout aussi prudent. Peu de gens voyagent avec pour seul et unique objectif de ne rencontrer que des gens. Quand on voyage, on a généralement pour démarche de joindre l'utile à l'agréable.

AB : Cette démarche de militantisme, « voir pour témoigner », ne peut, à mon sens, qu'être une séquence à l'intérieur d'un voyage...

PR : Oui, à l'autre bout du monde, il y a aussi des paysages qui sont magnifiques... Le voyage de témoignage suppose une grande préparation. J'étais au Rwanda, il y a un mois et demi. Pour tout ce que j'ai pu voir, il y avait toujours deux explications, de la même manière qu'il y a dans ce pays deux discours. Si on est mal préparé à ce que l'on va voir, c'est le premier — ou le dernier — qui parlera qui aura raison...

Le militant a l'avantage d'avoir une grille de lecture idéologique, des clés de compréhension du monde. Il n'est pas complètement démuni. Pourtant, le risque de manipulation n'est jamais bien loin.

PeM : Si le désir de rencontre de l'autre caractérise l'humain, comment expliquez-vous que la démarche qui consiste à privilégier, dans son voyage, la rencontre reste quantitativement si minoritaire ?

PR : Il faut bien se rendre compte que nous menons des vies difficiles, et que le temps que durent les vacances, nous cherchons surtout à faire le vide. Or, la rencontre avec l'autre, c'est quelque chose d'exigeant. C'est une proposition qui, sur le plan culturel, n'est pas domi-

nante, nous ne sommes pas éduqués à cette démarche. Nous vivons enfermés. On ne connaît déjà que très peu ses voisins, alors les autres...

AB : Il faut également compter avec les contraintes économiques, très fortes. Le tourisme de la vraie rencontre n'intéresse ni les pays qui reçoivent les touristes ni les professionnels du tourisme. Pour ces derniers, ce sont des voyages plus compliqués à mettre sur pied, et moins rémunérateurs.

Les pays d'accueil n'encouragent pas non plus cette démarche. Là encore, tout simplement parce que c'est un tourisme qui ne génère que très peu de retombées financières.

D'autre part, les pays ne souhaitent pas toujours accueillir ce type de tourisme. À Cuba, par exemple, de véritables ghettos touristiques se créent, des zones interdites aux Cubains. Le discours des autorités est le suivant : « *Nous avons besoin de devises. Amenez de l'argent et ça ira. Par contre, ça ne nous intéresse pas que vous veniez vous intéresser au communisme cubain.* »

Pour ma part, je ne connais aucun pays au monde qui favorise un tourisme de la rencontre. À l'exception peut-être de ceux qui n'ont aucun autre argument à mettre en avant pour attirer les voyageurs...

Entretien paru dans la revue Peuples en marche, de l'association du même nom, n° 136, mai 1998.

Deuxième partie

Repenser le tourisme : le besoin d'équité

*« Le véritable voyage de découverte ne consiste pas
à chercher de nouveaux paysages,
mais à voir avec de nouveaux yeux. »*

Marcel Proust

Le constat des dérives du tourisme effectué, il ne s'agit cependant pas de sombrer dans la dénonciation stérile ou le renoncement. C'est en tout cas ce que se refusent à faire des militants du milieu associatif, anti-mondialisation et étudiants, rejoints — de manière plus ou moins intéressée — par certains professionnels du tourisme.

S'inspirant du commerce équitable dont les succès ont permis de constituer une alternative sérieuse, bien qu'encore marginale, à l'économie de marché, ce mouvement s'est alors demandé s'il était envisageable d'insuffler de l'équité dans le milieu touristique.

Odile Albert et Bernard Grozelier reviennent pour nous sur cette démarche innovante tandis que Françoise El Alaoui, auteur d'un mémoire de recherche sur la question vient préciser et prolonger certaines exigences inhérentes à celle-ci, en particulier les modalités et difficultés d'une éventuelle labellisation.

Le mouvement de lobbying ainsi enclenché par les acteurs du tourisme équitable a donné lieu à la rédaction de textes qui, s'ils sont rarement

contraignants, marquent à tout le moins une prise de conscience des instances internationales comme des professionnels. Illustration avec Marc Rousse, cogérant d'une agence de voyage s'étant doté d'une « charte éthique du voyageur ».

Peut-on appliquer les principes du commerce équitable à l'industrie touristique ?

Odile Albert et Bernard Grozelier

En s'inspirant de ce qui a été mis en place depuis une trentaine d'années par le commerce équitable qui garantit que le produit acheté «ici» apporte un réel bénéfice à celui qui l'a produit «là-bas», certains se demandent s'il n'est pas intéressant de proposer des formules de tourisme équitable.

Le commerce équitable : 30 années d'expérience

C'est dans les années 60 qu'est née la notion de commerce équitable. Lors d'une conférence à la Cnuced, Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, de nombreux intervenants s'étaient élevés contre un commerce international qui défavorisait les pays les plus pauvres. En mettant en avant le slogan «trade not aid», ils affirmaient qu'il valait mieux instaurer un commerce juste plutôt que de réduire ces pays à l'état d'assistés.

Cette idée a germé et de nombreuses initiatives ont émergé en Europe donnant naissance à plusieurs organisations de commerce équitable dont l'objectif est de vendre à un «juste prix» aux consommateurs du Nord des produits alimentaires (thé, café, sucre, chocolat...) et des produits artisanaux (cuir, textile, poterie...) fabriqués par des groupements défavorisés du Sud. Ce «juste prix» doit couvrir les coûts de production, le temps de travail et aussi les coûts sociaux

et environnementaux. Il doit permettre aux producteurs de vivre, eux et leur famille, décemment de leur travail et d'assumer leur propre développement.

Progressivement, ces organisations européennes se sont concertées pour définir ensemble des critères d'action et affirmer leurs principes afin d'en donner une bonne visibilité au public. C'est ainsi qu'en France, la Plate-forme du commerce équitable, qui rassemble une vingtaine d'organismes, a rédigé une charte commune.

Le commerce équitable repose sur un partenariat entre un organisme du Nord et un groupe de producteurs au Sud. Les partenaires s'engagent sur la stabilité des relations commerciales. Le partenaire du Sud doit faire preuve d'un fonctionnement démocratique de sa structure de production, ne pas exploiter la main-d'œuvre enfantine, donner une rémunération décente à ses membres, produire en tenant compte de la protection de l'environnement. Le partenaire du Nord doit trouver des débouchés pour ces produits, faire des avances financières, si besoin, pour l'achat des matières premières. Des contrôles pour le respect de ces engagements peuvent être effectués.

Les organisations de commerce équitable réservent une place importante à l'information du consommateur. Elles cherchent à le sensibiliser sur les désavantages dont souffrent les producteurs les plus pauvres du Sud et à lui faire comprendre que son acte de consommation n'est pas neutre et peut avoir des retombées importantes. Ainsi le consommateur peut influencer sur les modes de commercialisation.

Le commerce équitable s'avère-t-il une utopie ?

Avec le recul, on peut se demander si le commerce équitable a eu des impacts intéressants ou si on en est resté à une idée généreuse. Au moins trois raisons semblent plaider en faveur de cette action : l'impact significatif dans les pays du Sud, la prise de conscience des consommateurs, une autre façon d'établir le prix d'un produit.

Le commerce équitable est devenu une réalité tangible pour les producteurs du Sud. Il concerne 550 groupements de producteurs, soit 800 000 producteurs qui font vivre 5 millions de personnes. Ce résultat ne peut être ignoré.

D'autre part, les activités du commerce équitable ont largement contribué à une prise de conscience des consommateurs des pays occidentaux sur les injustices générées par le commerce international classique. Désormais de plus en plus de personnes désirent une consommation responsable et veulent donner une signification à leur acte d'achat. Ils sont prêts à payer un prix légèrement supérieur dans

la mesure où cela permet de « moraliser » le marché. Il faut noter aussi que les campagnes animées par les organismes de commerce sont bien relayées par les médias et interpellent les milieux politique et économique.

Enfin, le commerce équitable pose la question de la formation des prix. Le prix du commerce équitable englobe les coûts sociaux et environnementaux de la production, ce que ne fait pas le commerce classique où le prix n'est que le résultat de l'offre et de la demande. Le commerce classique rejette donc tous ces coûts sur la collectivité.

Commerce et tourisme avec les pays du Sud : des problèmes similaires

On retrouve dans l'activité touristique avec les pays du Sud bien des constats similaires à ceux qui sont faits dans le commerce international : règles du jeu injustes pour les populations d'accueil qui ne font que subir sans tirer profit et méconnaissance par les voyageurs des méfaits souvent dramatiques sur ces populations.

Promouvoir des activités touristiques plus responsables c'est possible et la demande est là, tant de la part de certains touristes avertis qui refusent les « désordres » que leur plaisir de voyager cause que de la part des professionnels qui s'interrogent sur la durabilité d'un tourisme mal-maîtrisé.

C'est pourquoi on voit, depuis quelques années, apparaître de nombreuses initiatives portant différents intitulés : tourisme alternatif, tourisme responsable, tourisme participatif, tourisme communautaire, tourisme solidaire, tourisme équitable... Celles-ci proviennent plutôt du milieu associatif qui, en général, travaille en partenariat avec de petites structures dans un pays du Sud. Mais elles peuvent émaner aussi du milieu professionnel. Devant tant d'initiatives de tous horizons, certains souhaiteraient créer un label de « tourisme équitable » afin de mettre en exergue des objectifs communs, d'en donner une meilleure visibilité au public et d'éviter les risques de récupération.

Pour un autre tourisme : des objectifs communs

Actuellement ce label est à l'étude et il n'existe encore aucune charte collective. Toutes les expériences de tourisme qui pourraient s'apparenter au tourisme équitable ont au moins les points suivants en commun :

- la population est impliquée dans l'organisation du tourisme ;
- la population est bénéficiaire financièrement des retombées de ce tourisme grâce au travail qu'elle accomplit ;

– la prestation touristique est organisée de manière telle qu'elle ne déstabilise pas les déséquilibres écologiques, économiques, humains et culturels locaux ;

– le séjour est axé sur la compréhension des réalités locales et l'immersion culturelle.

Il s'agit donc d'inscrire le tourisme dans une perspective de développement durable pour qu'il contribue à un réel développement local et à une gestion collective de cette activité par la communauté d'accueil. Ce type de tourisme a également comme objectif d'informer les voyageurs sur la complexité des rouages du tourisme international, ses impacts sur les pays visités, et l'urgence de changer la façon de voyager.

L'idée du tourisme équitable est séduisante et l'histoire du commerce équitable a suffisamment fait ses preuves pour que l'on s'efforce d'en adapter les principes à l'activité touristique.

Le tourisme, une activité économique spécifique

Cependant, il faut bien reconnaître que le tourisme est une activité économique aux caractéristiques très spécifiques. Il ne s'agit pas de produits qui sont échangés mais d'un service qui implique une relation de personnes à personnes. La matière première du tourisme repose essentiellement sur des produits immatériels et gratuits. Elle concerne l'exotisme, la qualité des paysages, la richesse d'une culture ancestrale, la vie quotidienne de la population locale... Ce qui est payant ce sont les transports, les hôtels et les repas (rarement constitués de nourriture locale). La plupart de ces coûts sont récupérés par l'industrie touristique du Nord. De plus le marché touristique implique de très nombreux acteurs dont le consommateur qui a un poids nettement plus considérable que lors de l'achat d'une plaque de chocolat ou d'un paquet de café. Le touriste est un consommateur exigeant dont l'acte de consommation dure tout le long du voyage. Et l'on constate parfois que le touriste met sa citoyenneté en vacances quand il est en vacances.

Une autre difficulté réside dans la question des contrôles. Cette question est déjà très difficile dans le cas du commerce mais encore plus délicate pour le tourisme. Chaque voyage a, en effet, sa propre originalité et les voyageurs ont une responsabilité importante dans la qualité du voyage. Même lorsque le touriste s'est engagé lors de la réservation de son voyage en signant une charte, aucune sanction ne peut lui être appliquée.

Les voyages « équitables » imposent un certain nombre de

contraintes : confort moins assuré, voyage moins axé sur le spectaculaire, prix supérieur. Ces conditions donnent un caractère élitiste à ce type de tourisme. C'est d'autant plus dommage que, en réalité, les opérateurs traditionnels s'accaparent les bénéfices de leur activité tout en faisant supporter les coûts induits (destruction de l'environnement, désagrégation sociale...) à la collectivité, tandis que les acteurs « équitables » neutralisent ces coûts à leurs propres frais ce qui se traduit nécessairement par des prix de revient un peu plus élevés. Les règles du tourisme équitable le positionnent difficilement dans la concurrence, néanmoins il est une voie intéressante de rééquilibrage macro-économique.

Certes, une des difficultés du tourisme équitable est de l'ancrer dans les réalités économiques car c'est un tourisme de petite échelle. Mais ce qui paraît très intéressant c'est le témoignage qu'il apporte tant aux consommateurs qui deviendront de plus en plus exigeants sur la portée éthique de leurs voyages qu'à l'industrie touristique qui sera bien obligée de répondre à cette demande.

Odile Albert et Bernard Grozelier sont membres du Centre de documentation tiers-monde de Paris (CDTM), éditeur de deux dossiers de presse consacrés à la question du tourisme équitable : Tourisme et tiers mondes, n° 67, novembre 1997 et Tourisme Nord-Sud, nouveaux acteurs, nouvelles pratiques, décembre 2001. Cet article est paru dans ce second dossier.

Tourisme équitable : de la théorie à la pratique

Entretien avec Françoise El Alaoui

Propos recueillis par Lucien Poirette

Ingénieurs sans frontières : Pour le tourisme équitable, en quoi l'expérience du commerce est-elle exemplaire ?

Françoise El Alaoui : À l'origine, le problème est le même : l'inégalité de répartition dans les échanges. Le Nord ne paie pas au juste prix la production du Sud et fait en plus des dégâts. C'est encore plus vrai pour le tourisme qui est consommé là-bas. Par ailleurs, ça marche ! On peut trouver du café équitable dans la grande distribution et il y a une réelle demande : les consommateurs demandent de « l'éthique sur l'étiquette ». Il faut donc que la notion de « tourisme équitable » prenne son envol. Enfin, le principe de labellisation, bien que réducteur car il est difficile de mettre des pays différents dans un même cadre, est pragmatique car il représente une avancée concrète : on définit des critères et les acteurs du marché s'engagent à les respecter, même s'ils ne les remplissent pas dès leur adhésion.

ISF : Quelles sont les spécificités liées au tourisme ?

FEA : Le tourisme est un service, il n'est pas palpable, stockable, tangible... Le consommateur représente une part importante dans la production du service. En fonction de son humeur ou de facteurs

extérieurs, un même produit peut changer alors qu'on dira facilement d'un café s'il est bon ou pas. Les pays d'accueil, les populations locales, le patrimoine, sont « consommés » mais non valorisés... bien qu'ils représentent souvent la valeur ajoutée des produits touristiques. On fait des dégâts sur le territoire et sur la structuration sociale, qu'on ne paie pas : le tourisme a un coût externe. La multiplicité des intervenants, différente par rapport à une production industrielle : les organisations internationales qui légifèrent, rédigent des textes (OMT, OIT, Unesco, ONU) ; les pays d'accueil comprenant des sous-ensembles non homogènes, parfois antinomiques : les États, les collectivités locales, les populations ; l'industrie touristique, à but lucratif, non homogène également (tour-opérateurs, agences de voyage, compagnies aériennes, guides, restaurants, etc.), et enfin les consommateurs.

ISF : Peut-on envisager une labellisation « tourisme équitable » ?

FEA : C'est plus difficile. Pour le café, on a affaire à un torréfacteur. Le tourisme est une activité d'intermédiaires... Dont on pourrait d'ailleurs se passer : on peut rencontrer un habitant de Cuba, être hébergé chez lui, sans faire appel à qui que ce soit. Mais ces intermédiaires exploitent un produit et le vendent. Le tourisme met en valeur ce qui n'est pas au départ touristique, c'est une création humaine. Personne ne parlait des pyramides d'Égypte avant qu'une activité touristique se développe autour. On pourrait imaginer de rendre la porte de Bagnolet touristique... On ne sait pas de quoi l'on parle, le tourisme est une nébuleuse et il est difficile de labelliser quelque chose d'immatériel... Cependant on pourrait réduire les intermédiaires, assurer un prix équitable aux prestataires locaux, faire des avances, instaurer des relations commerciales durables et respecter le droit social.

ISF : Quels critères pourraient définir un tourisme équitable ?

FEA : D'abord et c'est bien le moindre, l'application des textes : la prise en compte des territoires et des populations, comme l'envisage la charte du tourisme équitable, mais avec plus d'implication sur les devoirs des consommateurs et les droits des populations d'accueil. Ensuite, pour les pays réceptifs, une plus juste répartition des flux de touristes et un accès aux technologies et capitaux permettant de développer une activité. L'Afrique, par exemple, reçoit très peu de touristes. Mais attention, le tourisme doit être un des facteurs de développement parmi d'autres et certains pays n'ont peut-être pas

intérêt à s'y engager.

Par ailleurs, le tourisme devrait être géré par les populations d'accueil avec, par exemple, des logements intégrés dans les villages et administrés par les habitants sous forme de coopérative. L'objectif à atteindre est l'application par l'industrie touristique d'une charte (labellisation), de contraintes imposées par la loi (interdiction du dumping etc.). Si les pays d'accueil sont mieux organisés (*via* des regroupements en coopératives), ils pourront mieux se défendre et se vendre auprès des pays du Nord. Tous les acteurs du tourisme sont interdépendants. Les entreprises font partie du concept et ont pour objectif de gagner de l'argent... Il faut donc faire avec et leur permettre de gagner cet argent !

ISF : Quelles sont les principales difficultés rencontrées pour mettre en application le tourisme équitable ?

FEA : Des difficultés liées à la définition du tourisme et à ses différents acteurs. À partir de quand y a-t-il trop de touristes ? Le seuil est subjectif. Dès 1880, on estimait qu'il y avait trop de touristes à Saint-Gervais, sur la côte d'Azur... Le tourisme abîme-t-il le paysage ? Les pyramides n'ont-elles pas été préservées grâce au tourisme ? Et qui peut définir ces seuils de tolérance ? Il y a aussi le danger que représentent les opportunistes, les mal intentionnés qui exploitent les modes, font du marketing humanitaire... et ne respectent pas les critères. Et bien sûr des gens opposés par nature au concept : des États non démocratiques ou des entreprises multinationales.

Il faut enfin souligner que la conscience part en vacances lorsque les premiers jours de l'été approchent... Le touriste sexuel est parfois un bon père de famille le reste de l'année... Le rôle du consommateur est déterminant car c'est la demande qui crée l'offre. S'il y a beaucoup de demande de tourisme équitable, les entreprises en fourniront. L'information et la formation des futurs professionnels et des citoyens sont très importantes.

ISF : Les ONG ont-elles un rôle à jouer ?

FEA : Comme pour le commerce équitable, les ONG ont porté le projet dès le début. Ce sont elles qui font du lobbying auprès des instances internationales, mènent des projets de développement durable et agissent auprès des consommateurs. Les ONG devraient travailler avec les entreprises en matière de labellisation, car elles ont les moyens de communiquer et sont des alliées indispensables. Elles pourraient aussi solliciter le secrétariat d'État au tourisme pour mener

des campagnes de sensibilisation : il envoie chaque année 20 millions de touristes dans le monde et devrait se sentir concerné par les questions de tourisme équitable !

Françoise El Alaoui est l'auteur d'un mémoire de recherche intitulé Le tourisme équitable (septembre 1999). Cet article est paru dans la revue Ingénieurs sans frontières, n° 48, 3^e trimestre 2000, p. 18-19.

Un foisonnement de chartes, de codes, de recommandations

Odile Albert

Pour tenter de mieux maîtriser le développement extrêmement rapide et désordonné du tourisme international, de nombreuses rencontres professionnelles et interprofessionnelles ont été organisées au cours de cette dernière décennie. La conclusion de ces journées de travail s'est souvent concrétisée par la publication d'un texte appelé, suivant les cas, charte, code, recommandation... Cet ensemble de textes montre la diversité des acteurs et de leurs intérêts. Conçus par des organismes internationaux, par des professionnels ou par des structures de type associatif, il est intéressant d'en connaître les différents aspects.

Les chartes issues d'organismes internationaux

Deux principales chartes font référence actuellement :

La charte du tourisme durable (1995)

Cette charte est le résultat des travaux d'une conférence mondiale organisée par l'Unesco, l'OMT, (Organisation mondiale du tourisme), le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) et la Commission européenne, à Lanzarote (Îles Canaries, Espagne), en avril 1995. Cette conférence cherchait à appliquer le

concept du développement durable, tel qu'il a été défini à la conférence de Rio, en juin 1992, au secteur du tourisme.

Cette charte reconnaît l'intérêt de l'activité touristique pour le développement de régions pauvres et des voyages pour une meilleure compréhension entre les peuples. Cependant, cette activité repose sur des bases fragiles. Elle se doit donc d'être attentive aux populations réceptives, à la protection de l'environnement et des patrimoines, au développement de l'économie locale, aux droits de l'homme. Le texte ajoute qu'il convient de diversifier les produits touristiques et de développer des formes alternatives de tourisme respectant les principes du développement durable.

À la suite du texte de cette charte, il était proposé la création d'un comité de suivi pour assurer la continuité de ce travail et la mise en application de cette charte. Ce texte, à l'époque où il a été rédigé, n'a malheureusement pas connu la diffusion qu'il méritait ni auprès des professionnels ni auprès du grand public.

(Le texte intégral de cette charte est consultable sur le web : www.insula.org/tourism)

Code mondial d'éthique du tourisme (1999)

Ce code a été adopté lors de l'assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) à Santiago du Chili en octobre 1999. Il reprend quelques-uns des grands principes de la charte précédente. Cependant, on lui reproche d'être trop orienté sur les intérêts de l'industrie touristique et sur la protection du droit des voyageurs et de leur liberté de déplacement. C'est sans doute dû à la composition des membres de l'OMT largement issus des professionnels de l'industrie touristique. La notion de développement durable du tourisme disparaît. Les intérêts des populations réceptives, le développement local ainsi que le respect de l'environnement et des patrimoines culturels passent au second plan.

Ce texte présente donc des contradictions internes car il semble difficile de développer l'activité touristique telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui sans augmenter du même coup les impacts négatifs, si l'on ne réfléchit pas davantage à d'autres formes de tourisme.

(Le texte intégral de cette charte est consultable sur le site www.world-tourism.org)

Une charte nationale

La charte éthique du tourisme (1999)

En France, c'est le secrétariat d'État au Tourisme qui est à l'origine de cette charte. Rédigée en concertation avec les professionnels du secteur, elle reprend très largement les principes énoncés dans le Code mondial d'éthique du tourisme. Les professionnels, signataires de la charte, obtiennent la délivrance du label « Tourisme et éthique ». Il est dommage qu'aucun contrôle ne soit organisé, à l'heure actuelle, ce qui ne permet pas de donner une réelle valeur à ce label.

(Le texte intégral de cette charte est consultable sur le site www.tourisme.gouv.fr)

Les chartes des professionnels

La charte éthique du voyageur (1997)

La plus connue des chartes élaborées par le milieu professionnel est sans doute la charte éthique du voyageur. Élaborée en 1997 par le voyageur Atalante en partenariat avec l'éditeur de guides touristiques Lonely Planet, cette charte s'adresse uniquement aux voyageurs pour les inciter à adopter des comportements adaptés lors de leurs déplacements touristiques. Elle met en avant une notion fondamentale : le respect. Respect de l'autre et respect de l'environnement, ce qui va de pair. Les voyageurs pourront s'inspirer de ces éléments pour prendre du recul sur eux-mêmes, car même les voyageurs les plus avertis peuvent causer des dommages. On pourra y trouver une série d'exemples de choses à ne pas faire... Chaque voyageur qui choisit de partir avec Atalante s'engage à lire ce texte et à en respecter les principes lors de son voyage.

(Le texte intégral de cette charte est consultable sur le site www.atalante.fr)

La plupart des voyageurs alternatifs ont rédigé un texte mettant en exergue leurs propres objectifs. Ils diffusent ces textes à chacun de leurs voyageurs et sur leur site Internet. Cependant, on ne peut pas conclure qu'un voyageur qui ne propose pas de charte n'a pas de pratique éthique dans son activité. Certains voyageurs, comme La Burle, se méfient de cette profusion de codes et de chartes car cet organisme considère que c'est parfois un prétexte pour se donner bonne conscience à bon compte !

Les chartes associatives

Le mouvement associatif s'intéresse désormais de très près à l'activité touristique. De nombreuses associations expriment leurs objectifs, leurs principes et leurs convictions à travers un texte ou leur revue ou leurs programmes d'activités.

Déclaration d'Imilchil

La déclaration d'Imilchil est la conclusion des journées méditerranéennes sur le tourisme durable organisé par le CCFD à Imilchil, au Maroc en août 2000. Cette rencontre réunissait quelques associations et agences de voyages alternatifs du pourtour de la Méditerranée. Cette déclaration met particulièrement l'accent sur la protection des populations locales en se proposant de travailler à une échelle locale, en prenant appui sur le tissu associatif local. L'activité touristique doit être vecteur du développement, mais ne doit pas se substituer aux autres activités économiques existantes.

La charte du tourisme équitable

Afin de donner un sens précis au terme de « tourisme équitable », la Plate-forme du commerce équitable travaille actuellement en lien avec quelques voyageurs associatifs à la rédaction d'une charte sur le tourisme équitable. Celle-ci devrait être publiée au cours de l'été 2002.

Bien sûr, toutes ces chartes n'ont, à ce jour, aucun caractère contraignant. Qu'elles soient destinées aux professionnels ou aux voyageurs, chacun demeure libre de les appliquer. Même si ces textes sont parfois ambigus, mélangeant bons sentiments et intérêts particuliers, il n'en demeure pas moins qu'ils offrent une analyse intéressante d'un secteur complexe qui a de fortes incidences sur le plan humain et économique. Cependant, ces textes seront moins lettres mortes s'ils sont largement diffusés aux différents acteurs du tourisme et si des systèmes de contrôle arrivent à se mettre en place pour examiner et valider les produits touristiques.

Jusqu'à un temps récent, la diffusion de ces textes a été relativement faible et laissée à un cercle d'initiés. Par contre depuis l'arrivée d'Internet, ces textes sont largement consultables sur le web.

Odile Albert est membre du CDTM. Ce texte est paru dans Tourisme Nord-Sud, nouveaux acteurs, nouvelles pratiques, CDTM-Ritimo, décembre 2001, réactualisé par l'auteur en mai 2002.

« Notre charte est un code de conduite
pour nos clients »

Entretien avec Marc Rousse

Propos recueillis par Valentine Lescot

Terra Incognita est un tour-opérateur qui se dit conscient des aspects destructeurs et néocolonialistes du tourisme et qui s'est doté d'une « charte éthique du voyageur ». Marc Rousse, son cogérant, prend parti pour un tourisme basé à la fois sur la rentabilité financière, l'émotion et la rencontre interculturelle. Contradictoire ?

Ingénieurs sans frontières : Qui sont les initiateurs de Atalante/Terra Incognita ?

Marc Rousse : Christophe Leservoisier et Frédéric Faure sont des passionnés de voyages, de montagne et de sport. Ils ont eu envie de se lancer dans une nouvelle vague du tourisme sportif, le « trek » qui est apparu il y a quinze ans environ. Atalante a ouvert par la suite deux autres structures de voyage : 60° Nord, une société islandaise qui a adhéré au concept de tourisme éthique, mais plus dans le domaine financier de ces deux sociétés.

ISF : Quels étaient les objectifs au départ ?

MR : D'une part d'ouvrir un certain nombre de voyages à pied, ce

qui offre l'avantage du rythme de promenade plus lent donc plus propice pour la rencontre et d'une autre façon d'accéder à un pays par un « prisme d'entrée », par exemple la volcanologie... Nous appelons nos voyages les « voyages de la connaissance » car nous pensons que « pour aimer il faut connaître et pour respecter il faut aimer ».

ISF : Comment avez-vous été amené à établir la « charte éthique du voyageur » que l'on trouve dans vos brochures ?

MR : Au fur et à mesure de leurs expériences d'accompagnateurs, Christophe et Frédéric ont été sensibilisés par le mauvais côté du tourisme. Ils ont vu qu'il possède un impact positif mais aussi négatif car il est destructeur, néocolonialiste... Cette réflexion a amené à rédiger il y a trois ans cette charte éthique du voyageur, avec la participation de Terra Incognita, 60° Nord et Lonely Planet (le plus important éditeur anglophone de guides de voyages). Donc, de l'expérience de terrain est né le principe qu'il n'y a pas de mauvais touristes mais des touristes mal informés, et aussi que le tourisme peut être vecteur d'une économie locale, surtout dans un pays en voie de développement, car c'est un investissement plus léger que l'industrie automobile par exemple. Je vais vous donner un exemple : il y a un an j'ai visité au Sénégal un village éco-touristique. L'idée était de recevoir des petits groupes de clients sans qu'ils n'envahissent le village, partant de l'idée que personne ne voudrait que quelqu'un débarque un jour chez soi, dans sa propre maison. La population locale est à l'initiative de ce village et le gère.

En fait, le voyage est un produit qui se construit quand il se consomme. Le client est l'organisateur et le producteur de son voyage. Seulement, il ne connaît pas le milieu où il va. Il apparaît donc nécessaire de le renseigner. C'est le rôle des professionnels du tourisme. Dans cette optique la charte est une ligne de conduite à respecter pour nos clients. Nous la leur envoyons avant chaque voyage. Après, ils reçoivent un questionnaire avec une rubrique « respect de la charte » où ils émettent leur avis.

ISF : Si vous avez établi une charte éthique, c'est que dans vos précédents voyages vous avez rencontré des expériences négatives qui vous ont poussé à revoir votre concept de départ. On parle alors de « choc culturel ». Avez-vous un exemple à donner ?

MR : Oui et je prendrai le problème de la gestion de la photo. Chez les voyageurs, il y a toujours ce besoin de rapporter des images. Or, dans beaucoup de cas, la population locale a une réaction négative par

rapport à la photo. Elle n'est pas violente, mais elle n'a pas toujours le choix de dire oui ou non. Souvent le guide local préférera maltraiter sa propre culture que de s'opposer au désir du client.

Il y a également le phénomène du « cadeau ou pourboire » sous forme d'argent, de menus objets ou de bonbons pour les enfants. Puis au bout de cinq ans, on s'aperçoit que les enfants ont les dents qui tombent et que la population s'est habituée à recevoir. Elle devient mendicante et une dépendance a été créée. Quand le nombre de touristes augmente, ces conséquences deviennent catastrophiques.

ISF : À l'issue de ce type d'expériences, y a-t-il des endroits où vous n'allez plus ?

MR : Oui. À Chinguetti en Mauritanie où la piste d'aviation accueille de plus en plus de touristes. Nous estimons que le seuil a été dépassé et nous avons écrit une lettre aux clients et à nos partenaires pour leur annoncer que nous arrêtons de travailler sur cette destination.

ISF : Vous proposez dans vos brochures des circuits « ethnologiques ». Ce terme est ambigu. L'ethnologie à la fin du XIX^e siècle désignait l'étude des gens modestes, de leur mode de vie, des traditions, par opposition à l'aristocratie. Étudier les paysans français et les peuples « primitifs » d'Afrique ou d'Amérique du Sud revenait au même. Ne pensez-vous pas conforter l'idée de « l'Occidental moderne » qui vient rendre visite à « ces gens qui vivent encore au néolithique » ?

MR : En fait nous allons changer ce terme, car finalement nous proposons avant tout des voyages d'échange entre deux cultures. Les visiteurs et les visités ont un intérêt respectif à l'issue de ces rencontres. Si nous emmenons un groupe participer, avec les Touaregs, à la traversée du désert dans une caravane, nous signalerons au client que les Touaregs ont un retour financier, qui va leur permettre de continuer leur vie de nomade... Autre exemple : deux personnes, un guide qui a vingt ans d'expérience de désert et une éducatrice de rue, m'ont présenté un projet de voyage pour de jeunes délinquants chez les Touaregs. Le but de cette rencontre est que ces jeunes aient un « choc culturel » positif, où les Touaregs pourront les aider à trouver un fondement à leur vie. En somme, ce sont ces gens du désert qui vont donner à ces jeunes exclus de leur société occidentale les clés d'accès à leur propre société. Ce projet a une dimension très philosophique, mais je pense qu'une rencontre entre deux cultures faite à

«échange égal» est porteuse de beaucoup de richesses. Pour la population locale, l'ouverture à une culture dominante peut être positive si cela se fait par un tourisme respectueux. Un jour, les Touaregs m'ont demandé quel intérêt ont les Occidentaux qui ne connaissent ni la soif ni la faim, ni la précarité matérielle, ni un climat aride, de partir dans le désert faire de la marche... Je leur dis que le voyageur occidental trouve quelque chose au-delà de la pauvreté matérielle du pays visité.

ISF : Quelle est votre réflexion par rapport au tourisme équitable ou durable ?

MR : Il y a de plus en plus de gens qui veulent un tourisme authentique dans lequel ils peuvent véritablement avoir une émotion forte liée à un échange. Le problème est que l'on revendique la culture et le droit au voyage accessible à tous. Mais le voyage démocratique pour l'instant n'existe pas. Mieux vaut envoyer des petits groupes de quinze personnes étalés sur l'année que des charters entiers à une période précise, pour réduire les coûts. Un voyage bien organisé, réfléchi qui prend en compte les intérêts des pays d'accueil coûte plus cher. Donc la sensibilisation à un tourisme respectueux est lié à l'éducation et à l'augmentation du pouvoir d'achat.

Texte paru dans la revue Ingénieurs sans frontières, n° 48, 3^e trimestre 2000, p. 12-13.

Troisième partie

Un nouveau tourisme en action panorama d'expériences

« Si tu n'as pas étudié, voyage. »
(proverbe africain)

Résolues à ne pas en rester au stade des imprécations, de nombreuses associations du Nord comme du Sud, des organisations internationales et des agences de voyage se sont attelées à démontrer que le tourisme équitable pouvait rapidement devenir une réalité.

Le panorama qui suit se propose de réaliser un inventaire non exhaustif des multiples initiatives qui se font jour depuis plusieurs années. Certaines sont bien avancées, à l'image de l'expérience des villages d'accueil au Burkina Faso, tandis que d'autres en sont à leurs prémices comme celle qui a démarré en Albani en 2001. Certaines, comme cette dernière, expriment une demande des populations elles-mêmes tandis que d'autres sont avant tout le fait d'organisations occidentales, comme celle visant à revitaliser des oasis en Mauritanie. Les unes mettent en avant le sauvetage d'un patrimoine culturel, comme c'est le cas au Laos et au Maroc. D'autres misent sur le développement économique de régions oubliées ; il en va ainsi des expériences chilienne, albanaise ou mauritanienne. La pratique de l'écotourisme chez les Amérindiens d'Amazonie se présente, quant à elle, sous un jour avenant, en opposition avec le portrait que Jean-Claude Monod dressera plus loin du même type de tourisme en Papouasie Nouvelle-Guinée.

Des expériences qui sont autant de chroniques d'un activisme rassurant, même si elles ne sont pas exemptes, à des degrés divers, de certaines ambiguïtés que chacun, selon ses attentes et ses convictions, aura tout le loisir de pointer. Un matériau exceptionnel en tout cas pour initier une réflexion sur un mouvement en pleine expansion.

Tourisme et développement solidaires : villages d'accueil au Burkina Faso

«Tourisme et développement solidaires» s'est inspiré des modèles français de l'agritourisme et du tourisme social pour élaborer un concept d'organisation touristique adapté aux communautés rurales burkinabé et répondant à la demande croissante des touristes du Nord désireux de donner du «sens» à leurs voyages.

Tourisme et développement solidaires a été créé en 1998 par Bénédicte Merlant et Pierre Martin-Gousset pour rassembler toutes les compétences nécessaires à la mise en œuvre et au développement de nouvelles formes de tourisme et du concept de «Villages d'accueil-TDS».

Le projet veut permettre à des communautés rurales dans les pays du Sud, sélectionnées pour leur dynamisme et la qualité de leur environnement socioculturel, de s'approprier l'outil d'un tourisme de rencontres et d'échanges, qui devienne un véritable levier de leur développement.

Une ouverture sur l'extérieur

Le projet est réalisé au Burkina Faso, pays parmi les plus pauvres de la planète, mais qui présente de nombreuses potentialités pour un tourisme d'échanges : une population tolérante et très hospitalière, des traditions artisanales, artistiques et culturelles vivantes et variées, un réseau d'infrastructures de base satisfaisant (routes, aéroports, moyens de transports, couverture sanitaire, etc.), une faune et une

flore intéressantes, des paysages variés (du Sahel à la forêt humide), etc.

Les villages burkinabé vivent essentiellement de l'agriculture et sont souvent confrontés à des problèmes quand il s'agit de valoriser leurs ressources naturelles car ils sont souvent trop éloignés des marchés urbains et autres zones d'échanges. L'agriculture de subsistance et les autres activités traditionnelles ne peuvent dès lors suffire à maintenir une population en forte croissance démographique.

Le tourisme de découverte et d'échange proposé par «Tourisme et développement solidaires» constitue alors une nouvelle piste de valorisation pour les villageois, en même temps qu'il permet de procurer des activités qualifiées aux jeunes du village, ainsi qu'une ouverture sur l'extérieur, essentielle au processus de développement.

Villages d'accueil

L'ambition de Tourisme et développement solidaires est de créer un label international de tourisme équitable dans les pays du Sud basé sur un concept innovant de «Villages d'accueil».

Développement et tourisme doivent aller de pair pour le maintien des villages dans le réseau des «Villages d'accueil». Pour cela, le tourisme doit rester une activité d'appoint saisonnière qui complète des activités traditionnelles et non s'y substituer au risque alors de devenir une finalité dénuée de sens. Un contrat entre le village et Tourisme et développement solidaires est garant de ce principe.

Un contrat de partenariat lie chaque «Village d'accueil» et TDS. TDS a la charge d'assurer le «remplissage» annuel (démarchage sur le marché local et européen et organisation pratique des voyages : TDS a le statut d'association de voyages agréée), de garantir la qualité des prestations proposées (respect du label), de s'assurer de la «déontologie» des touristes démarchés (préparation au voyage) et de contrôler l'affectation effective des bénéfices à des projets de développement.

Les relations financières entre TDS et le «Village d'accueil» sont claires : le «Village d'accueil» facture à TDS chaque séjour touristique. TDS, lui, facture ce séjour aux touristes en majorant de 20 % le prix payé au «Village d'accueil» pour couvrir ses frais de gestion.

Tourisme et développement solidaires

La formation des acteurs locaux prend une place très importante dans le dispositif, de même que la cogestion des équipements et de l'activité par l'ensemble des représentants des communautés d'accueil :

c'est tout le village qui reçoit et non pas un groupe d'individus. Les bénéficiaires vont à la collectivité, selon ses besoins.

Au sein d'un même pays, les « Villages d'accueil » sont cooptés entre eux et solidaires dans leurs activités au sein d'une union nationale qui protège et promeut, par délégation — le concept de « Villages d'Accueil » et les valeurs humanistes qui s'y rattachent.

Identification des unités de base

L'obtention du label « Village d'accueil » est l'aboutissement d'un long processus de formation et d'apprentissage mené par Tourisme et développement solidaires en coopération avec ses partenaires locaux : villages d'accueil existants, ONG, bailleurs de fonds, etc. TDS sélectionne les villages sur la base de critères démographiques (plus de 3 000 habitants, etc.), sociologiques (forte cohésion sociale, etc.), techniques (forage de qualité, etc.), environnementaux, etc. Mais le premier de ces critères reste bien sûr la qualité du plan de développement défini par la communauté villageoise, le tourisme étant un des moyens de réaliser ce plan.

Doudou, un village situé en pays Gourounsi, à 1 h 30 en voiture de Ouagadougou et à 30 minutes de Koudougou, le chef lieu de province, a été le premier « village d'accueil ».

C'est un gros bourg agricole de 4 000 habitants situé un peu à l'écart de la route menant de Koudougou au Mali. À partir de cette expérience, Tourisme et développement solidaires a pu définir une approche méthodologique rigoureuse pour mettre en place un premier réseau de « Villages d'accueil » au Burkina Faso en s'appuyant sur des programmes basés sur une logique de développement territorial intégré (PDL, PNGT, Geprenaf, etc.).

Cette méthodologie vise — sur un territoire donné — à amener progressivement une communauté d'accueil potentiellement intéressante à devenir « Village d'accueil » et pour cela l'aider par des outils appropriés (conseils, formations, suivi, financement) à :

- définir son projet touristique (objectif, organisation, produits, animations, gestion, etc.) en l'associant étroitement à son plan de financement ;
- mettre en place son organisation (personnel, conseil de gestion, réseau de prestataires associés, etc.) et ses aménagements touristiques (campements, équipements, etc.) ;
- l'initier progressivement à l'accueil touristique par l'organisation de séjours en nombre croissant ;
- l'intégrer au sein du réseau national « Villages d'accueil ».

Chaque « Village d'accueil » est recruté par cooptation par les autres « Villages d'accueil » du pays, leur labellisation par « Tourisme et développement solidaires » venant après un long processus de sélection et de préparation associant les « Villages d'accueil » existants qui les intègrent au sein de leur organisation fédérative nationale.

La mise en place d'un « Village d'accueil »

La mise en place d'un « Village d'accueil » se fait en trois phases planifiées sur quatre ans.

- Phase A. Établir un diagnostic touristique du territoire d'accueil pressenti : identifier les acteurs potentiels (« Village d'Accueil » et prestataires associés) — Organiser un séjour test de mise en situation. Cette phase est d'une durée de 12 mois en année 1. Son coût est estimé par territoire d'accueil à 21 300 000 FCFA.

- Phase B. Consolider le « Village d'accueil » stagiaire et les prestataires associés du terroir d'accueil dans leur organisation et développement touristique. La durée de cette phase est de 12 mois en année 2. Le coût estimé par territoire d'accueil est de 31 615 000 FCFA.

- Phase C. Mise à niveau annuel du « Village d'accueil » et des prestataires associés du terroir d'accueil. Durée : 24 mois en années 3 et 4. Le coût par territoire d'accueil est estimé à 1 410 000 FCFA/an.

Coût total de la mise en place d'un « Village d'accueil » : 55 745 000 FCFA.

Fonctionnement

Dans chaque « Village d'accueil », un conseil de développement est mis sur pied, qui est composé des représentants de la communauté villageoise. Son rôle consiste à animer une équipe formée à l'accueil et à gérer en pleine propriété une case de passage construite de manière traditionnelle au sein du village.

C'est là que sont logés les touristes qui sont invités, au gré de leurs envies, à découvrir et partager activement la vie de la communauté d'accueil en pratiquant différentes formes d'activité ludiques : des excursions et visites du pays (à pied, en vélo, en voiture), des stages d'apprentissage et de création avec les artisans et artistes locaux, des soirées récréatives avec les villageois, des rencontres débats avec les acteurs locaux du développement etc.

Le conseil de développement villageois gère également les équipements touristiques dédiés à cette activité, contrôle la bonne intégration des animations touristiques au contexte local et décide de

l'affectation des bénéfices à des projets collectifs de développement.

La gestion au quotidien des séjours est assurée par une équipe de personnel (une vingtaine de jeunes hommes et de jeunes filles sont formés pour la constituer), coordonnée par un gérant et placée sous le contrôle d'un conseil de gestion, constitué d'une demi-douzaine de «sages» choisis par le conseil de développement pour superviser cette activité touristique et lui en rendre compte.

Chaque village d'accueil reçoit des groupes d'une dizaine de voyageurs à raison de six à huit groupes par an, au cours de la saison sèche, lorsque les travaux des champs n'accaparent pas les villageois.

La découverte de la vie villageoise, la manière d'intégrer le patrimoine naturel et humain dans la vie économique et sociale quotidienne, l'initiation aux arts et traditions culturelles et artisanales, etc., sont autant de supports d'échanges très riches car basés sur un contact direct.

La finalité n'est pas de transformer ces villages ruraux en destination touristique, mais bien de favoriser la connaissance réciproque, tout en permettant à ces villages de dégager des bénéfices significatifs pour leurs propres projets, de valoriser leur patrimoine tout en le faisant évoluer, de trouver de nouveaux débouchés pour leurs productions locales (artisanat, produits du terroir, etc.).

Retombées

Le bénéfice de cette activité est considérable, non seulement en termes économiques (de 60 000 à 80 000 FF de chiffre d'affaires annuel, dont 15 000 à 20 000 FF net réinvestis dans des projets collectifs), mais également en termes d'ouverture sur l'extérieur avec de nouvelles formes de relations Nord/Sud valorisantes et dynamisantes pour le village.

« Le fait que Doudou soit devenu village d'accueil ne représente pas qu'un intérêt financier, assure Georges Zongo, le vice-président du comité de gestion. Par exemple : les formations à l'hygiène, à la santé ou à la gestion de l'eau que TDS a organisées pour les gens qui travaillent au campement ont profité à de nombreux autres villageois grâce au bouche à oreille. Le projet touristique entretient également une dynamique de discussion et de projets dans le village. Et puis, il ne faut pas oublier les échanges avec les hôtes qui sont enrichissants pour tout le monde. »

L'affectation des fonds récoltés grâce à l'accueil des voyageurs a été faite par le comité en séance publique après consultation des groupements de village : construction du second logement des instituteurs (pour compléter celui construit et financé avec les bénéfices de la saison précédente) et d'un bâtiment abritant le moulin à karité (pour

le groupement des femmes), réparation de deux forages (pour des groupements de quartier), prise en charge de certains liée à la poursuite de la scolarisation d'enfants du village (pour l'association des parents d'élèves) et construction d'une piste de danse pour la maison des jeunes. Un grand concours d'hygiène et de propreté des concessions et des quartiers du village a été organisé avec de nombreux prix.

Cette nouvelle activité touristique suscite de nombreuses initiatives. Un groupement de femmes a ainsi décidé de créer un jardin potager pour vendre sa production au campement qui s'approvisionnait jusqu'alors à la ville voisine. Et d'autres se sont lancées dans la confection de jolis T-shirts en batik «bienvenue à Doudou» vendus à la boutique du campement et portés également par le personnel. Surtout le village va contacter l'organisme qui gère le nouveau programme de développement local (PDL) de la zone pour déposer un plan de développement dont l'autofinancement nécessaire de 10 % sera apporté par les bénéficiaires de Village d'accueil. La construction d'un dispensaire a débuté et son ouverture est prévue pour environ début 2002.

Évaluation

Tourisme et développement solidaires vient d'entamer l'évaluation et la consolidation de son action. Un premier bilan de l'activité a été réalisé en avril à Doudou et Korézéïna par un membre de l'association, André Dollfus, consultant de son état. Un audit de l'ensemble de la démarche engagée par TDS sera ensuite réalisé par un cabinet extérieur. Tout ce travail permettra d'élaborer un schéma d'intervention sur de nouveaux villages, de définir le contenu des formations aux villageois, de préciser le fonctionnement du réseau... bref, de formaliser la méthode d'organisation et d'intervention de TDS. Cette mission est financée par le ministère des Affaires étrangères, qui, si les résultats s'avèrent positifs, pourrait financer la création de villages d'accueil dans trois ou quatre pays d'Afrique. À suivre...

Perspectives

L'expérience réussie de Doudou a permis de crédibiliser le travail de TDS sur le terrain et en France et conduit aujourd'hui à vouloir mettre en place le second volet opérationnel du projet TDS, à savoir la création d'un réseau de villages d'accueil, d'abord au Burkina Faso, puis progressivement dans les pays limitrophes (Niger, Mali, Bénin) et enfin sur d'autres destinations pour lesquelles l'association a été sollicitée (Madagascar, Amérique latine, Vietnam, etc.)

Il n'est pas utopique de penser sortir de la fatalité du sous-développement, contribuer à une plus grande solidarité Nord/Sud en aidant les pays du Sud à se positionner sur le premier secteur d'activité économique mondiale qu'est le tourisme. Des solutions concrètes et reproductibles peuvent être trouvées — c'est le pari que s'est fixé «Tourisme et développement solidaires» avec ses partenaires au Nord et au Sud.

Article paru dans le journal Échos du Cota, n° 91, juin 2001, p. 3-5.

Des Amérindiens optent pour l'écotourisme

Sylvie Blangy

Au cœur de la forêt humide de l'Équateur, à 45 minutes à pied de leur village, un petit groupe de Huaoranis, peuple amérindien de l'Amazonie, a construit une case au toit de palmes pour huit personnes. Un seul groupe de touristes par mois est accepté, pour deux à six jours : les Huaoranis craignent qu'une grande affluence ne menace leur style de vie traditionnel de chasseurs-cueilleurs et n'introduise de fâcheuses habitudes de consommation.

Mais, pendant ce bref séjour, on accorde la plus grande attention aux visiteurs. Les représentants de la communauté les accueillent à leur arrivée et discutent avec eux de leurs problèmes écologiques et sociaux. Au cours de cette première réunion, chaque touriste paye le prix de ses nuitées au chef de la communauté, qui répartit l'argent entre toutes les familles. Les salaires des divers employés (guides, agents d'entretien, pilotes de canoë, etc.) sont fixés au double de ce qu'ils gagneraient en travaillant pour les compagnies pétrolières, principale source alternative de revenu. Les guides huaoranis accompagnent leurs hôtes en randonnée et leur font découvrir les plantes médicinales, l'écologie de la forêt humide, la relation qu'ils entretiennent avec l'environnement, et l'artisanat local. Les touristes sont invités, de retour chez eux, à faire connaître les efforts des Huaoranis pour défendre leur terre et leur culture. Cette initiative a suscité des dons, qui ont financé des ateliers de formation, des stations de radios ou des panneaux solaires.

Ce projet a reçu le prix du meilleur programme d'écotourisme à l'Expo Tourism de Berlin en 1998. Il a fallu neuf mois de réunions de réflexion et de mise au point parmi les Huaoranis pour élaborer une stratégie détaillée, en étroite association avec *Tropic Ecological Adventures*. Ce tour-opérateur, qui a une longue expérience de travail avec les communautés indigènes, avait notamment attiré l'attention du monde sur le contentieux entre les Huaoranis et l'industrie pétrolière. Ils ont défini leurs propres règles sur le tourisme, mais ils se sont aussi assurés, grâce à ce partenariat, une vitrine indispensable sur le marché international du voyage. En développant l'écotourisme autogéré, ils se sont aussi ouverts d'autres horizons : ils n'avaient le choix auparavant qu'entre travailler dans le pétrole ou dans l'exploitation forestière.

Des revenus supérieurs à ceux du pétrole

Nombreuses sont les communautés indigènes qui voient dans l'écotourisme le moyen le plus rationnel de protéger la forêt humide, d'assurer des emplois aux jeunes et de dégager des fonds pour l'éducation, la santé ou les transports, tout en préservant leur intégrité culturelle. L'Équateur est un véritable laboratoire de l'écotourisme communautaire : selon certains écologistes, les revenus du tourisme en forêt amazonienne pourraient finir par dépasser ceux du pétrole.

Ainsi, les Amérindiens Cofans ont mis au point à Zabalo (Équateur) un mode de gestion assez élaboré, sous la direction de Randy Borman, fils d'un missionnaire américain qui a grandi parmi eux et a joué un rôle clef dans leur résistance aux tentatives de prospection des compagnies pétrolières sur leur territoire. En 1992, il a créé une société gérée par la communauté, avec dix associés cofans qui ont construit des cases pour les visiteurs. D'autres membres de la communauté sont rétribués pour divers travaux et un petit magasin coopératif d'artisanat a été ouvert. Ces initiatives rapportent aux Cofans de Zabalo environ 500 dollars par an et par personne. Leur projet a aussi une nette dimension écologique : des territoires séparés sont assignés à la chasse et à l'écotourisme ; les Cofans sont mis à l'amende s'ils capturent certaines espèces particulièrement appréciées des touristes, comme les toucans et les perroquets, ou dépassent les quotas dans les zones de chasse.

Ces projets exigent d'étroites relations avec un partenaire connaissant bien le marché du voyage ainsi que les réalités des communautés indigènes. Il leur faut, de plus, cinq ans pour devenir commercialement viables. La formation est la clef de toute entreprise réussie. Il importe que certaines notions de base, comme la ponctualité ou l'hygiène dans la préparation des aliments, soient bien comprises par

la communauté. Pour qu'un véritable échange ait lieu pendant le séjour, il faut aussi que les guides sachent comment parler aux visiteurs de leur mode de vie et de leur environnement naturel, ou apprennent à ralentir l'allure quand ils conduisent des groupes en forêt, par exemple. Le tout requiert une bonne dose de dialogue et une unité autour d'un chef respecté.

D'autres pays et continents s'efforcent aussi de pénétrer cette niche de l'écotourisme, qui attire de plus en plus de voyageurs nord-américains et européens. Au Venezuela, les Amérindiens Pemons acceptent 100 touristes par jour, qui arrivent par avion d'une station balnéaire de l'île Margarita pour visiter Salto Angel, la plus haute cataracte du monde, dans le Sud-Est du pays. Ils accompagnent les touristes aux chutes et leur servent un repas, mais ils ont aussi construit un village de 10 cases traditionnelles, à une heure de route du leur, pour des groupes qui passent la nuit sur place. Les revenus du tourisme (les Pemons reçoivent environ 25 dollars par nuit et par visiteur, l'excursion coûtant en tout 70 dollars) ont servi à ouvrir une école et un dispensaire ainsi qu'à compenser la baisse des aides de l'État.

Les Ye'Kuanas ont obtenu du gouvernement vénézuélien le droit de gérer l'occupation des sols dans une réserve forestière, dont une partie, isolée par une barrière naturelle (une cataracte du fleuve Caura), a été interdite aux touristes. Dans le reste de la réserve, ils ont construit des cases et organisé des itinéraires, en coopération avec Natura Raid, un tour-opérateur de Caracas.

De par le monde, la conscience écologique s'est développée et des touristes toujours plus nombreux veulent savoir comment leurs voyages « aventure et découverte » bénéficient aux communautés indigènes. Celles-ci réagissent en unissant leurs forces pour mieux faire connaître leurs projets et élaborer des normes communes. En Équateur, la Confeniae, confédération de peuples indigènes du bassin de l'Amazone, a publié des principes directeurs de gestion de l'écotourisme. Pour évaluer la politique environnementale des tour-opérateurs, l'Association équatorienne d'écotourisme a conçu des méthodes aujourd'hui reprises dans d'autres pays latino-américains. En Afrique, la Namibie a créé en 1995 une Association nationale du tourisme communautaire (la Nacobta), qui regroupe 41 communautés appartenant à un large éventail de groupes ethniques. Elle conseille et forme celles qui souhaitent lancer des projets, tout en étant très présente dans les foires internationales du voyage. Beaucoup d'experts voient dans la Nacobta l'une des approches les plus rationnelles pour promouvoir et défendre un type de tourisme qui est, par définition, à petite échelle et très personnalisé.

Le défi consiste aujourd'hui à concevoir des stratégies nationales

privilégiant la formation, l'accès aux marchés et aux capitaux, et les normes de sécurité. Ces problèmes seront à l'ordre du jour de l'assemblée générale de la Société d'écotourisme, qui se tiendra en décembre 1999 à Quito, à l'invitation du gouvernement équatorien. Ce geste de l'État est un nouveau signe de l'influence acquise par les peuples indigènes au niveau national, le tourisme n'étant qu'un des moyens utilisés pour se faire entendre. «À la différence du pétrole, remarque un tour-opérateur équatorien, le tourisme est une activité durable.»

Sylvie Blangy est directrice du département tourisme de la société française Seca, spécialisée dans la protection et la gestion des sites naturels. Cet article est paru dans la revue Le Courrier de l'Unesco, juillet-août 1999.

Références

- Epler-Wood, Megan, *Meeting the Global Challenge of Community Participation in Ecotourism : Case Studies and Lessons from Ecuador*, USAID, The Nature Conservancy, 1998.
- Karwacki, Judy, « Indigenous Ecotourism : Overcoming the Challenge », *The Ecotourism Society Newsletter*, premier trimestre 1999.
- Drumm, Andy, *New Approaches to Community-based Ecotourism Management ; Learning from Ecuador, Ecotourism, A Guide for Planners and Managers*, tome II, The Ecotourism Society, 1998.
- L'Association NACOBTA de tourisme communautaire a le site suivant sur Internet : nacobta@iafrica.com.na
- Le site de la Société d'écotourisme (www.ecotourism.org) propose un itinéraire virtuel, l'« explorateur de l'écotourisme ».

Tourisme vert dans le désert : la revitalisation des oasis de Mauritanie

Yves Hardy

En dromadaire, en 4x4 et en autorail : Maurice Freund, l'homme des premiers charters français, amène des touristes dans le désert mauritanien. Avec le souci d'en partager les retombées avec les populations locales. Reportage.

À partir de Chinguetti, la porte du désert, les ergs, plates étendues parsemées de débris de roches, cèdent le terrain au sable qui ondule jusqu'à l'horizon. Le chauffeur du 4x4 trace depuis une heure une piste aléatoire entre les croissants bosselés. Au détour d'une dune, un troupeau de dromadaires jette un regard apparemment dédaigneux sur les intrus qui troublent leur quiétude. Plus loin, une tente surgit dans le décor. Là vit une famille nomade, la seule à des kilomètres à la ronde.

Ces paysages ne sont le plus souvent entrevus que lors de la couverture télévisuelle du rallye Paris-Dakar. Au-delà des images furtives, les lieux méritent une pause prolongée. Pourquoi ne pas tenter une approche touristique originale ? Cette idée simple était aussi un souhait partagé par quelques décideurs mauritaniens et un aventurier passionné par le désert et les chemins de traverse, Maurice Freund. La rencontre des intéressés est à l'origine de la conclusion d'un partenariat entre un tour-opérateur, le Point Afrique et la puissante Société nationale des industries minières mauritaniennes (Snim) qui exploite le gisement de fer mauritanien. C'est ce surprenant attelage qui pro-

pose aujourd'hui des circuits découvertes dans le nord-est du pays.

Mohamed Saleck Ould Heyine, directeur de la Snim, ne dissimule ni ses motivations ni ses appréhensions de départ : « En misant sur le tourisme dans un triangle excentré (Atar-Chinguetti-Zouérate), nous visons à un rééquilibrage régional. Le sud du pays bénéficie du fleuve Sénégal, les côtiers s'adonnent à la pêche et ceux de l'Est, à l'élevage. Dans le Nord, les mines de fer et les oasis ne suffisent pas à fixer la population ». Le pari se heurtait à des obstacles sérieux. « *Nous savions que le désert est un espace fragile, peu propice au tourisme de masse. Et, de toutes façons, il n'y a pas d'infrastructures pour accueillir des milliers de vacanciers. Il fallait inventer autre chose.* »

Ressources locales

La solution a consisté à s'appuyer sur les ressources et les compétences locales. Pas d'hôtel dans les cités des sables ? Nul besoin de dessiner d'ambitieux plans immobiliers. On se contentera de haltes dans les rares auberges existantes, d'un abri sous la traditionnelle *khāïma* (la vaste tente maure) ou d'un bivouac au pied des dunes en tête à tête avec le ciel. Adeptes des seuls « quatre étoiles », préférable s'abstenir.

Surtout, les protagonistes ont impliqué autant que faire se peut les habitants de la zone. À la tête de la branche tourisme de la Snim, Abderrahmane Doua évalue les retombées positives pour l'économie locale. « *L'organisation des circuits, constate-t-il, est créatrice d'emplois. Une dizaine à l'auberge de Chinguetti pour accueillir les randonneurs. De Ouadane à Zouérate, il faut aussi mobiliser chauffeurs de 4x4 et mécaniciens ainsi que des cuisiniers pour la fourniture de repas.* »

Villages réanimés

Dans les rangs des nomades se recrutent les indispensables guides capables de se repérer dans ces espaces infinis ou les chameliers qui conduisent les méharées, caravanes de sédentaires en quête de dépaysement. « *Mes frères aînés se sont déjà exilés dans les *kebbe*, les quartiers populaires de Nouakchott, déplore le jeune Moustapha. Moi, je voudrais continuer à vivre comme mes parents, sous la tente. Si les étrangers viennent nous visiter, ce sera peut-être possible.* » La référence constante à la *khāïma* signale l'attachement à un mode de vie fait de transhumance et de liberté. La tente se plie, ses occupants sont toujours prêts à lever le camp. « *Je connais des contremaîtres de la Snim, poursuit Moustapha, qui ont gardé leur troupeau de dromadaires.* » Sous le salariat, l'esprit nomade !

Depuis peu, un autorail importé de Suisse permet de varier les plaisirs. Grâce aux évitements, le «train du désert» circule sur l'unique voie empruntée par le convoi minéralier qui évacue le fer de Zouerate jusqu'au port de Nouadhibou.

L'attraction ferroviaire est une opportunité pour les oasis disséminées le long du trajet et gagnées par la torpeur. Dans la palmeraie de Char, à cinq kilomètres de la gare de Choum, ne subsiste qu'un seul jardinier. Les voyageurs annoncés obligent à retaper les bungalows en terre et leur toit de palme, à préparer le ravitaillement. *«Au bout du compte, assure Abderrahmane Doua, nombre de villages de la zone revivent.»*

Autre effet bénéfique, la manne touristique contribue à la relance de l'artisanat. Entre deux excursions, un petit groupe de femmes propose de jolies blagues à tabac en cuir, un lot de bracelets, des pinces à épines (utiles pour les marcheurs au long cours), un arsenal de théières (qui président plusieurs fois par jour à de désaltérantes cérémonies). *«Nous évitons les commerçants, ajoutent de concert les responsables de la Snim et du Point Afrique. La priorité est donnée aux artisans et à leur famille sur les intermédiaires de tout poil.»* Aux confins du Sahara, un tourisme différent, à dimension humaine, fait ses premiers pas, en déléguant les responsabilités aux autochtones. Clin d'œil du destin, la soif de désert des modernes pèlerins permettra peut-être aux fils des nuages de poursuivre leur inlassable quête.

Cet article est paru dans la revue Grain de Sel de l'association Interréseaux, n° 10, juillet 1998, p. 10-11.

Le réveil culturel de Luang Prabang

Francis Engelmann

Le vieux Lung Ouane Phothiaphanya est fatigué mais heureux. Dans la grande pièce de Vat Xieng Thong, l'une des plus belles pagodes datant du XVI^e siècle de Luang Prabang — ancienne capitale royale du Laos —, il vient de terminer la répétition quotidienne du théâtre de marionnettes traditionnelles avec ses jeunes élèves. À 75 ans, il est désormais le seul à connaître cet art. *« Nous étions douze autrefois dans ce quartier, je suis le seul survivant. Les répétitions ont commencé il y a deux mois, avec l'aide du ministère de la Culture du Laos, et je crois que les marionnettes sont sauvées »*, dit-il en rangeant les deux morceaux de bois avec lesquels il marque le rythme du spectacle. Autour de lui, les enfants du quartier et quelques touristes sont encore sous le charme de la musique et des gestes gracieux de ses petits personnages de légende, des princes généreux aux démons redoutables, en passant par le comique du bouffon du village.

À l'autre bout de la ville, près du marché Talat Dara, des enfants vont, le soir après l'école et tout le samedi, au Centre culturel de la jeunesse : ils se familiarisent avec la musique, le dessin traditionnel, le tissage et la lecture des contes. *« Nous avons encore beaucoup à faire pour maintenir, développer et transmettre aux jeunes, les aspects immatériels de notre patrimoine comme la danse, la musique, la poésie ou les marionnettes »*, dit Khamphouy Phommavong, responsable provincial du ministère de la Culture. *La musique traditionnelle est restée vivante, la danse reprend. Le tourisme est un stimulant.*»

Une lente ouverture

Luang Prabang vit une sorte de renaissance. L'ancienne capitale du Nord du pays, située sur le haut Mékong, a été durement traitée par le nouveau régime issu de la révolution de 1975, qui a aboli la monarchie et instauré une République démocratique et populaire au Laos. Une partie de la population a été envoyée dans des camps de rééducation. La ville s'est repliée sur elle-même, beaucoup de maisons ont été laissées à l'abandon, la rue principale s'est vidée de ses commerces, les pagodes ont été désertées et les traditions se sont perdues. De rares touristes s'aventuraient dans cette ville fantomatique. La situation a changé peu à peu dans les années 90, avec l'ouverture économique et une attitude plus souple des autorités, qui ont cherché une « nouvelle manière de penser », puis de « nouveaux mécanismes économiques ».

Résultat : la ville, qui compte aujourd'hui 60 000 habitants, a retrouvé vie. Elle a vu s'ouvrir depuis 1995 un grand nombre de petits commerces ou de restaurants. Et les touristes sont revenus. D'après les autorités laotiennes, leur nombre est passé de 19 000 en 1996 à 44 000 en 1998 à Luang Prabang, où 45 établissements hôteliers fonctionnent, contre 6 seulement en 1993. Certes, les autorités ont toujours fait preuve de prudence, craignant qu'une ouverture trop brutale au tourisme s'accompagne d'un développement du trafic de drogue, de la prostitution et d'atteintes à l'environnement.

Néanmoins, les conditions d'entrée ont été assouplies : il n'est plus nécessaire de transiter par des agences de voyage officiellement agréées par les autorités laotiennes, la circulation intérieure n'est plus soumise à autorisation préalable et depuis 1997, un visa est accordé à l'arrivée. De plus, la décision de déclarer 1999 et 2000 *années du tourisme* marque peut-être un tournant dans l'attitude des autorités ou du moins d'une fraction du gouvernement. D'autant que, d'après les chiffres officiels, le tourisme est devenu en 1998 « la première source de revenus du pays ».

Le déroulement de la vie traditionnelle de Luang Prabang est l'un des charmes offerts au promeneur attentif. Les bateaux à moteurs trop bruyants ont été interdits sur le Mékong à hauteur de la ville et doivent s'arrêter un peu plus loin. Les activités religieuses des monastères, le travail des orfèvres, celui des femmes tissant sous les pilotis des maisons, les vieilles femmes portant leur offrande à la pagode : autant de scènes de la vie quotidienne appréciées des touristes. Ceux-ci sont plus nombreux au moment des fêtes religieuses ou ethniques de Luang Prabang, réputées au Laos et à l'étranger. La plus grande d'entre elles, le Nouvel An laotien à la mi-avril, est marquée par des

défilés, des danses et la procession du Bouddha Phra Bang, protecteur de la ville. À ces festivités, qui ont repris leur éclat, il faut ajouter les diverses cérémonies familiales, auxquelles les visiteurs de passage sont souvent très aimablement invités.

Cette renaissance culturelle va de pair avec un travail de plus longue haleine pour préserver la qualité architecturale de la ville, une préoccupation qui remonte à une dizaine d'années. « *En 1990, nous n'envisagions qu'un plan limité de restauration de l'ancien Palais royal et des plus belles pagodes de la ville, se souvient Thongsa Sayavongkhamdy, directeur des musées et de l'archéologie à Vientiane, la capitale du Laos. Progressivement, nous avons pris conscience que la beauté de Luang Prabang formait un tout : l'architecture religieuse mais aussi les maisons qui entouraient ces édifices et enfin la nature, écrin de cet ensemble.* » Une zone de protection de la vieille ville a été délimitée. Un plan de sauvegarde et de mise en valeur est presque achevé. Des solutions sont à l'étude pour améliorer le traitement des eaux usées. Un plan de développement urbain plus large permet de définir les extensions futures et l'installation de nouvelles activités économiques dans le quartier du nouveau stade, en aval de la vieille ville.

Et, depuis que Luang Prabang a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 1995 — la ville compte 600 édifices classés — un grand nombre de maisons ont été réhabilitées dans le respect du style traditionnel. Beaucoup de koutis, habitations des moines significatives de l'architecture de Luang Prabang, ont été restaurés ou même reconstruits sur des plans anciens. Les plus belles pagodes, où s'affairent des ribambelles de jeunes novices en robe safran (issus généralement de familles pauvres, ils y poursuivent leurs études secondaires grâce aux dons des fidèles), n'échappent pas au mouvement.

Institution originale, la Maison du patrimoine est l'institution clé de cette réussite de la sauvegarde du patrimoine architectural de Luang Prabang. Elle regroupe plusieurs ministères et bénéficie d'une importante aide internationale. « *Les rues, les quais du Mékong et de son affluent ont été restaurés en priorité, explique le Français Laurent Rampon, l'un des trois experts étrangers permanents de cette Maison du patrimoine, dont il est l'architecte principal. Nous cherchons maintenant à assainir et embellir les venelles qui mènent à des édifices importants, comme la maison de Lung Khamlek.* » Cette grande construction sur pilotis est l'un des rares témoignages de l'architecture aristocratique précoloniale de la ville. Sa restauration, qui vient de s'achever, a permis un chantier exceptionnel pour le travail du bois.

Les bonzes et les nouvelles règles du jeu

Les Luang Prabangais viennent chercher aide et conseils à la Maison du patrimoine pour construire, réparer ou agrandir leurs maisons dans la zone protégée. Aucun projet de construction ne peut être réalisé sans son accord : il s'agit de s'assurer que les projets sont bien en harmonie avec le style de la vieille ville. Mais les contraintes de la réglementation nouvelle et le souci de l'intérêt collectif ne sont pas toujours facilement acceptés par tous. Certains bénéficient du tourisme, mais d'autres ne perçoivent du classement sur la Liste du patrimoine mondial que des interférences dans la possibilité de modifier sa maison à sa guise ou de combler une mare au fond de son jardin.

Même les bonzes ont parfois du mal à accepter les nouvelles règles du jeu. *« Pourquoi voulez-vous que je demande quelle est la couleur des tuiles autorisée pour refaire la toiture de ma pagode à quelqu'un qui se met généralement à genoux devant moi ? »* demande un des quelques vénérables qui supporte difficilement de ne pas être le maître absolu de son monastère. Un projet particulièrement tourné vers les bonzes devrait prochainement voir le jour avec un soutien norvégien, pour mieux impliquer le clergé bouddhique, conserver l'authenticité du patrimoine religieux, revitaliser certaines techniques qui sont l'apanage traditionnel des bonzes comme la peinture au pochoir, la laque, la dorure, la sculpture des motifs religieux.

« Nous voulons nous appuyer sur la population et faire en sorte que la protection du patrimoine lui profite, affirme Chansy Phosikham, le gouverneur de Luang Prabang. Nous devons penser au développement économique et social de toute la ville. » L'idée de prélever une faible taxe de séjour sur les activités touristiques est dans l'air. Laurent Rampon l'appuie. *« Cela permettra, en particulier, de subventionner des matériaux de construction traditionnels, aujourd'hui trop coûteux pour beaucoup de propriétaires modestes et, de plus, parfois de médiocre qualité »,* estime-t-il. Reste à faire accepter cette taxe par la population.

Malgré les difficultés, un travail considérable a été accompli à Luang Prabang. Une partie des acquis vient d'un soutien international adapté, notamment de la part de l'Union européenne, de l'Unesco et du gouvernement français. *« L'analyse des matériaux anciens oubliés, des enduits à la chaux, des torchis traditionnels par exemple, a été réalisée par des laboratoires étrangers, dit M. Phommavong, du ministère de l'Information et de la Culture. Nous avons aussi bénéficié de l'appui de spécialistes qui sont restés longtemps à nos côtés, avec lesquels nous avons appris peu à peu. Et nous n'aurions pas pu accomplir tout ce travail sans le soutien infatigable d'Yves Dauge. »* Le député-maire de la ville de Chinon (centre de la France) a engagé une « coopération décen-

tralisée» entre les services des deux villes (une première pour le Laos) et s'est fait le défenseur de Luang Prabang auprès des institutions internationales. Yves Dauge souligne que, après la méfiance des autorités au départ, la confiance s'est instaurée : les autorités laotiennes ont toujours gardé la maîtrise des opérations.

De leur côté, les responsables du ministère laotien de la Culture estiment que l'expérience de Luang Prabang a eu un impact important sur les mentalités. Elle a amené « *la production de textes réglementaires et surtout une attitude nouvelle des autorités vis-à-vis du patrimoine*, estime ainsi Thongsa Sayavongkhamdy. *Les responsables des autres provinces du Laos viennent voir ce qui se fait à Luang Prabang et y cherchent l'inspiration.* »

Mais, « *le vrai trésor de Luang Prabang, c'est la gentillesse et la générosité de ses habitants*, dit Santi Inthavong, qui a restauré une ancienne maison princière pour en faire un hôtel. *Ce patrimoine aussi est fragile, s'inquiète-t-il, résistera-t-il au développement du tourisme ?* »

Francis Engelmann est auteur d'un livre intitulé Luang Prabang, capitale de légende (publié en français et en anglais chez ASA éditions, Paris). Il a vécu au Laos de 1991 à 1996. Cet article est paru dans la revue Le Courrier de l'Unesco, juillet-août 1999.

Un projet de développement par le tourisme : le cas d'une communauté mapuche au Chili

Olivier Biarrotte-Sorin

Bien qu'il ne figure pas parmi les 40 pays les plus visités, le Chili est un pays dont l'activité touristique est en expansion. La diversité de ses climats, de ses paysages et de sa population, l'accueil chaleureux de ses habitants et surtout le retour à la démocratie en 1989 contribuent à une croissance régulière du nombre de visiteurs. Si le cuivre, le bois et ses matières dérivées ainsi que les produits de la pêche restent encore les secteurs d'activité économique les plus importants, on peut s'attendre à une forte progression du tourisme dans les prochaines années.

Le secteur touristique est géré par une institution nationale : le Sernatur (Servicio Nacional de Turismo). Cette organisation est divisée en 13 délégations, une dans chaque région. Elle remplit deux principales fonctions : procurer aux touristes les informations utiles à leur séjour (logement, loisirs...) et faciliter les initiatives en faveur du tourisme. Elle a produit à cet effet une brochure riche en idées destinées aux entrepreneurs de ce secteur désireux de se lancer dans l'aventure. Elle diffuse également des informations sur la législation en cours.

Jusqu'à présent, le tourisme chilien concernait essentiellement les couches aisées de la population chilienne (souvent des habitants de la capitale) et quelques autres latino-américains (Brésiliens, Argentins...). L'infrastructure de ce secteur est composée principalement

de grands complexes touristiques, peu accessibles aux classes moyennes. L'offre souffre d'un manque de diversité. Dans les zones rurales surtout, on trouve peu de structures d'accueil, et celles qui sont disponibles favorisent le plus souvent un tourisme anonyme, a-culturel et inadapté au contexte local. Il n'est pas rare de voir, par exemple, un hôtel de luxe installé dans une région pauvre.

Une évolution des formes de tourisme

Toutefois, de nouvelles formes de tourisme commencent à se développer : ici et là, des projets de tourisme communautaire, d'écotourisme, de tourisme alternatif apparaissent. Si l'écotourisme connaît déjà depuis plusieurs années un succès particulier, le tourisme communautaire, dont les populations indigènes se veulent être les premiers acteurs, est un phénomène en pleine émergence.

Dans la huitième région, l'*Araucania*, terre culturellement *mapuche*¹³, le développement de cette forme de tourisme est notable. Il suffit de longer la route côtière au Sud de Concepción jusqu'à la neuvième région pour passer près de plusieurs petits campings naissant. Au Nord de Tirua¹⁴ autour du Lac *Lleu-Lleu*, connu pour la beauté du site, on n'en dénombre pas moins de 17. Tous sont situés sur les terres de communautés mapuches et sont entièrement autogérés par elles. Les structures sont souvent bien précaires et réduites au strict nécessaire : sanitaires, robinets d'eau potable, parfois des douches. Le visiteur peut planter sa tente aux abords du lac et est libre d'entrer en contact ou non avec les familles riveraines. Certaines communautés voudraient pouvoir loger les visiteurs dans de meilleures conditions, comme par exemple des petites habitations en bois. Plusieurs communautés ont des projets similaires mais manquent de moyens pour les réaliser.

À Tirua, il existe aujourd'hui au moins trois initiatives de développement de tourisme communautaire. À Quidico, une communauté projette d'ouvrir un camping sur ses terres. À Puente Tierra, une communauté en a déjà ouvert un, encore très sommaire.

En se décidant d'accueillir des touristes, ces familles tentent d'améliorer leurs revenus, pendant les deux mois de la saison touristique (janvier-février). Mais elles veulent également préserver leur patrimoine environnemental et culturel, et leurs terres menacées d'expropriation par des entrepreneurs forestiers très actifs dans cette région.

Un exemple d'initiative locale : une communauté mapuche

À Los Chilcos (une quinzaine de kilomètres au Sud de l'agglomération de Tirua), la communauté indigène Bartolo Leviqueo a projeté il y a quelques années de se lancer également dans l'aventure. Elle montrait ainsi la volonté de tirer parti du potentiel environnemental dont elle disposait : une zone très vallonnée au bord de l'océan, plusieurs plages engoncées dans des baies très calmes et isolées, des fonds marins très riches, et une vie culturelle dense¹⁵.

Cette communauté a obtenu l'installation de l'électricité, de l'eau potable, l'aménagement d'une route jusqu'au site, une aide financière pour acquérir les matériaux nécessaires à la construction des sanitaires et des douches. Les fonds viennent d'organismes publics d'aide au développement et de la commune. Cela a permis l'ouverture d'un camping de douze sites, pouvant accueillir au total une cinquantaine de personnes. L'ouverture a eu lieu en janvier 2001.

Pour cette communauté, ouvrir un camping ne se limite pas à l'exploitation économique d'un potentiel environnemental. Leur démarche englobe toute une réflexion sur l'amélioration de leur environnement. C'est ainsi qu'ils ont planté des plantes et des arbustes traditionnels qui font actuellement défaut sur leurs terres mais qui ont de tout temps été utilisés pour leur alimentation et leur santé. Ce qui permettra aussi de lutter contre l'érosion des sols, qui est un problème fondamental ici.

Le projet a également une vocation communautaire et éducative ; des temps communs sont prévus, afin de favoriser les échanges inter-individuels. À cet effet, la communauté projette de construire une maison d'accueil selon le modèle de la *ruca*, la maison traditionnelle mapuche. Il s'agit d'une maison formée d'une pièce unique au centre de laquelle se trouve un important foyer. Le feu y est entretenu en permanence. On y prépare et consomme des plats, qui permettront notamment de découvrir les fruits de mer, les coquillages et poissons locaux, mais aussi d'y bavarder, échanger, jouer de la musique, visionner des cassettes-vidéos ayant trait à la culture mapuche, etc. Ce lieu d'échange et de rencontre se veut ouvert, convivial et dynamique.

Les membres de cette communauté sont totalement acteurs de ce projet. Ils entendent le mener comme ils l'ont fait jusqu'à présent, en tant que décideurs. Ils montrent par cette initiative qu'un groupe d'individus qui vit dans une précarité chronique et qui a très peu de moyens (essentiellement la main-d'œuvre), peut construire un projet sans intervention extérieure. Sa réalisation matérielle, elle, nécessite certes un appui financier ou matériel. Mais la conception et la réalisation du projet sont entièrement l'œuvre de la communauté.

Cette communauté se pose ainsi comme initiatrice au Sud d'une activité touristique dans laquelle des acteurs du Sud et du Nord auront un rôle à jouer ensemble. En proposant à la fois des échanges interculturels (chiliens/mapuches et étrangers/mapuches), une amélioration et une conservation de l'environnement, un développement économique, un rapport équitable et contrôlé avec ses visiteurs, elle est garante, sans même peut-être le savoir, d'un développement local durable, un développement à l'échelle micro, mais sain.

Ce texte est paru dans Tourisme Nord-Sud, nouveaux acteurs, nouvelles pratiques, *CDTM-Ritimo, décembre 2001.*

Projet touristique en Albanie : la formation comme point de départ

Lilly Sirivong

Dans la région de Durres, située en Albanie, un projet touristique a été élaboré. Son démarrage a eu lieu le 1^{er} juillet 2001. Le marché touristique de la région était jusqu'à présent concentré en un groupe d'hôtels privatisés. Durant la guerre du Kosovo, Durres a accueilli quelque cent mille réfugiés. Après la crise, ces derniers sont retournés dans la région pendant l'été, en tant que touristes. Pour faire face à cette nouvelle clientèle, une amélioration des conditions de vie générales s'imposait. Les résidents de la plage de Durres et des villages alentour se sont alors impliqués dans le développement de l'hébergement chez l'habitant qui s'est retrouvé en concurrence avec les hôtels privés. De plus le gouvernement albanais ne prévoyait aucun plan de construction d'infrastructures tels que de grands hôtels, ce qui a laissé le champ libre aux villas et appartements privés. Cette activité est encore mal orientée et trahit un manque de qualifications et d'expérience de la part des résidents, en particulier les femmes et les jeunes. Cette lacune les empêche de s'adapter à un marché du travail actuellement très changeant. L'organisation non gouvernementale « Care International » s'est associée avec une ONG locale, « Women, Time and Economy » pour attribuer une aide à celles et ceux qui en avaient besoin, particulièrement les femmes au chômage, celles qui tiennent un foyer et les jeunes. Elle consiste à proposer une formation afin que ces personnes puissent gérer correctement l'accueil de touristes. Le

gouvernement n'a pas encore mis au point de projet pour développer cette activité, mais s'est engagée à soutenir toute initiative des ONG. La réaction est également positive du côté des bénéficiaires de l'aide. Elle s'est manifestée par le soin tout particulier qu'ils ont apporté à l'hygiène, à la propreté des lieux où vont séjourner les touristes. Cependant, il manque encore des compétences en matière de gestion, de communication avec les clients qui les empêchent de devenir des acteurs réellement importants du tourisme.

Le projet comprend deux parties, une pour le court terme, l'autre pour le long terme. Pour mener à bien le projet à court terme, plusieurs étapes ont été définies. La formation des bénéficiaires de l'aide va durer en tout six mois. Le plan d'application va d'abord commencer par le recrutement du personnel chargé de la formation. Le nombre de formateurs n'est pas limité. Viendra ensuite le lancement d'une campagne de sensibilisation et d'information à destination des bénéficiaires de l'aide. Cette campagne aura pour but d'exposer les objectifs du projet. À cet effet, des brochures seront distribuées, des entretiens auront lieu, on procédera à la sélection des bénéficiaires de la formation. Les formateurs recrutés viendront de la chambre de commerce de Durres ou de l'Université de Korca. Ils prépareront le matériel et planifieront le programme de formation sur 90 jours. Ce programme comprendra des études de cas, des groupes de discussion, du « remue-méninge », des jeux de rôles, des exercices pratiques, entre autres. Le but est d'enseigner les connaissances managériales en général et les connaissances concernant le tourisme en habitat privé en particulier.

L'objectif du projet à long terme est que cette formation et ce type de tourisme (auquel on a donné le nom de Community-based Ecotourism — écotourisme basé sur la communauté) profitent également à d'autres personnes dans d'autres régions du pays. Ses principes sont les suivants :

- Il suppose que les communautés prennent soin de leurs ressources naturelles, culturelles et traditionnelles afin de pouvoir en tirer des revenus.

- Les personnes ayant bénéficié d'une formation sur le tourisme en habitat privé doivent être impliquées dans chaque aspect de ce tourisme. Elles devront être capables de prendre des décisions en tenant compte des réalités de l'industrie touristique en général, des bénéfices qui pourront en être tirés.

Il doit résulter de ce tourisme, une concurrence plus juste dans ce secteur, une croissance économique de la région, une redistribution des revenus, une amélioration du bien-être des habitants, et une meilleure protection environnementale.

- Une part des revenus générés servira à alimenter un fonds destiné à financer l'application du programme dans d'autres zones du pays.

Les ONG ont plusieurs attentes face à ce projet. Ils désirent nouer un véritable partenariat entre les bénéficiaires et le gouvernement local afin qu'ils collaborent si ce dernier avait l'intention de monter une politique en faveur de ce nouveau segment du marché du tourisme.

Les ONG espèrent aussi par ce projet opérer un changement dans les mentalités. Augmenter la participation des femmes et des jeunes dans le domaine de l'entreprise en Albanie leur permettra sûrement d'augmenter leur statut économique, de changer l'image qu'ils ont d'eux-mêmes dans la société et de renforcer leur position sociale et familiale.

Si ce projet en Albanie a démarré tout récemment, il y a de fortes chances pour qu'il donne de bons résultats, ne serait-ce que parce que la population locale est réellement impliquée dans le tourisme de son pays, mais aussi parce que les ONG ont élaboré tout un programme pour la former et la renseigner sur les exigences du marché.

Ce texte est paru dans Tourisme Nord-Sud, nouveaux acteurs, nouvelles pratiques, CDTM-Ritimo, décembre 2001.

Maroc : la lente renaissance des *qsar*

*Mohamed Berriane,
géographe, professeur à l'Université
Mohammed V de Rabat, Maroc*

De nombreux circuits prévoient une halte à Aït Ben Haddou, qui reçoit en moyenne 400 visiteurs par jour. Cet apport d'argent frais a permis aux habitants du nouveau village d'améliorer leurs logements et d'acheter un générateur électrique.

Les autorités tentent, non sans difficulté, de sauver les vieux villages en terre du Grand Sud. Soucieux d'attirer les touristes, les habitants n'hésitent pas à leur prêter main-forte.

Le tourisme sauvera-t-il les *qsar* et les *qasba* des vallées et des oasis du Grand Sud marocain ? Ces maisons fortifiées construites en pisé, parfois perchées en haut de pitons rocheux, constituent l'une des principales attractions recherchées par les visiteurs étrangers en quête d'insolite. Ils les découvrent en général en partant de la petite ville de Ouarzazate, située aux confins de l'Atlas, à environ 200 kilomètres au sud de Marrakech. Cette ancienne bourgade du bout du monde est aujourd'hui devenue une véritable station touristique. Ses hôtels homologués totalisent 5 502 lits et vendent plus de 450 000 nuitées par an.

La région de Ouarzazate compte 300 des quelque 1 000 *qasba* inventoriées au Maroc. Ces demeures de taille très variable impressionnent par leur beauté architecturale et par l'originalité de leur organisation socio-spatiale. Mais elles attirent surtout le regard à cause de leur fragilité et de leur dégradation, souvent très avancée.

Ces maisons mono-familiales se caractérisent par leur architecture défensive et comportent en général quatre tours d'angle. Exclusivement construites en terre, sur deux ou trois étages et agrémentées de toits-terrasses reposant sur des poutres de palmiers, elles arborent parfois de riches décorations dans leurs parties hautes. Elles constituent les pièces maîtresses de villages entourés d'une enceinte fortifiée, où l'on pénètre par une porte unique : les *qsar*.

Deux siècles pour mourir

Le pisé de ces fragiles ensembles résiste mal aux intempéries et aux outrages du temps : l'espérance de vie d'un *qsar* ne dépasse guère deux siècles. Autrefois, au bout de cette période, ses habitants l'abandonnaient pour en construire un nouveau à proximité. Mais l'évolution socio-économique du Maroc et de la région au cours des dernières décennies a gravement compromis cette perpétuelle renaissance des *qsar*.

L'arrêt du commerce caravanier trans-saharien, la disparition de l'insécurité, la construction d'un État national centralisé, la télévision (omniprésente comme le signale les nombreuses antennes paraboliques) ont, entre autres, bouleversé l'ordre traditionnel qui prévalait dans les sociétés oasiennes. Aujourd'hui, les communautés qui n'ont pas émigré vers des contrées plus prospères préfèrent bâtir extra muros de petites habitations en parpaings de ciment et des mosquées en dur. Ces édifices sont certes trop chauds l'été et trop froids l'hiver, mais ils disposent parfois d'un confort minimum : eau, électricité, etc.

Pourtant, les récents événements qui ont marqué la vie du village d'Aït Ben Haddou montrent que la cause des *qsar* n'est pas totalement perdue. Cette cité située à quelque 35 kilomètres de Ouarzazate aurait été fondée au XI^e siècle. Elle comprend aujourd'hui six *qasba* et une cinquantaine de maisons, toutes en ruines. Les habitants les ont abandonnées pour s'installer sur l'autre rive de l'oued, plus proche de la route. Quatre-vingt quatre familles vivent aujourd'hui dans ce nouveau village.

Véritable chef-d'œuvre architectural et paysager, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 1987, le vieil Aït Ben Haddou a été le premier *qsar* à bénéficier du programme national pour la préservation des *qasba* du Sud. Lancé il y a une dizaine d'années par le ministère de la Culture, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de l'Unesco et de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), ce programme visait à la fois à sauver un patrimoine culturel en péril et à stimuler le tourisme dans la région.

Efforts concertés

La tâche s'est avérée des plus ardues. Confrontées à une architecture de l'éphémère, les techniques de restauration classiques apparaissent d'une efficacité limitée. Elles permettent de prolonger la durée de vie des édifices en terre de quelques années au maximum. La seule manière de vraiment sauver un *qsar* comme Aït Ben Haddou est de convaincre ses habitants de s'y réinstaller et de l'entretenir au jour le jour. Pour créer des conditions de vie satisfaisantes dans le village, le ministère de la Culture a demandé l'aide d'autres administrations. Il a, entre autres, sollicité le ministère de l'Équipement, qui s'est penché sur le problème de l'accès au village, impossible en période de crue. Le ministère de l'Éducation nationale a, de son côté, approuvé la construction d'une école coranique au sein du *qsar*, en attendant que des effectifs suffisants permettent l'ouverture d'une école primaire. Et l'Office national de l'électricité a proposé d'équiper le village en énergie solaire.

Mais, du fait de la multiplication des intervenants et des pesanteurs bureaucratiques, seule une partie des objectifs a été réalisée : on a entrepris des travaux de nettoyage et de protection du site, dressé des relevés architecturaux des maisons du village et un plan d'ensemble provisoire, pavé des ruelles, protégé les berges de l'oued, construit une passerelle qui permet d'accéder au *qsar* même en période de crue, restauré ou rénové certains passages couverts, les façades des maisons, la mosquée et les édifices les plus richement décorés.

Reste que le vieux village n'a pas ressuscité. N'y vivent toujours que les trois familles qui ne l'ont jamais quitté, faute de moyens. Les conditions qui encourageraient les habitants du nouvel Aït Ben Haddou à revenir dans l'ancien — la construction d'une route d'accès et d'un vrai pont sur l'oued, l'accès à l'eau potable et l'électrification — sont encore loin d'être remplies. Pour plusieurs raisons. D'abord, l'absence de coordination entre les ministères de la Culture, de l'Habitat et du Tourisme. Ensuite, le manque de moyens financiers, à une époque où le mot d'ordre est la réduction des dépenses publiques. Enfin, les imbroglios juridiques qui bloquent les opérations de réhabilitation des habitations : les propriétaires des *qasba* — plusieurs héritiers généralement restés dans l'indivision —, vivent aujourd'hui dispersés aux quatre coins du pays et de la planète.

Devant ces difficultés, les autorités marocaines ont officiellement abandonné l'idée d'intégrer Aït Ben Haddou et les *qasba* du Grand Sud dans les « produits » touristiques locaux. Trop fragiles et trop précieuses pour supporter le tourisme de masse, ont-elles estimé. Mais les habitants du village n'ont pas pour autant renoncé à la manne

touristique et ont spontanément pris la relève des initiatives de l'État. Le tournage de plusieurs films internationaux sur le site et l'asphaltage de la piste d'accès les ont encouragés à développer une petite infrastructure d'accueil : ils ont ouvert 25 bazars et magasins de souvenirs dont huit dans le vieux village et quatre cafés-restaurants qui proposent des chambres. D'anciens émigrés revenus au pays ont même pris le risque d'investir leur argent dans la construction de deux petits hôtels. Aujourd'hui, de nombreux circuits organisés entre Marrakech et Ouarzazate prévoient une halte à Aït Ben Haddou, qui reçoit en moyenne 400 visiteurs par jour. Cet apport d'argent frais a permis aux habitants du nouveau village d'améliorer leurs logements et d'acheter un générateur électrique.

Les travaux de restauration à l'intérieur du *qsar* se poursuivent lentement. Et la population apprend à mieux s'organiser. Elle a créé l'association des Aït Aïssa pour la culture et le développement, qui suit les travaux de restauration de près et participe aux réunions organisées à ce sujet. Le cas de Aït Ben Haddou semble même faire école dans d'autres villages, où des individus ont récemment pris l'initiative de restaurer certaines *qasba* pour les transformer en petites unités hôtelières.

Mohamed Berriane est géographe, professeur à l'Université Mohammed V de Rabat, Maroc. Cet article est paru dans la revue Le courrier de l'Unesco, juillet-août 1999.

Quatrième partie

Retourner le miroir : les nouvelles formes de tourisme en question

*« Celui qui voyage dans un pays
sans connaître les rudiments de sa langue
apprend, mais ne voyage pas. »*

Francis Bacon

Les expériences que nous venons de lire sont rassurantes en ce qu'elles manifestent une volonté de « voyager autrement ». Mais aussi encourageantes et positives soient-elles, elles doivent laisser la place à la critique, être en mesure de se remettre en question, afin d'éviter certains errements. Car comme nous avons eu l'occasion de le rappeler, le désir d'équité ne doit pas obscurcir la raison. En ce sens, la table ronde qui ouvre cette dernière partie témoigne de ce souci. Les déclarations du président d'Ingénieurs sans frontières viennent par ailleurs confirmer une exigence que nous évoquions en commençant ce « voyage dans le voyage » : le tourisme équitable n'aura d'amplitude que dans la triple mesure où il s'appuie sur le travail de développement à mener dans les pays du Sud, où il renforce la société civile de ces dernières et où il rend, enfin, la parole et leur droit d'initiative aux populations concernées.

Le texte de Jean-Claude Monod, « Vos vacances chez les Papous », vient, au seuil de ce « Dossier pour un débat », comme une piqure de rappel : les bonnes intentions ne sont pas toujours exemptes d'arrière-pensées ou de

dérives inconscientes dont nous sommes porteurs du fait même de la culture occidentale qui nous inonde jusque dans les révoltes que nous pouvons nourrir à son encontre. Certaines initiatives se parent ainsi d'atours avantageux mais ne constituent bien souvent qu'un subterfuge commercial quand elles n'exhalent pas les relents que l'on croyait pourtant bien ne jamais devoir humer de nouveau : tout ce qui brille de l'éclat du tourisme équitable n'est pas d'or.

Reste en suspens une question essentielle que n'épuisent pas, loin de là, les contributions rassemblées ici : « Sachant que le tourisme représente, de toutes façons, une activité pratiquée par des gens qui ont les moyens d'aller dans des pays dans lesquels les populations ne disposent pas, bien souvent, des mêmes possibilités, jusqu'à quel point le tourisme peut-il devenir « équitable », même s'il est sans doute possible de le rendre « plus juste ? »¹⁶

Voyager autrement ?

Vers des formes nouvelles de tourisme plus responsable et plus solidaire avec les pays du Sud¹⁷

Voyager autrement... Tel était le leitmotiv de Michel Sauquet, modérateur de cette table ronde réunissant un certain nombre d'intervenants venus explorer « de nouvelles formes de tourisme plus responsable et plus solidaire avec les pays du Sud ». Des intervenants venus d'horizons différents, porteurs de réflexions et de pratiques variées qui tendent toutes vers un seul but : revoir notre façon de pratiquer l'acte touristique et faire qu'il soit à la fois moyen d'échange interculturel entre pays du Nord et pays du Sud et outil de développement de ces derniers.

Dora Valayer, militante de longue date du tourisme équitable, que nous avons déjà lue dans la première partie de cet ouvrage, a ouvert cette discussion en resituant l'émergence d'un tourisme « alternatif » dans l'histoire somme toute récente du tourisme de masse. Maniant théorie et pratique, Dora Valayer rappelle également certains effets pervers du tourisme de masse et exprime son souci de ce qu'elle nomme « la qualité communautaire » du tourisme.

Acteurs ou porte-parole de pratiques touristiques innovantes, Josiane Lapôte et Charles Bouzols sont venus enrichir ces réflexions de leurs propres expériences. La première en tant que secrétaire de l'antenne française de l'ONG indienne *Mass Education* qui propose de soutenir le développement d'une région du Delta du Gange par la

mise en place d'un tourisme de petite échelle, intégrant les voyageurs à la vie des villages. Le second, en sa qualité de directeur de l'association *Civilités* — Citoyens et initiative pour la vie locale, l'insertion sur le territoire et l'économie solidaire — qui, dans l'objectif de renforcer les droits économiques des populations du Sud tout en œuvrant au respect de leurs droits culturels et sociaux, a initié un projet de tourisme équitable et solidaire avec des communautés indiennes de l'État de Puebla au Mexique.

En contrepoint de ces interventions, Cécilia Espinoza a permis de renverser le miroir en témoignant de sa propre perception du tourisme, tel qu'il s'exprime dans son pays, le Pérou. Ayant travaillé de surcroît dans le domaine touristique et consciente des pratiques auxquelles il donne lieu, Cécilia Espinoza exprime néanmoins une opinion nuancée vis-à-vis de ce qu'elle nomme le « tourisme conventionnel » et reste convaincue que le tourisme peut aider de façon très efficace au développement de son pays.

Et puisque cette table ronde s'est tenue à l'initiative de jeunes étudiants, il était incontournable que ces derniers aient voix au chapitre. Une telle démarche en est la démonstration, ce public voue un intérêt croissant à cette question, qui rejoint des questionnements qui plus généralement sont les siens : solidarité internationale, mondialisation, équilibre Nord/Sud... La pratique même du tourisme alternatif croise également la façon de voyager de ce public ou en tout cas, l'image qu'il peut nourrir de la « bonne façon de voyager » : en dehors des circuits organisés, simplicité de l'hébergement, rencontre des populations, apprentissage d'autres conceptions de la vie en société... Et puis enfin, il faut bien dire que le tourisme de masse paie ici le manque d'attention qu'il a porté jusqu'à présent à un public qui n'entrait pas dans son « cœur de cible », économiquement parlant. Mais paradoxalement, rares sont les réflexions sur le tourisme équitable menées depuis plusieurs années qui leur font une place particulière. Tout se passe en effet comme si le combat pour un autre tourisme ne devait s'adresser qu'à ceux qui étaient jusqu'à présent les bénéficiaires du tourisme de masse, à savoir les personnes salariées, socialement actives. Or, les étudiants, les jeunes en général, représentent, à n'en pas douter, l'une des forces vives sur lesquelles il faut savoir compter dans cette promotion du tourisme équitable. Et ce d'autant plus que dans les réactions qui ont émaillé ce débat, on pouvait être — agréablement — surpris de voir que les étudiants ne font pas preuve d'une adhésion béate aux exposés qui leur étaient proposés : ils expriment des réserves, pointent certaines incohérences, bref, ils nourrissent avantageusement le débat. Grégoire Chabrol, étudiant parti faire un tour du monde doublé d'un projet d'éveil et d'échange

interculturel pour des enfants, a participé à cette démarche en témoignant sur le thème : «les étudiants : touristes innovateurs, touristes engagés ou touristes comme les autres ?».

Ses acteurs ainsi présentés, le débat a été rythmé par trois grandes questions posées aux intervenants successifs :

– Quel regard portez-vous sur le tourisme aujourd’hui, les valeurs qu’il véhicule et les dégâts sociaux ou environnementaux qu’il cause ?

– Quelles expériences de pratiques alternatives de tourisme soutenez-vous ?

– Quelles propositions faites-vous pour développer d’autres réflexes, pratiques et dispositifs touristiques ?

Quel regard portez-vous sur le tourisme aujourd’hui, les valeurs qu’il véhicule et les dégâts sociaux ou environnementaux dont il peut être la cause ?

Avant d’en arriver à la critique du tourisme actuel, Dora Valayer a inauguré la discussion en nous resituant opportunément le tourisme dans l’évolution historique qui fut la sienne, l’occasion pour cette militante de préciser certaines choses qu’elle n’avait pas nécessairement abordées dans son article reproduit dans ces pages¹⁸.

«Le tourisme d’avant la Seconde Guerre mondiale, et même avant les congés payés, était un « tourisme de luxe » nous dit-elle. Alors que l’image d’Epinal des congés payés montre la ruée vers les plages, « pour une grande partie des Français ces congés payés leur ont avant tout permis de retourner dans leurs familles rurales, vers leurs racines, ce qu’ils n’avaient pas les moyens et le temps de faire jusqu’alors : ils ont redécouvert la campagne en même temps qu’ils redécouvraient leurs familles. »

La guerre — « l’expérience de l’enfermement le plus complet » — et l’après-guerre, principalement orientée vers « la survie au quotidien », constitueront bien évidemment une parenthèse dans le développement d’une activité qui concernait encore les franges les plus aisées de la population.

Les voyages qui, progressivement, reprirent emmenaient principalement les touristes vers les régions françaises, certains se risquant à traverser quelques frontières. « Les voyages sur les autres continents, quant à eux, faisaient très peur au Français moyen et il faut dire qu’à ce moment-là, il y avait très peu d’assurance, de sécurité. »

Ce n’est qu’à partir des années 60 que les classes moyennes françaises commencent à voyager de façon plus importante, à la faveur des grandes agences de voyage qui se créent alors. Mais Dora Valayer

nous apprend que la naissance du « tourisme alternatif » — « *ce qui voulait dire « autre chose que le tourisme »* — se fait de manière concomitante avec le développement du tourisme de masse. De tels voyages « alternatifs » étaient alors le fait de personnes appartenant à des mouvements engagés politiquement ou religieusement, désireuses de rencontrer des gens dont les pays étaient en voie de décolonisation. Dora Valayer nous précise que ces « mouvements d'éducation populaire » étaient extrêmement intéressants dans la mesure où les contacts créés entre touristes se poursuivaient au-delà du voyage, au retour en France, prélude à des solidarités avec les populations des pays d'accueil. Ces années ont également vu naître des expériences de « tourisme intégré ». Celui-ci consistait pour les populations locales « *à s'organiser et à organiser le tourisme non plus en fonction des désirs du touriste seulement mais en fonction du rythme des populations locales : c'était très important de penser que les populations locales (en l'occurrence au Sénégal) qui accueillait les touristes pouvaient aligner le programme des touristes sur leur propre rythme en fonction des saisons, des cultures. Ce tourisme était géré non pas par quelques spécialistes du tourisme mais par la population tout entière à travers une banque communautaire à laquelle était versée une partie du produit du tourisme.* »

Apparue en même temps que se développait le tourisme de masse, cette dynamique alternative en a subi presque aussitôt le contrecoup : « *le Français moyen a trouvé son intérêt puisqu'il lui permettait de voyager à moitié prix* ». Le tourisme alternatif qui perdurait alors n'était que le fait de petits groupes non permanents. Il a repris de la vigueur depuis quelque temps, notamment sous l'influence de personnes engagées comme Dora Valayer qui ne manque jamais de dénoncer les dégâts du tourisme dans le monde : « *nous savons qu'un touriste, dans une grande implantation touristique, dépense en moyenne entre 7 et 10 fois plus d'eau qu'un paysan. C'est multiplié par deux ou trois lorsqu'il existe un terrain de golf. À Goa, nous savons que l'on coupe l'eau et l'électricité aux populations locales pour alimenter les hôtels en dépit de lois de protection non appliquées. Enfin, certaines régions ont été totalement déculturées par la culture touristique. Le tourisme détruit une réalité sociale de façon irréversible.* » Une attitude déterminée qui l'amène également à mettre en garde contre des opérations qui semblent pourtant s'inscrire avec ce tourisme destructeur : « *Les Nations unies ont déclaré 2002 année de l'écotourisme, mais certaines populations s'inquiètent car des entreprises envisagent de réaliser des programmes d'écotourisme de masse.* »

Quelles expériences de pratiques alternatives de tourisme soutenez-vous ?

Josiane Lapôtre a exposé l'expérience de l'ONG indienne *Mass Education*, « une association de la base puisque ce sont des paysans qui, un jour, ont en eu assez de ne pas avoir à manger, de travail, d'école et qui se sont réunis en posant que l'éducation était primordiale. » L'association est née en 1978, alors que les paysans avaient déjà commencé à créer des écoles quelques années auparavant. Ils ont ensuite sollicité des associations françaises afin de récolter l'argent nécessaire à leur fonctionnement. Séduites par ce projet émanant des populations concernées elles-mêmes, ces dernières ont répondu favorablement à leur demande, leur permettant de réaliser un travail de développement intégré (santé, hygiène, eau, agriculture...) auprès des enfants et des femmes. Après plusieurs années de ce partenariat, les ONG françaises ont prévenu *Mass Education* qu'elles allaient cesser de financer le fonctionnement des écoles. C'est en 1996 qu'est venue à cette dernière l'idée d'utiliser le tourisme comme mode de financement : observant les pratiques de tourisme organisé, très éloignées des populations et de leur quotidien, *Mass Education* a souhaité proposer une formule innovante à des voyageurs désireux de voyager autrement. Une partie des frais de voyage serait attribuée au financement des écoles tandis que les voyageurs seraient accueillis « comme des amis » par les villageois et initiés aux rudiments de la vie rurale en Inde en même temps qu'à l'univers culturel de ce pays-continent.

Une forme d'échange qui a suggéré à Michel Sauquet l'idée que l'éducation de masse qui constituait l'objectif premier de l'association pouvait aussi bien concerner les populations indiennes elles-mêmes que les touristes... Une forme de réciprocité qui, effectivement, n'est pas le dernier intérêt de cette formule puisque, comme le dit Josiane Lapôtre, « *la première chose que font les responsables de Mass Education avec les touristes, c'est de les emmener là où ils travaillent : aller avec eux, voir ce qu'ils font et comment ils le font constitue déjà une éducation du touriste qui apprend comment les gens vivent, quels problèmes ils rencontrent. Certaines choses très pratiques sont importantes : ainsi, ce sont des pays où il fait chaud alors les touristes, notamment les femmes, mettent des tenues légères, des jupes courtes, etc. Nous leur expliquons alors que cela ne se passe pas comme cela dans ces pays, qu'il faut respecter les gens : c'est donc une éducation au respect de l'autre simplement par le vêtement. De même pour la façon de manger, avec les mains par exemple. C'est une éducation à vivre autre chose, mais en toute amitié, en toute chaleur* ». Une façon, aussi, de laisser poindre l'un des avantages de cette formule équitable : l'ouverture au dialogue interculturel qui ne s'arrête pas

avec la fin du séjour mais conduit certains des voyageurs à conserver des contacts avec la population.

Reste que si la formule permet de faire fonctionner une soixantaine d'écoles dans environ 300 villages de la région au sud de Calcutta, il reste difficile de promouvoir une telle action : « *Mass Education est en Inde et nous a donc demandé de faire connaître leur projet par différents moyens. Depuis 3 ans, cette idée de tourisme «solidaire» intéresse de plus en plus mais il nous est difficile de faire connaître l'activité de ME.* » Des difficultés qui, pour Josiane Lapôtre, ne sont peut-être pas sans lien avec ce qui fait la richesse même de l'initiative de *Mass Education*, à savoir qu'elle est menée par les populations concernées elles-mêmes : « *D'autres associations proposent le même type d'activité mais ce sont souvent des structures françaises ou européennes qui organisent des séjours en contact avec des gens sur place.* »

Cette différence fondamentale est sans doute ce qui distingue le plus cette démarche de celle initiée par l'association *Civilités*. Reste que cette dernière, telle que nous l'a présentée Charles Bouzols, ne manque pas de pertinence dans la mesure où elle s'intègre dans une large réflexion d'ensemble.

L'association *Civilités* est donc née il y a 5 ans de la volonté de militants du développement local de construire un outil de conseil à vocation commerciale internationale (en matière de développement urbain, politique de la ville, gouvernance durable, économie solidaire, nouveaux modes de coopération) au profit d'associations, d'administrations, tout en développant également une activité militante sur ces mêmes champs. « *Nous avançons en effet, déclare Charles Bouzols, que nous ne pouvons pas travailler sur ces champs si nous ne nous engageons pas en tant que militant pour appuyer les organisations.* »

Pour le directeur de *Civilités*, la chose est entendue : « *Notre engagement à Civilités dans le tourisme solidaire est de nature politique. Nous croyons dans la vertu de nouvelles pratiques économiques ici au Nord, comme le commerce équitable qui en est la face la plus connue (à côté des finances solidaires, régies de quartier, restaurants culturels, cafés associatifs) et au Sud de véritables énergies et un engagement politique sur le développement économique de pays totalement muselés.* » Cette militance s'est notamment concrétisée sur le champ de la coopération, certaines ONG de développement (Comité catholique contre la faim et pour le développement, Frères des hommes) ayant demandé à *Civilités* de mettre en place une « plate-forme de société civile à société civile ». Un tel projet partait du constat fait par certaines ONG des limites de leur action, du fait notamment de la diminution constante de l'aide au développement mais aussi des interrogations quant à la pratique du financement direct des partenaires au Sud pour favoriser la mise en

contact direct des initiatives intéressantes au Nord comme au Sud. Mise en place entre la France et le Mexique sur la question de l'exclusion et du renforcement de la société civile, cette plateforme de coopération, aujourd'hui moribonde, a néanmoins permis que certaines organisations se rencontrent et se connaissent.

À cette occasion, *Civilités* est entré en contact au Mexique avec un réseau rassemblant des communautés indiennes de l'État de Puebla désireuses d'augmenter leur potentiel en termes de développement économique tout en faisant respecter leurs droits culturels et sociaux : *« Nous avons avancé que pour faire valoir ces droits culturels et sociaux, il était nécessaire d'avoir la main sur les droits économiques en ayant en particulier son propre potentiel de développement. »*

L'association a donc réalisé un échange avec *« une filiale de la Confédération paysanne, « Solidarité paysans » regroupant certains paysans couverts de dettes afin de les sortir de leur situation, pour les mettre en contact avec des paysans au Mexique. Ils avaient envie d'échanger sur les OGM, l'agriculture durable et de faire des travaux de la ferme ensemble »*. Ces contacts se sont poursuivis en France avec l'Association régionale de Basse-Normandie, une association œuvrant dans le domaine de l'économie solidaire et comptant parmi ses membres une agence de voyages ayant lancé des projets de tourisme équitable et solidaire. *Civilités* a alors servi d'intermédiaire entre cette agence et le réseau des communautés indiennes au Mexique pour monter un projet de « tourisme équitable et solidaire ». *« Équitable » car cela signifie pour nous que l'acte touristique est une prestation économique qui peut être réalisée par une communauté elle-même qui décide de son contenu et de sa présentation et que cette prestation est achetée au prix du marché (en tout cas à un prix qui convient à celui qui la vend). Le tourisme équitable est pour nous la branche « prestation de services » du commerce équitable (dont on voit aujourd'hui surtout la branche « produits » : cafés, cacao, bananes...). Mais qui dit « tourisme équitable » dit également « éducation au développement », c'est-à-dire un prétexte pour donner au Nord à connaître les modes de vie, besoins et réponses autonomes à ces besoins de ces communautés. »*

Pour Charles Bouzols, le tourisme est « solidaire » dans la mesure où *« un acte de tourisme équitable peut également servir à financer — pour une part du prix de la prestation — un projet local »*. Dans le cas de l'État de Puebla, il s'agit de construire une maison communautaire qui permettra la venue des étudiants des communautés indiennes afin qu'ils puissent mener leurs études supérieures à l'université de Puebla tout en leur donnant la possibilité de financer leurs études puisqu'il est prévu la construction d'un restaurant dans lequel ils pourront travailler...

Ce projet, particulièrement intéressant et ambitieux, en est aujourd'hui

d'hui au stade du démarrage, quatre séjours étant programmés au moment où s'exprimait Charles Bouzols qui a pu évoquer les difficultés qui se posent à l'élaboration de telles démarches. Autant de conseils qui doivent permettre de répertorier les propositions tendant à faciliter la mise sur pied d'un nouveau tourisme...

Quelles propositions faites-vous pour développer d'autres réflexes, pratiques et dispositifs touristiques ?

Dans la continuité de ses développements, Charles Bouzols a en effet tenu à préciser que ce type de projet *« est très difficile à monter pour que tout le monde apprenne à se connaître et à se reconnaître et pour construire des relations justes. Car tous les vieux réflexes reviennent au galop : toute agence de voyage, même lorsqu'elle s'oriente vers le tourisme équitable, n'a pas envie de perdre de l'argent ; il faut trouver une clientèle qui trouve intéressant d'être immergée dans une communauté sans réaliser un tourisme d'amplitude sur tout le Mexique (on reste autour de la ville de Puebla...) ; les prestations, même sommaires, doivent pouvoir être annoncées aux clients... »*.

Mais Charles Bouzols continue d'y croire : *« Le tourisme nous semble un véhicule pour la découverte des peuples entre eux. Et dans le contexte de mondialisation néolibérale que nous connaissons, la résistance passe aussi par la construction de moyens de rencontre entre les gens et entre les sociétés pour qu'elles s'organisent : le tourisme nous semble donc un moyen pour amplifier un mouvement qui est à peine naissant. »* C'est d'ailleurs sur la base de ce combat antilibéral que *Civilités* a pris des contacts avec le Mouvement des sans terre (MST) au Brésil qui a créé sa propre agence de tourisme solidaire et, durant le forum de Porto Alegre de 2002, affrétait des cars pour aller visiter des campements de paysans sans terre dans les environs et discuter avec ces derniers.

Cette ouverture sur le combat des paysans sans terre du Brésil par le biais touristique a donné lieu à des interrogations dans le public quant au fait de savoir si cette rencontre de mouvements sociaux ne représentait pas davantage une nouvelle façon de manifester une solidarité internationale plutôt qu'une forme de « tourisme » en tant que telle. En réponse, Charles Bouzols estime qu'il y a *« une fonction touristique s'il y a découverte d'un peuple, d'une culture, d'une société. Ce qui est important dans le tourisme équitable, c'est non seulement la proportion du prix qui va aux populations pour des projets de développement mais c'est aussi le fait que les touristes continuent d'organiser des « cercles de soutien » une fois qu'ils sont rentrés chez eux. Cela me conforte dans l'idée, lorsque l'on voit l'apathie de nos gouvernements en ce qui concerne l'aide publique au développement, que l'aide au développement peut passer par*

d'autres modes de coopération qui peuvent s'organiser à la base pour que les citoyens prennent conscience des choses».

Après ce détour par la conscientisation des touristes occidentaux, exigence essentielle d'une promotion du tourisme équitable, Dora Valayer a tenu à rappeler qu'il est fondamental *« que les populations soient elles-mêmes en mesure de dire ce qu'elles veulent et ce qu'elles ne veulent pas en matière de tourisme. Tant que l'on n'en sera pas arrivé là, il y aura beaucoup de travail à faire car il ne suffit pas de développer le tourisme en affirmant que l'on va créer des emplois qui sont les mêmes dans le monde entier (femmes de ménage...) alors que les directeurs et responsables sont souvent des expatriés venant de pays occidentaux. Il faut arriver à ce que les populations locales soient suffisamment bien informées — c'est en train de se faire — afin qu'elles puissent dire ce qu'elles veulent ou non et puissent proposer des produits touristiques qui soient agréables pour les clients mais aussi conformes à leurs propres styles de vie, attentes et dynamiques».*

Dora Valayer a notamment rappelé qu'au moment du lancement de l'association *Transverses* qu'elle dirige, il y a 4 ou 5 ans, *« les ONG de développement qui connaissaient parfaitement un certain nombre de pays nous traitaient avec un grand mépris en trouvant que le tourisme était un domaine beaucoup trop futile qui n'avait rien à voir dans le débat de grandes ONG sur les pays du Sud. Le climat a changé depuis. Il faut dire que les Anglais, les Suisses allemands, les Allemands, les Hollandais ont 10 à 15 ans d'avance sur la France sur ces questions-là».*

Ce qui est important, c'est que le tourisme ne soit plus un domaine coupé des réalités : les gens qui partent sont en vacances de tout, souvent même de leur propre militance et éveil sur la société. Certains citoyens responsables choisissent au moment des vacances les plus beaux paysages et ne se préoccupent pas de ce qui s'y passe car ils n'ont pas les repères que le citoyen moyen a en France au niveau des réalités politiques, sociales... Nous souhaiterions que les citoyens responsables deviennent des « touristes responsables ».

Cécilia Espinoza a porté un jugement modéré sur le tourisme de masse. Pour elle, *« le tourisme présente des aspects positifs et des aspects négatifs, et c'est à nous de trouver le point d'équilibre ».*

Réservant quelques mots au contexte politico-économique de son pays, le Pérou, Cécilia Espinoza a rappelé que celui-ci est *« engagé dans une politique néo-libérale depuis le début des années 90. Cette politique économique a entraîné des problèmes socio-économiques et environnementaux au niveau de la population et surtout des collectivités puisque les pouvoirs locaux ne savent comment faire face, notamment lorsque s'implantent de grosses structures souvent menées par des capitaux étrangers ».* L'État s'étant désengagé au niveau local, les populations sont

demandeuses d'opportunités et de dynamisation par des activités économiques comme le tourisme qui, s'il ne représente qu'un million d'arrivées chaque année, constitue la troisième source de devises après les exploitations minières et la pêche.

Après avoir travaillé durant quatre ans au Pérou dans le domaine du tourisme, notamment avec de grands tour-opérateurs européens et américains, Cécilia Espinoza est venue en France il y a trois ans faire des études et approfondir les questions de développement local. Cette expérience l'a conforté dans sa conviction que les projets d'initiative locale représentent un vrai levier de développement local pour un pays comme le Pérou, à condition que *« les populations locales soient associées aux projets et informées des conséquences que peut engendrer un développement touristique. »* Au Pérou, en effet, l'État s'est tellement ouvert au tourisme qu'il a créé beaucoup d'espoir au sein des populations qui comptent sur celui-ci pour sortir de la pauvreté. Or, *« de nombreux projets faisaient du tourisme leur axe majeur alors que manifestement celui-ci n'apporterait pas les résultats positifs attendus par les populations locales »*.

En forme de conclusion, Cécilia Espinoza a souligné que persistent deux problèmes majeurs auxquels il importe de prêter attention : *« D'une part, la nécessaire redistribution des richesses entre les investisseurs locaux et les populations péruviennes et, d'autre part, l'équilibre à maintenir entre la pression internationale et la possibilité pour les populations locales de refuser un développement qui ne leur convient pas forcément. »* Une double exigence à laquelle il lui semble essentiel d'ajouter la nécessaire *« sensibilisation du tourisme conventionnel en ce qui concerne notamment la surexploitation des personnes »*.

Au terme de ces échanges entre praticiens et théoriciens du tourisme équitable, Grégoire Chabrol est venu introduire la parole, souvent négligée, des étudiants à travers l'expérience de voyage qu'il a connue.

C'est après avoir intégré une école d'ingénieur en 1997, que Grégoire Chabrol a pris la décision avec deux amis de prendre une année sabbatique entre la deuxième et troisième année pour monter un projet de voyage de huit mois qui les conduirait en Asie du Sud-Est, en Océanie et en Amérique du Sud. *« Mais nous voulions monter un projet nous permettant d'aller à la rencontre des gens. Nous nous étions rendu compte que le meilleur moyen du contact était de passer par des enfants pour gagner leur confiance et ensuite celle des adultes. »* L'objectif ainsi posé, les trois étudiants sont allés rencontrer trois écoles primaires françaises (2 en région parisienne, 1 en Normandie) pour leur présenter le projet. Ces dernières ont répondu favorablement en demandant aux enfants de préparer une série de documents, photo-

graphies, textes, cassettes « *pour se présenter aux enfants de la façon dont ils souhaitaient le faire.* » Ainsi « missionnés », les trois étudiants se sont donc engagés à être des « *facteurs sans frontières* » et à rapporter un documentaire sur les enfants qu'ils rencontreraient dans leur périple. De cet échange, Grégoire Chabrol a notamment retenu la surprise réciproque des enfants : « *Alors que les enfants français s'étaient présentés en mettant en avant ce qui leur semblait être particulier à leur société (photo de voitures, de téléphones portables, de gratte-ciel...), les enfants étrangers ont surtout été surpris que dans les écoles françaises, autant d'enfants de toutes les couleurs soient réunis !* »

Revenant à la genèse de leur entreprise, Grégoire Chabrol déclare qu'ils souhaitaient « *vraiment devenir acteurs d'un voyage et non pas seulement en être consommateurs, et sortir des sentiers battus pour aller au-delà de ce que l'on voit lorsque l'on est en voyage organisé. Nous n'avions aucune prétention humanitaire mais seulement la volonté de réaliser un projet socioculturel pour rencontrer les populations* ». Pour lui, le tourisme équitable est une question qui intéresse de plus en plus les étudiants, notamment à travers des structures associatives comme Ingénieurs sans frontières : « *Je crois que les étudiants recherchent avant tout l'authenticité et c'est, à mon avis, par le tourisme équitable que l'on peut la vivre. C'est pour moi la différence entre le tourisme de masse et le tourisme équitable.* »

Largement composée d'étudiants, qui attestent par là même de leur intérêt grandissant pour cette question, l'assistance n'a pas manqué de questionner les différents intervenants qui venaient de s'exprimer. Des interpellations qui à elles seules mériteraient, bien souvent, un nouveau débat...

Comment cela se passe-t-il du point de vue de la langue quand on va chez l'habitant ?

Pour Dora Valayer, la question est aussi essentielle que mal abordée par les guides et les touristes eux-mêmes. « *Dans les guides de voyage, on voit souvent un glossaire à la fin reprenant des expressions très formelles alors que l'on peut certainement enseigner d'autres choses aux touristes et non pas seulement les formules toutes faites dont on a besoin chaque jour : rentrer de voyage sans être capable de dire bonjour dans la langue du pays dont on revient me semble choquant !* »

Évoquant l'expérience qu'elle connaît le mieux, Josiane Lapôtre reconnaît que les voyageurs qui choisissent *Mass Education* utilisent l'anglais tout en précisant qu'ils sont « *toujours accompagnés par quelqu'un de l'association, ce qui leur permet d'avoir des discussions plus poussées avec les habitants, au-delà de l'échange avec les gestes...* ».

Charles Bouzols, quant à lui, a préféré soulever l'aspect financier puisque la question de la langue « représente un coût énorme notamment lorsque l'on envoie un groupe que l'on disperse. Nous avons résolu ce problème au Mexique en recrutant des étudiants en langue de l'Université de Puebla qui, dans le cadre de leur service civil, serviront d'interprètes. Mais ces étudiants ne comprennent ni la langue ni les coutumes des Indiens Nawat. Nous avons donc dû les former et cela représente un coût en même temps qu'une exigence propre à la démarche du tourisme solidaire basé sur l'échange. Mais quand les touristes se retrouveront dans les familles Nawat, il faudra bien trouver un moyen de communiquer autrement... ».

Si l'on part avec un organisme de voyage classique et que l'on est témoin de pratiques choquantes (par exemple un cas de travail de mineurs), qu'est-il possible de faire ?

Dora Valayer a choisi de répondre à cette question en prenant le cas de la prostitution infantile. Certains membres du réseau international avaient été choqués, il y a une dizaine d'années, par cette pratique et avaient décidé de lancer une campagne contre la prostitution infantile (ECPAT) en Thaïlande, aux Philippines et au Sri Lanka. À cette occasion, des étudiants de tourisme français avaient été réunis pour une émission de radio se déroulant sur plusieurs jours. Il leur avait été demandé de réfléchir au cas où des clients leur demanderaient d'aller dans un lieu où se trouveraient des petites filles destinées à la prostitution : « la conclusion a été donnée par une étudiante qui a déclaré qu'ils feraient voter les clients et que si ces derniers votaient positivement, ils seraient bien obligés de les accompagner ! » Une telle anecdote ne peut manquer de faire réfléchir à la sacro-sainte expression du tourisme, le « client-roi »... Pratique qui n'est pas propre à la France puisque Cécilia Espinoza témoigna que « lors de (sa) première formation au tourisme au Pérou, on (lui avait) dit que les touristes étaient rois et qu'il fallait satisfaire tout ce qu'il demandait, par exemple donner les coordonnées téléphoniques de prostituées ». Dora Valayer admet que la situation a totalement changé depuis et si la pratique n'a sans doute pas disparu, « ce langage ne pourrait plus être tenu car la prostitution infantile est reconnue comme condamnable ». L'impact des affaires de tourisme sexuel a été essentiel dans la réflexion plus globale sur le tourisme. « Progressivement, cela a ouvert une brèche dans la bonne conscience des touristes. Désormais, le tourisme de masse sera bien obligé de répondre à ces attentes ; on voit maintenant dans les grandes agences de voyage des offres qui commencent à changer car il y a une pression diffuse de l'opinion publique qui n'est pas du tout contrôlée ni dirigée par qui que ce soit. C'est vraiment le scandale de la prostitution infantile qui a fait que les questions se posent de

manière plus générale.»

Ne croyez-vous pas que dans les pays du Sud, un certain nombre de citoyens est parfaitement attaché à ces modes de réalisation du tourisme dont ils vivent ? N'y aurait-il pas une résistance de leur part pour rendre le tourisme plus équitable ?

Josiane Lapôtre estime que « beaucoup de gens qui travaillent dans l'industrie touristique méprisent fondamentalement les touristes qu'ils côtoient. Je me souviens d'un garçon d'étage en Inde dans un petit hôtel qui, voyant que j'étais occidentale et donc supposément fortunée, m'a demandé de lui donner de quoi aller déjeuner et lui payer des chaussettes. Il y a donc une réaction de mendicité. Il faudrait donc que ces gens puissent avoir un travail juste mais qui ne les rabaisse pas. Je ne suis pas sûre que les gens seraient mécontents si les choses changeaient ».

Quelle attitude adopter face aux enfants qui demandent de l'argent ?

Cécilia Espinoza estime qu'il « vaut mieux ne pas donner de l'argent aux enfants puisque dans le cas de l'Amérique latine, existent des mafias qui exploitent les enfants pour demander de l'argent aux touristes mais aussi aux populations locales. À l'inverse, beaucoup de mineurs travaillent chez nous mais dans des limites raisonnables et ils sont souvent accompagnés de leurs parents ».

Charles Bouzols avance, de son côté, l'argument culturel. Pour lui, « c'est encore une question de représentation. On parle du travail des enfants, mais dans certains pays, les enfants qui mendient « travaillent ». C'est une question de culture et d'éducation et nos représentations ne sont pas les mêmes ».

Grégoire Chabrol conseillait « d'avoir toujours sur soi un paquet de gâteaux, de bonbons ou des stylos : l'enfant demande de l'argent mais ce qu'il veut souvent, c'est juste un cadeau », à quoi Josiane Lapôtre s'est opposée vigoureusement. « Quand on apporte des stylos, maintenant dans ces pays, les enfants attendent et au lieu de venir avec un sourire, ils tendent la main et vous demandent « stylo ». Enfin, quand on leur apporte des bonbons, est-ce qu'on leur apporte le dentiste avec ?... » Et de conclure : « La mendicité nous touche, mais je crois qu'il vaut mieux donner de l'argent à des associations qui essaient de les scolariser, de les sortir de la rue d'autant plus qu'en Inde (comme au Pérou), il existe des adultes qui téléguident les enfants pour qu'ils rapportent de l'argent. » La suggestion de contacter les associations locales et de leur faire des dons, plutôt que de cautionner le système de la mendicité a rallié

beaucoup de suffrages de l'assistance, comme de certains guides de voyages — en l'occurrence le fameux « Lonely Planet » — qui, comme le soulignait une personne du public, réservent désormais des développements sur la mendicité en conseillant la même démarche auprès des associations.

Vous parliez d'authenticité, mais dans le cas de familles qui reçoivent des touristes contre compensation, jusqu'à quel point seront-elles authentiques ?

Charles Bouzols, à qui s'adressait la question, a tenu à rappeler qu'existent en Europe, et particulièrement en Angleterre, des « bed and breakfast » qui permettent de faire des rencontres. « *Et pour autant, on paye. Pourquoi quelque chose que l'on admet comme potentiellement capable de nous faire vivre des rencontres en Europe ne serait pas valable dans les pays du sud ? Il y a là quelque chose à penser en termes d'équité.* »

Revenant au projet qu'il mène actuellement au Mexique, Charles Bouzols estime « *que la famille que l'on défraie pour les repas et l'hébergement, va donner mille fois plus. L'authenticité, c'est celle que l'on atteint dans la relation. Le problème du cadeau, c'est que cela s'inscrit dans un échange mais est-ce que cela existe de donner un cadeau à quelqu'un qui est dans la rue ?* »

On parle d'échange des touristes du Nord vers les pays du Sud, mais quand est-ce que l'on aura véritablement un échange et que les Péruviens, par exemple, viendront et seront hébergés chez nous ? Est-ce qu'une partie de la rémunération ne peut pas servir à cela, de manière à les confronter aux propres stéréotypes qu'ils peuvent avoir de l'Occident et à favoriser un échange réel sur des questions comme celle des sans terre du Brésil ?

Charles Bouzols a signalé que « *cela s'est fait dans le cadre de la Confédération paysanne puisque des paysans péruviens sont venus en France* », tout en soulignant que cette réciprocité, un « must » à atteindre, a un prix. « *On ne peut pas nécessairement le faire entrer dans la prestation et je crois que l'on en arrive là à quelque chose qui est de l'ordre de la solidarité d'ensemble, des pouvoirs publics. Peut-être faut-il réfléchir à d'autres modes d'une coopération décentralisée qui repartirait plus de la base...* »

Comment faites-vous pour protéger la population du sentiment d'être un objet touristique ? Quelle différence faites-vous, par exemple, entre le tourisme ethnique et le tourisme éthique ? N'y aurait-il pas un risque à promouvoir trop le tourisme éthique si cela devient un tourisme de masse puisqu'il y a de plus en plus un besoin chez les touristes de partir à la rencontre de la population locale ?

Toujours en référence à l'expérience de *Mass Education* en Inde, Josiane Lapôtre estime que « dans le tourisme que nous pratiquons, des photos se font, mais entre amis, on se les envoie, etc. Nous sommes dans d'autres relations puisque l'on vit des choses et que l'on est sur un plan d'égalité. Quand on voyage seul, on est pris pour un riche et l'on est assailli par les mendiants tandis que quand on est avec quelqu'un de *Mass Education*, on est l'ami et ce ne sera jamais un tourisme de masse.

Cette question a suggéré à Dora Valayer une réflexion essentielle sur la question de l'interculturel dans le tourisme. « *Qu'est-ce que la culture ? Est-ce que j'amasse des informations sur un pays, des gens ou est-ce un dialogue où je me remets en question ? Car il n'y a pas de dialogue interculturel qui ne remette en cause sa propre culture. C'est très important dans toutes ces notions d'échange. À Angkor, des agences de voyage font intervenir des conférenciers sur les temples mais on oublie que des populations vivent autour, vont au temple... : elles sont devenues les serviteurs du tourisme sur leur ancienne culture. Il y a une déviation au niveau de l'acquis culturel.* »

Cécilia Espinoza, maniant toujours l'envers du miroir, évoquait certains de ses amis péruviens qui étaient venus en France, avaient beaucoup apprécié ce pays mais avaient « *regretté de ne pouvoir entrer en contact avec les Français, ce qui plus généralement est le sentiment des touristes qui viennent en Europe et qui n'ont pas beaucoup l'occasion de vous rencontrer : cela me fait dire que dans cette volonté d'échange il ne faut pas tout demander, l'amitié ne s'achète pas. Le tourisme est un métier à part entière, on peut avoir de nouvelles formes, mais je ne pense pas que l'on pourra faire un voyage avec une organisation qui permettra d'arriver à cette amitié.* »

Particulièrement dense en informations, cette table ronde se terminait opportunément par l'évocation du dialogue entre les cultures, question qui, on l'aura compris, « surplombe » en quelque sorte celle du tourisme. Une évocation qui inspirait à Michel Sauquet une conclusion en forme de parabole empruntée à la culture chinoise : un poisson demande un jour à un crapaud de lui expliquer comment les choses se passent sur la terre ferme ; ayant fourni ces explications, le

crapaud demande alors au poisson si elles lui ont permis de mieux comprendre cet univers qu'il ne connaissait pas ; celui-ci lui répondit alors qu'il avait compris que sur terre on trouvait des poissons avec des ailes (les oiseaux) et des poissons avec des roues (les charrettes)... « *Une façon de dire que lorsqu'une culture se confronte à une autre, sa réaction consiste d'abord à l'aborder avec son propre regard et à lui appliquer ses propres références* » conclura le modérateur de ces débats, formant le vœu que ces derniers contribuent avant tout à une culture de la curiosité à l'égard de la culture de l'Autre et à une démarche de vigilance dans les moyens d'y parvenir.

Le tourisme équitable et le développement : alliés réciproques

*Entretien avec Christophe Alliot,
président d'Ingénieurs sans frontières¹⁹*

Propos recueillis par Boris Martin

En quelques mots, quelles sont les activités d'Ingénieurs sans frontières ?

ISF développe trois types d'activités : une activité « projets Sud » dans laquelle des étudiants travaillent sur des programmes d'appui à des projets de développement menés par des partenaires locaux. Un volet « éducation au développement » en France, qui vise à sensibiliser le public étudiant et ingénieur aux enjeux du développement. Un troisième volet enfin, plus interne, consiste dans la formation et l'accompagnement des jeunes qui partent sur le terrain.

Plus globalement, ISF se positionne aujourd'hui comme une association de personnes désireuses de devenir ce que nous appelons des « ingénieurs-citoyens ». ISF, c'est donc à la fois une entrée technique et un engagement vis-à-vis de la société.

Le cœur de notre activité, que ce soit au Nord ou au Sud, est de nous impliquer dans des projets de solidarité internationale et de développement durable menés par d'autres pour y apporter nos compétences techniques et fédérer des énergies à partir de cette entrée technique. Les étudiants peuvent en effet susciter plus facilement l'intérêt d'acteurs techniques, politiques, commerciaux ou de bailleurs de fonds. Nous pouvons être un « légitimateur », c'est-à-dire une

structure qui peut apporter de la crédibilité, de la méthodologie de projet.

Comment ISF en est-il venu à s'intéresser au tourisme équitable ?

Il se trouve d'abord que certains bénévoles qui œuvrent dans l'association depuis un certain nombre d'années ont beaucoup travaillé sur cette thématique. C'est le cas, par exemple, d'Olivier Chabrol qui a d'ailleurs fondé il y a quelques années l'association Djembé qui réalise des séjours touristiques équitables. D'autre part, il se trouve que la thématique du tourisme revient souvent chez les jeunes étudiants : beaucoup souhaitent faire de l'humanitaire à l'étranger sans vraiment savoir si ce n'est pas là, en partie, prétexte à faire du tourisme. On note également depuis quelques années l'émergence dans toutes les écoles et facultés de France, de centaines d'initiatives éparses. ISF est, à ma connaissance, l'une des seules structures ayant décidé de capitaliser ces initiatives éparses pour aller vers un peu plus de sérieux et se positionner sur une question qui oscille, à l'heure actuelle, entre le tout développement et le tout touristique.

Enfin, dès sa création, ISF s'est positionné sur l'échange interculturel qui est précisément au cœur du tourisme équitable aujourd'hui.

Comment se concrétise cet intérêt pour le tourisme équitable au sein de l'association ?

C'est principalement sur le volet sensibilisation vers le public étudiant que nous orientons notre action. ISF n'a pas la volonté pour le moment de monter des projets de tourisme équitable même si nous avons des contacts avec d'autres associations qui développent ce type d'activités.

Nous aimerions néanmoins relancer une initiative que nous avons expérimentée il y a deux ans dans le cadre de l'activité de formation qu'ISF mène sur le terrain. Elle consistait à « sortir » les élèves du projet qu'ils menaient dans un village du Sénégal pour les ouvrir à la culture du pays afin de leur faire comprendre les mécanismes de l'échange interculturel. Une démarche qui, en soi, se rapproche déjà du tourisme équitable. Il se trouve également que nous sommes extrêmement intéressés par le mouvement qui a culminé à Porto Alegre ces deux dernières années. Notre idée est de dépasser la fin utilitariste du montage de projets pour mettre les organisations de développement local et les villages avec lesquels nous sommes en contact en prise avec ce qui se passe au niveau international. Il serait certainement

enrichissant, par exemple, de profiter de la sollicitation d'un village sur un problème d'approvisionnement en eau pour réfléchir sur les enjeux mondiaux qui concernent cette question : les associations locales, par exemple en Afrique de l'Ouest, ont énormément de choses à dire sur ces questions. Autrement dit, nous aimerions compléter ces échanges interculturels qui caractérisent notre activité par un engagement plus politique qui favorise une meilleure compréhension des problématiques qui se posent au Sud.

Est-ce que, comme le demandent certaines associations, vous vous interdisez d'aller dans certains pays qui ne rempliraient pas certaines conditions démocratiques ?

Non, nous n'avons pas de position de principe à cet égard. Nous n'intervenons pas en zones de conflits ou de post-conflit. À titre personnel, car le CA d'ISF ne s'est jamais positionné par rapport à cette question, je considère que l'on n'aide pas les pays en instaurant un blocus touristique à leur rencontre. Mais il faut dire que nous n'intervenons pas en tant qu'organisme de tourisme mais en tant qu'ONG de développement, ce qui facilite les choses.

Quelles sont les questions qui reviennent le plus souvent chez les jeunes étudiants relativement aux problématiques du tourisme ?

Majoritairement, ils s'interrogent sur ce qu'ils peuvent apporter aux pays dans lesquels ils vont. Ils se sentent mal dans un rapport à l'autre dont ils ne partagent ni la culture, ni le quotidien. Ils craignent de n'être que spectateurs et souhaiteraient pouvoir ne pas partir « bête-ment ». Au retour, ils regrettent souvent de n'avoir pu passer un certain nombre de barrières car ils étaient identifiés comme touristes et ils se demandent comment il leur serait possible d'aller au-delà. Les choses sont différentes avec les jeunes qui partent sur des projets de développement car le contact avec les populations locales est différent, notamment dans certains pays d'Afrique de l'Ouest dans lesquels le tourisme n'est pas beaucoup développé et où les populations sont particulièrement accueillantes. Dans le même temps, ils sont aussi parfois identifiés comme des gens qui « apportent » ce qui ne simplifie pas nécessairement les choses, et impose d'autant plus de les former avant leur départ. Mais, ils reviennent généralement moins frustrés du point de vue de la rencontre avec les populations.

N'est-ce pas là le signe d'une lecture du tourisme ou de l'échange du seul point de vue du touriste ? Est-ce que, encore une fois, le meilleur tourisme n'est pas celui qui me fait égoïstement découvrir l'autre comme je l'entends ?

Effectivement, et c'est une question revient finalement à se demander si l'équité n'implique pas la réciprocité. Car ce sont presque toujours les Occidentaux qui vont dans les pays du Sud. Le tourisme équitable est un pas de plus pour respecter les cultures locales et ne pas les transformer en simple poudre aux yeux pour Occidentaux anxieux de découvrir la « différence ». Quand est-ce que l'on va aider les habitants des Suds à venir ici, c'est-à-dire pratiquer l'échange véritable ? Quand est-ce que les Africains, au niveau local et pas seulement les décideurs politiques, vont enfin pouvoir se mobiliser et se déplacer pour porter leur parole sans que ce soit des Européens qui se sentent la responsabilité de le faire ? Le tourisme ne deviendra véritablement équitable que lorsque l'on prendra en compte les souhaits des uns et des autres ? C'est le sens de la réflexion que nous menons actuellement relativement au mouvement de Porto Alegre.

L'un des guides de voyage les plus connus, le *Lonely Planet*, pose la question de l'opportunité de se rendre en Birmanie. Il tente de prendre en compte les desiderata locaux en exposant par exemple les moyens de s'extraire du système mis en place au seul bénéfice du régime militaire au pouvoir. Il conseille, par exemple, à ceux qui souhaitent apporter quelque chose aux populations de venir avec des revues occidentales car les gens sont avides de savoir ce qui se passe en dehors de leurs frontières. Il plaide donc pour aller en Birmanie et soutenir ainsi ce pays par le tourisme.

Mais il est des pays où il peut être dangereux pour la population d'être pris en possession de magazines étrangers. Est-ce que vous avez eu l'occasion de repérer des incidents trouvant leur origine dans une démarche de bonne volonté ?

Bien sûr. Ce sont, par exemple, les gens qui partent avec de l'argent, du matériel en dehors de tout cadre et le distribuent à des personnes sans avoir pris le temps de se renseigner avant. C'est le type même de la « fausse bonne idée » ! C'est là où l'information s'avère essentielle, ne serait-ce qu'en mettant le jeune qui veut partir en contact avec des associations locales, de manière à ce qu'il soit encadré sur le terrain par des gens sérieux.

Est-ce que le thème du tourisme équitable ne participe pas, à l'heure actuelle, d'un renouvellement de la réflexion dans le milieu du développement ?

Tout à fait. Les ONG de développement frôlent souvent l'écueil de se présenter comme « les purs » qui entrent dans les pays pour un motif noble par opposition aux touristes qui sont caricaturés comme ceux qui voyageraient pour des motifs futiles, sans rien comprendre à ce qui se passe dans les pays. Cette réflexion sur le tourisme équitable est salutaire en ce qu'elle vient mettre en quelque sorte le curseur au milieu, en nous incitant à ne pas tomber dans des dérives utilitaristes que l'on peut parfois avoir et à envisager des initiatives intéressantes que l'on peut bâtir avec les populations, à condition, encore une fois, que cela devienne un jour à double sens. Si aujourd'hui, on discute à ISF de la possibilité de mettre en prise les associations locales avec des enjeux plus globaux comme ceux qui se discutent à Porto Alegre, ce n'est pas étranger à ce qui se fait dans le tourisme équitable car on s'est rendu compte que l'on pouvait partir sur le terrain pour réaliser autre chose qu'un projet technique, à savoir échanger.

N'y a-t-il pas un paradoxe à être le symbole d'activités de développement ayant consisté dans l'exportation de technologies occidentales parfois polluantes, souvent aliénantes et à plaider en même temps pour un tourisme équitable qui, au contraire, souhaite faire oublier ces dérives ?

Parfaitement, et c'est d'ailleurs un véritable enjeu de communication pour ISF qui, depuis sa création en 1982, s'est engagé à ne pas exporter du savoir technique. Notre charte le dit d'ailleurs : la technique occidentale n'est pas neutre, elle est aliénante et c'est la raison pour laquelle nous souhaitons fédérer des énergies. Cela explique aussi que nous travaillons avec des élèves ingénieurs qui sont encore en mesure d'inventer avec les moyens du bord alors que des ingénieurs auront du mal à s'extraire de leurs modèles occidentaux, élaborés, technicistes.

ISF s'est également attaché à ne pas se substituer aux compétences locales, raison pour laquelle lorsque nous travaillons sur des projets, ce sont des bureaux d'étude locaux qui réalisent le travail. Enfin, nous estimons que la coopération Sud-Sud demeure la seule voie possible : nous nous battons pour faire entendre aux pays du Sud qu'ils ont plus à apprendre en travaillant avec d'autres pays du Sud qu'avec la France ou de manière plus générale les Occidentaux. En cela, on rejoint la réflexion du tourisme équitable.

Comment les écoles et universités perçoivent-elles les multiples initiatives étudiantes en matière de tourisme équitable ?

Je distinguerais les écoles élitistes, qui sont en tout cas considérées comme « le haut du panier », qui s’y intéressent pour des questions de marketing. Elles se rendent compte que les entreprises qu’elles pourvoient en cadres sont de plus en plus internationales et intéressées par l’éthique. Du coup, elles comprennent qu’elles doivent prévoir de l’éthique dans leurs enseignements et envoyer leurs étudiants à l’étranger. Viennent ensuite les écoles moins connues et c’est là souvent que l’on a les initiatives les plus intéressantes, les plus pédagogiques. Elles ont besoin de se démarquer des grandes, alors elles innovent sur ce plan en mettant en place des initiatives d’échange. Je pense à l’exemple des ICAM (Instituts catholiques d’arts et métiers) qui souhaitaient que pendant 6 mois, leurs élèves partent, pas forcément à l’étranger, mais dans un milieu culturel différent pour s’impliquer dans une initiative associative où ils se confronteraient à un environnement différent et à des questions d’éthique. Reste que, trop souvent, les initiatives des écoles sont motivées par une volonté de reconnaissance, que ce soit vis-à-vis des entreprises ou du milieu, qui dénature la démarche. En ce sens, les écoles empruntent souvent aux entreprises qui, par exemple, créent des fondations pour faire du social.

Là où le travail de développement et la réflexion sur le tourisme équitable portent leurs fruits, c’est que les élèves ingénieurs, sensibilisés à ces questions, finissent par influencer les formations qu’ils reçoivent en laissant la place à l’échange interculturel et en remettant en cause les techniques qu’on leur enseigne.

« Vos vacances chez les Papous » : ethnotourisme et primitivisme

Jean-Claude Monod

Le développement exponentiel de l'industrie touristique a récemment croisé la sensibilisation croissante aux problèmes écologiques. La redécouverte de la nature en Occident ne pouvait rester longtemps sans effet sur un secteur qui a toujours su exploiter l'image de paysages préservés, protégés de l'urbanisation et de la pollution, tout en contribuant parfois activement, par là même, à ce que ces espaces préservés ne le restent plus très longtemps. La région qui entoure le Mont Everest au Népal est ainsi jonchée de détritus, papiers gras et autres canettes abandonnés par les marcheurs ; au Kenya, à Goa et aux Philippines est apparu le problème de l'érosion des côtes aux alentours des plages ; on n'en finirait pas d'énumérer les exemples de paysages ou de sites historiques gâchés par un tourisme anarchique.

La dénonciation de certains ravages écologiques et culturels du tourisme de masse a connu ces dernières années une ampleur nouvelle. Pour faire face à cette nouvelle donne, les promoteurs touristiques se sont bientôt emparés du nouveau « concept » : l'écotourisme. Au départ synonyme de tourisme « responsable », au sens d'une responsabilité globale, tant sociale qu'écologique, l'écotourisme a eu peu à peu tendance à ne plus recouvrir que l'idée vague d'un tourisme qui ferait redécouvrir « la nature » à des clients fatigués du monde industriel.

Directement ou indirectement, les populations autochtones sont concernées par ce phénomène, soit parce qu'elles habitent les derniers

lieux dits « naturels » de la planète, soit parce qu'on les inclut dans ce mouvement de retour à une « nature » dont elles sont censées participer. Les tour-opérateurs annexent en effet sans ambages à « l'écotourisme » ce que l'on pourrait et devrait appeler « l'ethnotourisme ». « *Unspoilt environments, primitive cultures* », annonce un dépliant de l'agence Trans-Nuigini Tours pour la Papouasie Nouvelle-Guinée. La valorisation naturaliste de nos amis les sauvages réactive ainsi parfois toute une thématique des « primitifs » que l'on pouvait espérer dépassée. « *Naviguez vers le passé... Dans cet immense pays [la Papouasie Nouvelle-Guinée], certaines tribus vivent toujours à l'âge de la pierre* » signale le *Figaro Magazine* (4 décembre 1993) dans un article intitulé « *Vos vacances chez les Papous* ». La visite chez les indigènes y apparaît comme une machine à remonter le temps, vers une barbarie inquiétante mais heureusement domestiquée. C'est « *l'aventure à deux pas de votre hôtel* », mais le journaliste nous rassure : aujourd'hui, le gouvernement est parvenu à discipliner ces indigènes belliqueux qui avaient naguère coutume de s'entre-tuer « *pour un arbre, pour une injure* ». Désormais, le guerrier papou ne veille plus qu'à la sécurité du touriste. « *À la luxueuse lodge Ambua, vous verrez se profiler dans la nuit claire l'étrange silhouette du veilleur de nuit. Dans la douce quiétude des chaudes boiseries du salon, cet homme qui veille à votre porte avec son arc et ses flèches vous paraîtra délicieusement anachronique* ». Une présentation aussi franchement néo-coloniale des peuples « primitifs » est sans doute relativement rare : les agences de tourisme s'efforcent le plus souvent de marquer, au moins rhétoriquement, un certain respect pour les cultures visées. Certaines compagnies éclaireront la visite d'une (ou de plusieurs) conférences sur les rites, le mode de vie des sociétés en question, et fournissent à leurs clients une sorte de code de bonne conduite. L'attention à la culture d'accueil, l'implication de la communauté locale dans la prise de décision figurent d'ailleurs au nombre des conditions qui doivent être garanties dans la Charte pour un tourisme responsable, copubliée par Tourism Concern, une ONG créée pour contrôler l'impact du tourisme sur les pays du tiers-monde, et par le Fonds mondial pour la nature²⁰.

Protection de la nature et prise en compte des intérêts des peuples autochtones semblent donc marcher du même pas. Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Le goût pour la belle nature est antérieur, chez les touristes, à la mode ethnotouristique. L'intérêt qu'il pouvait y avoir à protéger la nature est donc apparu assez vite aux pays d'accueil, encouragés par les agences mondiales de protection de l'environnement. En Afrique, le déplacement des populations autochtones (peuples pastoraux du Kenya, de Tanzanie) a souvent été justifié par la nécessité de créer des parcs naturels

excluant toute résidence humaine permanente (les pasteurs sont accusés de menacer la biodiversité), mais admettant des visiteurs de passage, autrement dit des touristes. L'objectif écologique s'accordait très bien alors avec l'intérêt touristique et commercial, mais beaucoup moins bien avec les intérêts des populations autochtones. L'hypocrisie est parfois flagrante, comme en Namibie, où les Bushmen Ju/Wasi se sont vu interdire de tuer les lions de la région — même quand les fauves attaquaient leur bétail — « protection de l'espèce » oblige, alors même que des chasseurs venus des États-Unis, d'Europe et du Japon étaient autorisés à leur tirer dessus²¹.

Autre cas de figure : dans la réserve Shaba, au Kenya, les pâturages des pasteurs Samburu ont été remplacés par une réserve de gibier qui entoure l'hôtel Sarova Shaba. Le peu d'eau utilisé autrefois par les pasteurs pour abreuver leurs troupeaux est aujourd'hui détourné pour remplir l'énorme piscine de l'hôtel. « *Tandis que des touristes fortunés font un agréable plongeon dans l'eau rafraîchissante de la piscine, note Barbara Gerhels²², les membres du village voisin meurent de faim.* »

Les cas de heurts entre une entreprise touristique et la volonté d'un peuple autochtone ne sont pas rares. Les Mohawk du Canada se sont soulevés pour protester contre le projet d'étendre un terrain de golf sur leurs sites funéraires ; la même chose s'est produite au Sarawak (Malaisie orientale), où le développement d'un complexe touristique autour des grottes de Mulu et du fleuve Baram a entraîné une vive résistance des Berawan locaux²³.

Ces situations ne relèvent assurément pas de « l'écotourisme », mais plutôt d'une gestion « classique » dans laquelle les peuples autochtones sont tout bonnement méprisés et écartés par une industrie touristique qui ne convoite que leurs terrains. C'est ainsi, par exemple, que les communautés de pêcheurs qui peuplaient la côte de Penang (Malaisie) ont été déplacées pour faire place à des hôtels de plage.

Par comparaison avec ces exemples — actuels ou récents — de mépris complet des populations autochtones par l'industrie touristique, ne peut-on penser que l'ethnotourisme marque une évolution positive des relations entre compagnies touristiques et peuples autochtones ?

Selon la perspective que l'on adopte, et selon les cas, l'ethnotourisme peut apparaître comme une manière plus humaine ou plus rentable d'utiliser les populations autochtones. Le vice-consul du Paraguay à São Paulo, Marcos Chavez, déclare ainsi que le tourisme chez les Indiens d'Amazonie représente un « *énorme marché potentiel* », avant de reprocher à ces derniers d'être devenus des « *mercenaires, modifiant leurs danses traditionnelles pour mieux plaire aux touristes* »²⁴. On invite donc les Indiens à commercialiser leur culture pour les

accuser ensuite de la dégrader, voire de pratiquer une forme de prostitution culturelle. Mais on se garde bien, alors, de dire qui joue le rôle de proxénète.

De fait, l'ethnotourisme sert souvent de voie détournée pour « intégrer » des populations traditionnelles dans les circuits d'un marché élargi, ou pour les « mettre au travail » — les propos de Bartolomé Quiñónez, ancien directeur de la compagnie paraguayenne LAP, sont à cet égard sans ambiguïté : « *Le problème, avec les Indiens, c'est qu'ils ne travaillent pas. Ils ne produisent aucune richesse, ils sont un facteur de régression.* »²⁵

Le mépris intact, l'exploitation touristique de certains peuples autochtones peut être menée en parallèle avec une oppression directe de ceux qui ne « servent à rien ». C'est le cas dans de nombreux pays d'Amérique latine, mais aussi d'Asie. Ainsi aux Philippines, en 1993, le service du tourisme du gouvernement avait organisé un important événement baptisé le *Gran Cordillera Festival*. L'Alliance des peuples indigènes dénonça cette entreprise de « commercialisation de leur culture » en ces termes : « *Nous voyons cet événement comme une répétition du passé : les agences gouvernementales et le big business utilisent notre riche héritage culturel pour attirer des touristes dans la région. Il n'y a pas de raison pour que les gens s'amuse avec ces festivités alors qu'un ethnocide est pratiqué contre nous par le biais de la militarisation et de projets gouvernementaux destructeurs.* »²⁶

Les représentants indigènes pointaient là ce qui est l'un des grands absents des catalogues et prospectus pour l'ethnotourisme : la situation politique qui est faite aux peuples indigènes. Le catalogue de l'agence Itinérances, *Voyages insolites* (1993) présente ainsi « *un pays secret et fascinant : le Myanmar (ancienne Birmanie) où depuis plus de dix ans le bouddhisme s'épanouit avec bonheur* ». En octobre de la même année, pourtant, Amnesty International publiait un rapport intitulé *Myanmar. Persistance d'un climat de terreur*, faisant notamment état de la répression implacable menée par la dictature militaire à l'encontre des minorités ethniques et religieuses du pays, des Karen aux Môn. À l'heure actuelle, pour préparer l'année 1996, « année du tourisme » au Myanmar, des milliers d'hommes sont déplacés de force et employés à la construction d'infrastructures ainsi qu'à l'aménagement de sites historiques dans des conditions proches de l'esclavage²⁷.

L'argument de l'afflux de devises et du développement économique, sans cesse mis en avant pour défendre l'expansion du tourisme, est un peu court, surtout lorsqu'on examine la manière dont ces profits sont distribués. Par exemple, d'après Tourism Concern, 60 % des 4 milliards de dollars de recette touristique en Thaïlande quittent le pays. Quant au « coût humain », dans ce pays, de l'industrie

de la prostitution infantine, à plus forte raison en temps de sida, il entre difficilement dans les calculs des thuriféraires du tourisme comme facteur de « développement ».

Assurément, le « tourisme sexuel » en Thaïlande est un cas extrême, qui n'a rien à voir avec l'ethnotourisme. Les effets de celui-ci ne sont pas uniformément noirs, dans la mesure où il peut effectivement contribuer à donner aux populations indigènes une activité qui leur vaut certains égards et les protège de l'oppression, voire de la disparition. L'expérience des Indiens montagnais de Mingan, village montagnais de la côte nord du Saint-Laurent (au Québec) montre ainsi que l'ethnotourisme peut constituer le vecteur d'une revalorisation de la culture traditionnelle aux yeux de sociétés qui s'en étaient détachées : sédentarisés et mal à l'aise dans leurs réserves, certains Indiens ont saisi le tourisme comme une opportunité pour reconquérir la forêt et faire redécouvrir aux jeunes membres de leur nation un mode de vie oublié.

Mais il est significatif que cette expérience visiblement réussie (rapportée par Étienne Bours, « *Vivre au rythme des Indiens montagnais* », inédit) émane des intéressés eux-mêmes, et qu'il s'agisse d'individus déjà « occidentalisés », utilisant quotidiennement les outils technologiques modernes (de la motoneige au fax). N'étant pas sommés par des agences pour touristes en mal d'« anachronisme » d'exhiber une parodie dérisoire et figée de leurs traditions, ou de se conformer aux clichés que l'on a sur eux, ils gèrent librement l'image qu'ils veulent donner d'un mode de vie en mouvement. L'ethnotourisme peut sans doute constituer un moyen d'existence pour des peuples confrontés à la question de leur survie, matérielle et culturelle, mais à cette condition, décisive : qu'ils en soient les instigateurs, et non les figurants.

Jean-Claude Monod est philosophe (CNRS) et secrétaire de rédaction des Nouvelles de Survival, revue de l'association Survival. Cet article est paru dans Les Nouvelles de Survival, n° 19, été 1995.

Des pistes pour développer un tourisme équitable

Olivier Chabrol

Les opérateurs professionnels du tourisme international sont conscients de travailler dans un secteur d'activité loin d'être neutre pour les régions d'accueil. Il en est autrement de la grande majorité du public. Nous imaginons bien qu'une région trop fréquentée par les touristes a certainement perdu une partie du charme qui avait suscité l'engouement des premiers voyageurs. Mais nous nous rendons peut-être moins compte que la vie locale ne retrouve plus forcément son « authenticité » même après la fin de la saison touristique. Nous percevons naturellement qu'un tourisme important peut parfois poser des problèmes à une communauté d'accueil, mais nous osons espérer que ces difficultés sont au moins compensées par l'apport local en devises associé à cette activité.

Nous ignorons en vérité les rouages du tourisme international. Cette méconnaissance de notre part n'est pas étonnante. Elle est en effet fortement entretenue quotidiennement par le marketing touristique en général. Les promoteurs (agences de voyages, offices du tourisme, compagnies aériennes ou hôtelières...) nous présentent essentiellement de l'évasion, du dépaysement, et surtout du plaisir personnel pour nos prochaines vacances. Dans un environnement commercial très concurrentiel, ces promoteurs omettent bien sûr d'attirer notre attention sur certains effets négatifs liés à la prestation qu'ils cherchent à nous vendre.

Un touriste qui ferme les yeux sur sa consommation

Puisqu'une information objective ne viendra très probablement pas spontanément des grands acteurs intéressés par les bénéfices générés par le tourisme, une sensibilisation du grand public doit être menée par d'autres voies sur ces problèmes. Les ONG qui militent sur les questions de développement, d'environnement, et les grands organismes internationaux tels que l'OMT ou l'Unesco se doivent de considérer un tourisme plus responsable comme une priorité pour préserver le patrimoine écologique et culturel de notre planète. Cette question était d'ailleurs incluse dans l'agenda 21 établi au sommet de Rio en 1992. Un effort particulier doit être appliqué pour divulguer des informations sur les impacts générés par les activités touristiques dans les pays à faible économie, ceux-ci étant plus vulnérables.

Une fois avertis sur les enjeux de cette problématique, les consommateurs peuvent s'interroger sur les impacts de leurs propres choix et questionner aussi les prestataires avant ou pendant leurs vacances. On peut les encourager par exemple à se préoccuper de certains critères clés pour le concept d'équité dans le tourisme, tels que :

- Comment la population du lieu de destination est-elle associée à la gestion de la prestation touristique ?
- Quelle part du budget des vacances va effectivement bénéficier à l'économie locale ?

Inciter le marché à plus de responsabilité

Dans ce monde régi par les lois de l'offre et de la demande, ces questions pourront ainsi peu à peu devenir des paramètres du marché du tourisme, et les grands acteurs économiques de ce marché ne pourront plus les considérer comme des préoccupations inexistantes pour leurs clients. D'autre part, on peut souhaiter que, comme cela s'est développé pour certaines causes comme les droits de l'homme ou des questions écologiques (Amnesty International, Greenpeace...), de nouveaux organismes indépendants spécialisés surveillent l'application de certains critères éthiques dans les activités touristiques internationales. Les rapports de tels organismes étant susceptibles de déclencher des campagnes de boycott ou de détériorer sérieusement l'image de marque de certains opérateurs sans scrupules, le marché sera globalement incité à se comporter de façon plus responsable.

Parallèlement à la prise de conscience du public vis-à-vis de cette problématique complexe, il faut que la demande naissante pour des séjours de tourisme équitable soit satisfaite. Comme on l'a fait avec le café labellisé Max Havelaar pour le commerce équitable, on peut

d'abord montrer par l'exemple qu'il est possible d'allier de façon économiquement viable qualité de la prestation et éthique équitable.

Promouvoir des prestations touristiques exemplaires

Pour réussir cela en France à moyen terme, il faut probablement que plusieurs organisations de solidarité internationale s'accordent initialement pour faire connaître largement certains projets autogérés par des communautés de pays économiquement faibles, avec un volet touristique équitable et de qualité. C'est par le retentissement du succès de projets touristiques innovants en matière d'éthique que le grand public pourra enregistrer l'existence de cette offre. Une fois que quelques centaines de citoyens pionniers en termes de comportements de consommation équitable auront donné l'exemple de façon probante par leur participation à ce type de tourisme, la voie sera vraiment ouverte. Ces consommateurs/touristes seront alors bien sûr susceptibles de devenir les meilleurs promoteurs du concept, lui permettant ainsi de s'établir avec des bases saines sur le marché du tourisme. Les organisations de solidarité internationale, les organisations de consommateurs et les médias peuvent aussi jouer leurs rôles d'amplificateurs pour ces témoignages, aidant ainsi à les crédibiliser, et limitant par là même les effets des probables réactions critiques, voire des contre-attaques, de la part de certains opérateurs traditionnels du tourisme.

Pour cela il est souhaitable que ce soit les meilleurs projets pilotes qui constituent effectivement la référence initiale des acteurs de la solidarité. Ces projets doivent être bien contrôlés dans leurs développements pour éviter absolument que le concept ne soit discrédité dans sa phase de lancement. Les projets servant d'exemples n'ont pas besoin d'être très nombreux, ni de grande taille, mais la communication sur la démarche qui les guide doit être très bien faite. Ainsi les projets ultérieurs qui s'en inspireront ne pourront utiliser uniquement l'aspect marketing du terme équitable sans respecter la démarche éthique qui y est associée. Souhaitons qu'ils soient nombreux dans les années à venir.

Olivier Chabrol est membre du comité de rédaction de la revue Ingénieurs sans frontières et cofondateur de la branche française de l'association Djembé. Cet article est paru dans la revue Ingénieurs sans frontières, n° 48, 3^e trimestre 2000, p. 12-13.

Annexes

Organismes

Agir ici pour un monde solidaire

104, rue Oberkampf

75011 Paris

Tél. : 01 56 98 24 40

Fax : 01 56 98 24 09

www.agirici.org

Association de solidarité internationale constituée d'un réseau de 11 000 citoyens qui interpellent les décideurs politiques et économiques du Nord pour promouvoir des relations Nord-Sud plus équitables. Chaque année, Agir ici mène, en partenariat avec des associations françaises et européennes, quatre campagnes sur des thèmes souvent liés à l'actualité. En 2001, Agir ici a lancé la campagne « Quand le bonheur des uns fait le malheur des hôtes » sur le thème du tourisme.

Centre de documentation tiers-monde

20, rue de Rochechouart

75009 Paris

Tél. : 01 42 82 07 51

cdtm75@globenet.org

www.ritimo.org/cdtm75

Association ayant pour but de mettre à la disposition du public une documentation et une information sur les questions de développement des pays du tiers-monde.

Djembé-France

11, rue Augusta
92160 Antony
Tél. : 06 79 18 00 36
www.globenet.org/djembe
djembe@globenet.org

Association proposant des séjours culturels en Afrique s'inscrivant dans une démarche de respect des traditions et de développement durable.

ECPAT, Ending child prostitution, pornography and trafficking

c/o Groupe Développement,
Bat. 106 – BP 07
93352 Le Bourget CEDEX
Tél. : 01 49 34 83 13
www.ecpat.net
ecpat-france@wanadoo.fr

Réseau international dont le siège est à Bangkok et qui milite contre la prostitution enfantine, notamment celle liée au tourisme.

Ingénieurs sans frontières

14, passage Dubail
75010 Paris
Tél. : 01 53 35 05 40
www.isf-France.org
courrier@isf-France.org

Mass Education

Sukumar Slingh
Secrétaire général
Mahamayatala P.O. Garia
Calcutta 700084
West Bengal – India
Tél. : 0091 (33) 1447 – 4773674
Fax. : 0091 (33) 477 20 10
mass@cal.vsnl.net.in

SME (Soutien en France de Mass Education)

Josiane Lapôtre
11, rue de la Plaine de France
95570 Bouffemont
Tél./Fax : 01 39 91 20 05

SME

Andrée Courel
1 ter, rue Pont Marchand
27500 Pont-Audemer
Tél. : 02 32 42 30 13
www.perso.club-internet.fr/lfff

OMT, *Organisation mondiale du tourisme*

Calle Capitan Haya 42
28020 Madrid – Espagne
omt@world-tourism.org
educa@world-tourism.org
www.world-tourism.org

Organisme des Nations unies en charge des questions de tourisme.

Survival International (France)

45, rue du Faubourg du Temple
75010 Paris
Tél. : 33 (0) 1 42 41 47 62
www.survival-international.org

Survival International est une organisation mondiale de soutien aux peuples indigènes. Elle défend leur volonté de décider de leur propre avenir et les aide à garantir leur vie, leurs terres et leurs droits fondamentaux.

TEN, *Tourism european network*

Nikolaus Otto Str 13-70771
Leinfelden
Echterdingen – Allemagne
dienst@geod.geonet.de

Réseau de neuf associations en Europe et deux en Asie, dont l'objectif est d'analyser l'activité touristique entre les pays du Nord et ceux du Sud et d'œuvrer pour la mise en place d'un tourisme équitable.

Tourisme et développement solidaires

131, rue du Château
BP 13
34160 Boisseron
Tél. : 04 99 63 02 63
tour.dev.solidaires@wanadoo.fr

Transverses

7, rue Heyrault
92100 Boulogne
Tél. : 01 49 10 90 84
transverses@wanadoo.fr
www.chez.com/transverses

Association de réflexion, d'information et d'action sur le tourisme Nord/Sud.

Union Nationale des Associations de Tourisme (UNAT)

8, rue César Franck
75015 Paris
Tél. : 01 47 83 21 73
Fax : 01 45 66 69 90
www.unat.asso.fr
infos@unat.asso.fr

Créé en 1920, ce collectif regroupe les principales associations et mutuelles françaises de tourisme dans les domaines du tourisme familial, des vacances de jeunes et d'enfants, sportives et de plein air. L'Unat entend représenter le secteur du tourisme associatif auprès des pouvoirs publics et des partenaires sociaux et contribuer au développement d'une politique sociale du tourisme

Les revues et magazines qui nous ont gracieusement autorisés à reproduire les articles

Le Courrier de l'Unesco (a cessé de paraître)

Échos du Cota

Rue de la révolution, 7
B — 1000 Bruxelles — Belgique

Foi et développement

Centre L. J. Lebreton
43 ter, rue de la Glacière
75013 Paris
Tél. : 01 47 07 10 07
lebreton@club-internet.fr

Grains de Sel

Interréseaux
32, rue Le Peletier
75009 Paris

Ingénieurs sans frontières

14, passage Dubail
75010 Paris

Jeune Afrique

57 bis, rue d'Auteuil
75016 Paris

Le Monde diplomatique

21 bis, rue Claude Bernard
75242 Paris Cedex 5

Les Nouvelles de Survival

Survival International (France)
45, rue du faubourg du Temple
75010 Paris

Peuples en marche

10, rue Lanterne
69002 Lyon

Lectures

- Marc Augé, *L'Impossible Voyage. Le tourisme et ses images*, Rivages, Paris, 1997.
- Georges Cazes, *Les nouvelles colonies de vacances : le tourisme international à la conquête du tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1989.
- Jean Chesneaux, *L'art du voyage*, Bayard, Paris, 1999.
- Franck Michel, *Désirs d'ailleurs. Essai d'anthropologie des voyages*, Armand Colin, coll. « Chemins de traverse », Paris, 2000.
- Franck Michel (dir.), *Tourismes, touristes, sociétés*, L'Harmattan, Paris, 1998.
- *Tourismes et tiers-mondes*, CDTM et Transverses, Les dossiers de presse du CDTM, n° 67, Paris, novembre 1997.
- *Tourisme Nord-Sud, Nouveaux acteurs, nouvelles pratiques*, CDTM/Ritimo, Paris, décembre 2001.
- *Vers un tourisme équitable*, Ingénieurs sans frontières, n° 48, Paris, 3^e trimestre 2000.

Notes

1. La littérature sur le tourisme et le voyage est particulièrement abondante, on se reportera au classique, *The Tourist : a new theory of the leisure class*, par P. Mac Canell, London-New York, McMillan, 1976 et à quelques parutions récentes : *Histoire de l'invention du tourisme, XVI-XIXe siècles*, par Marc Boyer, Les éditions de l'aube, 2000 ; *Le tourisme urbain*, par Georges Cazes et Françoise Potier, collection. « Que sais-je ? », PUF, 1996 et *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, par Jean Viard, Les éditions de l'aube, 2000.
2. Lire « Digressions sur l'étranger », traduit par Philippe Fritsch et Isaac Joseph, dans *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, anthologie réalisée et présentée par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, Éd. Champ urbain, Paris, 1979, réédition Aubier, Paris, en 1984, p. 53-59. Lire aussi « l'espace et les organisations spatiales de la société » dans *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*, traduction Lyliane Deroche-Gurcel et Sibylle Muller, PUF, Paris, 1999.
3. Thierry Paquot, « De l'accueil. Essai pour une architecture et un urbanisme de l'hospitalité », *Éthique, architecture, urbain*, sous la direction de Chris Younès et Thierry Paquot, La Découverte, Paris, 2000.
4. Jean Chesneaux, *L'Art du voyage*, Bayard, Paris, 1999 ; Marc Augé, *L'Impossible Voyage. Le tourisme et ses images*, Rivages, Paris, 1997.
5. Françoise Choay, *L'Allégorie du patrimoine*, Seuil, Paris, 1992. Henri-Pierre Jeudy, « Japon : le patrimoine et la catastrophe », *Urbanisme*, n° 307, Paris, juillet-août 1999.
6. Lire « Patrimoine et tourisme », *Urbanisme*, n° 295, Paris, 1997.

7. Voir le dossier du magazine *Caravane*, n° 7, de décembre 2000, 99, rue Louis-Bectard, 77360 Vaires-sur-Marne, www.echo.org/
8. Stanislas Breton, *L'Autre et l'ailleurs*, Descartes & Cie, Paris, 1995.
9. Voir Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie humaine*, Seuil, 1983 et Étienne Le Roy, «L'accès à l'universalisme par le dialogue interculturel», *Revue générale de droit*, 1995, n° 26, p. 8.
10. Source : Campagne « Quand les vacances des uns font le malheur des hôtes ! » de l'association Agir ici pour un monde solidaire.
11. Entretien réalisé le 30 août 2002. Lire les informations concernant l'association en annexe p. 153.
12. *La Sindrome di Stendhal*, Florence, Ponte alle Grazie, 2e édition, 1996.
13. Mapuche signifie les gens de la terre (de mapu : terre et che : homme). L'ethnie mapuche constitue l'ethnie amérindienne la plus nombreuse au Chili.
14. Ville de 3 300 habitants située à la frontière de la huitième et de la neuvième région, sur la Côte Pacifique, à quelque 5 heures de bus au Sud de Concepción.
15. La côte est habitée uniquement par des communautés mapuches, dont certaines tentent de perpétuer et faire revivre leur culture de manière très dynamique.
16. Question posée dans le public de la table ronde à laquelle aucune réponse ne put être apportée.
17. Cette table ronde publique, organisée par le groupe ISF (Ingénieurs sans frontières) Paris sud, s'est tenue le 19 mars 2002 à l'École polytechnique.
18. Dora Valayer, *Tourisme : l'urgence d'une éthique*, p. 13.
19. Entretien réalisé le 21 mai 2002.
20. Tourism Concern : www.tourismconcern.org.uk
21. Cf. Marcus Colchester, *Salvaging Nature. Indigenous peoples, protected areas and biodiversity conservation*, Unrisd, sept. 1994, p. 23.
22. Barbara Gerhels, *Tourism and tribal peoples*, Document Survival International.
23. Cf. Doug Tsuruoka, « La Bataille de Sarawak. Des indigènes contre le tourisme dans la forêt de Bornéo », *Courrier International*, n° 195, 28 juillet-17 août 1994, p. 9-10.

24. Cité par Alex Shankland, «The Natives are friendly!», *The New Internationalist*, n° 245, juillet 1993, p. 23.

25. *Ibid.*

26. Alfred Dizon. «Tribal Folk Protest Gran Cordillera Festival as Commercialization of Culture», *Northern Dispatc*, vol. V, n° 45 & 46, 1993, p. 7.

27. Cf. *Le Monde* du 25/1/95, éditorial «Implacable junte birmane» et André et Louis Boucaud, «La dictature birmane sur la voie capitaliste», *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Françoise Astier. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans les domaines suivants : environnement et avenir de la planète ; rencontre des cultures ; sciences, techniques et société ; rapports entre État et Société ; agricultures paysannes ; lutte contre l'exclusion sociale ; construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

«Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer» est une association constituée selon la loi de 1901, dont l'objectif est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation et de ses partenaires. Cette association édite des dossiers et des documents de travail et assure leur vente et leur distribution, sur place et par correspondance, ainsi que celle des ouvrages coédités par la Fondation avec des maisons d'édition commerciales.

La collection des «Dossiers pour un débat»

déjà parus :

DD 1. **Pour des agricultures paysannes**, Bertrand Delpeuch, 1989 (existe également en portugais).

DD 3. **Inventions, innovations, transferts** : des chercheurs mènent l'enquête, coordonné par Monique Peyrière, 1989.

DD 5. **Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire**, coordonné par François Greslou, 1991.

DD 6. **Les chemins de la paix** : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays, 1991.

DD 7. **The paths to peace**, même dossier que le précédent, en anglais (existe également en amharique).

DD 12. **Le paysan, l'expert et la nature**, Pierre de Zutter, 1992.

DD 15. **La réhabilitation des quartiers dégradés** : leçons de l'expérience internationale, 1992.

DD 16. **Les Cambodgiens face à eux-mêmes ?** Contributions à la construction de la paix au Cambodge, coordonné par Christian Lechervy et Richard Pétris, 1993.

DD 17. **Le capital au risque de la solidarité** : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley, 1993.

DD 19. **Penser l'avenir de la planète** : agir dans la complexité, Pierre Calame, 1993 (existe également en anglais).

DD 20. **Stratégies énergétiques pour un développement durable**, Benjamin Dessus, 1993 (existe également en anglais).

DD 21. **La conversion des industries d'armement**, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue, Richard Pétris, 1993 (existe également en anglais).

DD 22. **L'argent, la puissance et l'amour** : réflexions sur quelques valeurs occidentales, François Fourquet, 1993 (existe également en anglais).

DD 24. **Marchés financiers** : une vocation trahie ?, 1993 (existe également en anglais).

DD 25. **Des paysans qui ont osé** : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation — la révolution silencieuse des années 50, 1993.

DD 28. **L'agriculture paysanne** : des pratiques aux enjeux de société, 1994.

DD 30. **Biodiversité, le fruit convoité** ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement, 1994.

DD 31. **La chance des quartiers**, récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand, 1994.

DD 33. **Financements de proximité** : 382 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel, 1996 (nouvelle édition revue, corrigée et enrichie).

DD 34. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ?** Vivre en paix dans un monde de diversité, sous la direction de Thierry Verhelst et de Édith Sizoo, 1994 (2^e édition 2002).

DD 35. **Des histoires, des savoirs, des hommes** : l'expérience est un capital ; réflexion sur la capitalisation d'expérience, Pierre de Zutter, 1994.

- DD 38. **Citadelles de sucre** ; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde ; réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse, Pierre Audinet, 1994.
- DD 39. **Le Gatt en pratique** ; pour mieux comprendre les enjeux de l'Organisation mondiale du commerce, 1994.
- DD 40. **Commercer quoi qu'il en coûte ?** ; politiques commerciales, politiques environnementales au cœur des négociations internationales, coordonné par Agnès Temple et Rémi Mongruel, 1994.
- DD 42. **L'État inachevé** ; les racines de la violence : le cas de la Colombie, Fernán Gonzalez et Fabio Zambrano, traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf, 1995.
- DD 43. **Savoirs populaires et développement rural** ; quand des communautés d'agriculteurs et des monastères bouddhistes proposent une alternative aux modèles productivistes : l'expérience de Third en Thaïlande, sous la direction de Seri Phongphit, 1995.
- DD 44. **La conquête de l'eau** ; du recueil à l'usage : comment les sociétés s'approprient l'eau et la partagent, synthèse réalisée par Jean-Paul Gandin, 1995.
- DD 45. **Démocratie, passions et frontières** : réinventer l'échelle du politique, Patrick Viveret, 1995, (existe également en anglais).
- DD 46. **Regarde comment tu me regardes** (techniques d'animation sociale en vidéo), Yves Langlois, 1995.
- DD 48. **Cigales** : des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement, Pascale Dominique Russo et Régis Verley, 1995.
- DD 49. **Former pour transformer** (méthodologie d'une démarche de développement multidisciplinaire en Équateur), Anne-Marie Masse-Raimbault et Pierre-Yves Guihéneuf, 1996 (existe également en espagnol).
- DD 51. **De la santé animale au développement de l'homme** : leçons de l'expérience de Vétérinaires sans frontières, Jo Dasnière et Michel Bouy, 1996.
- DD 52. **Cultiver l'Europe** : éléments de réflexion sur l'avenir de la politique agricole en Europe, Groupe de Bruges, coordonné par Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.
- DD 53. **Entre le marché et les besoins des hommes** ; agriculture et sécurité alimentaire mondiale : quelques éléments sur les débats actuels, Pierre-Yves Guihéneuf et Edgard Pisani, 1996.
- DD 54. **Quand l'argent relie les hommes** : l'expérience de la NEF (Nouvelle économie fraternelle) Sophie Pillods, 1996.
- DD 55. **Pour entrer dans l'ère de la ville** ; texte intégral et illustrations concrètes de la Déclaration de Salvador sur la participation des habitants et l'action publique pour une ville plus humaine, 1996.
- DD 56. **Multimédia et communication à usage humain** ; vers une maîtrise sociale des autoroutes de l'information (matériaux pour un débat), coordonné par Alain Ihis, 1996.
- DD 57. **Des machines pour les autres** ; entre le Nord et le Sud : le mouvement des technologies appropriées, Michèle Odeyé-Finzi, Thierry Bérot-Inard, 1996.
- DD 59. **Non-violence : éthique et politique** (MAN, Mouvement pour une alternative non-violente), 1996.
- DD 60. **Burundi : la paysannerie dans la tourmente** : éléments d'analyse sur les origines du conflit politico-ethnique, Hubert Cochet, 1996.
- DD 61. **PAC : pour un changement de cap** ; compétitivité, environnement, qualité : les enjeux d'une nouvelle politique agricole commune, Franck Sénéchal, 1996.
- DD 62. **Habitat créatif : éloge des faiseurs de ville** ; habitants et architectes d'Amérique latine et d'Europe, textes présentés par Y. Pedrazzini, J.-C. Bolay et M. Bassand, 1996.
- DD 63. **Algérie : tisser la paix** : Huit défis pour demain ; Mémoire de la rencontre « Algérie demain » à Montpellier, 1996.
- DD 64. **Une banque des initiatives citoyennes au Liban** ; l'Association d'entraide professionnelle AEP, François Azuelos, 1996.

DD 66. **Financements de proximité** : 458 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel et Cyril Rollinde, 4^e éd. 2000.

DD 67. **Quand l'Afrique posera ses conditions** ; négocier la coopération internationale : le cas de la Vallée du fleuve Sénégal, mémoires des journées d'étude de mars 1994 organisées par la Cimade, 1996.

DD 68. **À la recherche du citoyen perdu** : un combat politique contre la pauvreté et pour la dignité des relations Nord-Sud, Dix ans de campagne de l'association Survie, 1997.

DD 69. **Le bonheur est dans le pré...** : plaider pour une agriculture solidaire, économe et productive, Jean-Alain Rhessy, 1996.

DD 70. **Une pédagogie de l'eau** : quand des jeunes des deux rives de la Méditerranée se rencontrent pour apprendre autrement, Marie-Joséphine Grojean, 1997.

DD 71. **Amérindiens : des traditions pour demain** ; onze actions de peuples autochtones d'Amérique latine pour valoriser leur identité culturelle, sous la direction de Geneviève Hérold, 1996.

DD 72. **Le défi alimentaire mondial** : des enjeux marchands à la gestion du bien public, Jean-Marie Brun, 1996.

DD 73. **L'usufruit de la terre** : courants spirituels et culturels face aux défis de la sauvegarde de la planète, coordonné par Jean-Pierre Ribaut et Marie-José Del Rey, 1997.

DD 74. **Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine** : mutations et recompositions vers le troisième millénaire, Ethel del Pozo, 1997.

DD 75. **États désengagés, paysans engagés** : perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine, compte rendu de l'atelier international de Mèze (France, 20-25 mars 1995), 1997.

DD 76. **Les médias face à la drogue** : un débat organisé par l'Observatoire géopolitique des drogues, 1997.

DD 77. **L'honneur des pauvres** : valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation, Noël Cannat, 1997.

DD 78. **Contrat emploi solidarité** : les paradoxes d'un dispositif ; expériences et propositions, Comité d'information et de mobilisation pour l'emploi — CIME, 1997.

DD 79. **Paroles d'urgence** ; de l'intervention-catastrophe à la prévention et au développement : l'expérience d'Action d'urgence internationale, Tom Roberts, 1997.

DD 80. **Le temps choisi** : un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement, François Plassard, 1997.

DD 81. **La faim cachée** : une réflexion critique sur l'aide alimentaire en France, Christophe Rymarsky, Marie-Cécile Thirion, 1997.

DD 82. **Quand les habitants gèrent vraiment leur ville** ; le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil, Tarso Genro, Ubiratan de Souza, 1998.

DD 83. **Aliments transgéniques : des craintes révélatrices** ; des scientifiques aux consommateurs, un débat citoyen autour de l'initiative populaire suisse pour la protection génétique, Robert Ali Brac de la Perrière, Arnaud Trollé, 1998 (existe également en allemand).

DD 84. **Vers une écologie industrielle** : comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrielle, Suren Erkman, 1998.

DD 85. **La plume partagée** ; des ateliers d'écriture pour adultes : expériences vécues, François Fairon, 1998.

DD 86. **Désenclaver l'école** ; initiatives éducatives pour un monde responsable et solidaire, sous la direction de Christophe Derenne, Anne-Françoise Gailly, Jacques Liesenborghs, 1998.

DD 88. **Campagnes en mouvement : un siècle d'organisations paysannes en France**, coordonné par Médard Lebot et Denis Pesche, 1998.

DD 89. **Préserver les sols, source de vie** ; proposition d'une « Convention sur l'utilisation durable des sols », projet Tutzing « Écologie du temps », 1998.

DD 90. **Après les feux de paille** ; politiques de sécurité alimentaire dans les pays du Sud et mondialisation, Joseph Rocher, 1998

DD 91. **Le piège transgénique** ; les mécanismes de décision concernant les organismes génétiquement modifiés sont-ils adaptés et démocratiques ?, Arnaud Trollé, 1998.

DD 92. **Des sols et des hommes** ; récits authentiques de gestion de la ressource sol, Rabah Lahmar, 1998.

DD 93. **Des goûts et des valeurs** ; ce qui préoccupe les habitants de la planète, enquête sur l'unité et la diversité culturelle, Georges Levesque, 1999.

DD 94. **Les défis de la petite entreprise en Afrique** ; pour une politique globale d'appui à l'initiative économique : des professionnels africains proposent, Catherine Chaze et Félicité Traoré, 2000.

DD 95. **Pratiques de médiation** ; écoles, quartiers, familles, justice : une voie pour gérer les conflits, Non-Violence Actualité, 2000.

DD 96. **Pour un commerce équitable** ; expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud, Ritimo, Solagr, 1998.

DD 97. **L'eau et la vie** ; enjeux, perspectives et visions interculturelles, Marie-France Caïs, Marie-José Del Rey et Jean-Pierre Ribaut, 1999.

DD 98. **Banquiers du futur** ; les nouveaux instruments financiers de l'économie sociale en Europe, Benoît Granger/Inaise, 1998.

DD 99. **Insertion et droit à l'identité** ; l'expérience d'accompagnement des chômeurs par l'association ALICE, Pascale Dominique Russo, 2000.

DD 100. **Une ville par tous** ; nouveaux savoirs et nouveaux métiers urbains ; l'expérience de Fortaleza au Brésil, Robert Cabanes, 2000.

DD 101. **Chine et Occident : une relation à réinventer** ; parcours historique et leçons de quelques rencontres récentes dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Yu Shuo, avec la collaboration de Sabine Jourdain, Christoph Eberhard et Sylvie Gracia (photographies de Alain Kernévez), 2000.

DD 102. **Solidarités nouvelles face au chômage** ; tisser des liens pour trouver un emploi : récit d'une expérience citoyenne, Sophie Pillods, 1999.

DD 103. **Plantes transgéniques : une menace pour les paysans du Sud**, Robert Ali Brac de la Perrière, Franck Seuret et Arnaud Trollé, 1999.

DD 104. **Ce que les mots ne disent pas** ; quelques pistes pour réduire les malentendus interculturels : la singulière expérience des traductions de la Plate-forme de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Édith Sizoo, 2000.

DD 105. **Savoirs du Sud : connaissances scientifiques et pratiques sociales : ce que nous devons aux pays du Sud**, coordonné par le Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud, 1999.

DD 106. **Oser créer : créer des entreprises pour créer des emplois**, Benoît Granger/Synergies, 2000.

DD 107. **Se former à l'interculturel** ; expériences et propositions, Odile Albert/CDTM, 2000.

DD 108. **Sciences et démocratie : le couple impossible ?** ; le rôle de la recherche dans les sociétés capitalistes depuis la Seconde Guerre mondiale : réflexion sur la maîtrise des savoirs, Jacques Mirenowicz, 2000.

DD 109. **Conquérir le travail, libérer le temps** ; dépasser les frontières pour réussir les 35 heures, Bernard Husson/CIEDEL, 2000.

DD 110. **Banques et cohésion sociale** ; pour un financement de l'économie à l'échelle humaine : la faillite des banques, les réponses des citoyens, Inaise, 2000.

DD 111. **L'arbre et la forêt : du symbolisme culturel... à l'agonie programmée ?**, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2000.

DD 112. **Le dialogue des savoirs** ; les réseaux associatifs, outils de croisements entre la science et la vie, Georges Thill, avec la collaboration de Alfred Brochard, 2001.

DD 113. **Financer l'agriculture** ; quels systèmes bancaires pour quelles agricultures ?, André Neveu, 2001.

DD 114. **Agricultures d'Europe : la voie suisse**, REDD avec la collaboration de Bertrand Verfaillie, 2001.

DD 115. **Le droit autrement** ; nouvelles pratiques juridiques et pistes pour adapter le droit aux réalités locales contemporaines, Pascale Vincent, Olivier Longin/Ciedel, 2001.

DD 116. **Sols et sociétés** ; regards pluriculturels, rabah Lahmar et Jean-Pierre Ribaut, 2001

DD 117. **Réseaux humains, réseaux électroniques** ; de nouveaux espaces pour l'action collective, dossier coordonné par Valérie Peugeot, Vecam, 2001.

DD 118. **Gouverner les villes avec leurs habitants** ; de Caracas à Dakar : dix ans d'expériences pour favoriser le dialogue démocratique dans la cité, Catherine Foret, 2001.

DD 119. **Quelle paix pour le nouveau siècle** ?, Maison des citoyens du monde/Bernard Vrignon et Agnès Chek, 2001

DD 120. **De la galère à l'entreprise** ; pour de nouvelles formes de financement solidaire: l'expérience de France Active, Claude Alphanéry, 2002.

DD 121. **Finances solidaires** ; guide à l'usage des collectivités territoriales, Finansol/Éficea, dossier coordonné par E. Antonioli, P. Grosso, J. Fournial et C. Rollinde, 2002.

DD 122. **Quand l'entreprise apprend à vivre** ; une expérience inspirée du compagnonnage dans un réseau d'entreprises alter-natives et solidaires, Béatrice Barras, Marc Bourgeois, Élisabeth Bourguinat et Michel Lulek, avec la collaboration de Christophe Beau et Étienne Frommelt, 2002.

DD 123. **Commerce international et développement durable** ; voix africaines et plurielles, CITSD, dossier coordonné par Ricardo Meléndez et Christophe Bellmann, 2002.

Vous pouvez vous procurer les ouvrages et les dossiers des Éditions Charles Léopold Mayer, ainsi que les autres publications ou copublications de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) auprès de :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48064886

Sur place : mardi, mercredi, vendredi : 9h-13h et 14h-18h, jeudi : 14h-19h

Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

avenir de la planète
lutte contre l'exclusion
innovations et mutations sociales
relations État-société
agricultures paysannes
rencontre des cultures
coopération et développement
construction de la paix
histoires de vie

Pour obtenir le **catalogue** des éditions et coproductions Charles Léopold Mayer, envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coproductions Charles Léopold Mayer.

Nom	Prénom
Société	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays	

